

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE
L'HONORABLE FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST
MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 8 OCTOBRE 2014

VOLUME 245

ODETTE GAGNON et CLAUDE MORIN
Sténographes officiels

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS 215,
rue Saint-Jacques, Bureau 110
Montréal (Québec) H2Y 1M6

COMPARUTIONS

POUR LA COMMISSION :

Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU, Me
LUCIE LANCTUIT

INTERVENANTS :

Me JONATHAN CHAPLAN pour le Bureau de la
concurrence et M. Pierre-Yves Guay
Me MÉLISSA CHARLES pour l' Association de la
construction du Québec
Me JOSÉANE CHRÉTIEN pour le Barreau du Québec
Me ROXANE GALARNEAU pour l'Association des
constructeurs de routes et grands travaux du Québec Me
PIERRE POULIN pour le Directeur des poursuites
criminelles et pénales
Me PATRICK MICHEL, pour M. Pierre Lapointe

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES ENGAGEMENTS	4
LISTE DES PIÈCES	4
PRÉLIMINAIRES	7
 PIERRE-YVES GUAY	
INTERROGÉ PAR Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU	9
 PIERRE LAPOINTE	
INTERROGÉ PAR Me PAUL CRÉPEAU	260

LISTE DES ENGAGEMENTS

	PAGE
216E-145 : Faire parvenir toute documentation associée à l'article 90.1	46
216E-146 : Détails des mandats de perquisition, écoutes électroniques et ordonnances de renseignements au Québec	213
216E-147 : Fournir les démarches faites en lien avec les informations par le maire Tremblay, maire de Montréal	242

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
216P-2132 : Présentation du Bureau de la concurrence du Canada à la CEIC par Pierre-Yves Guay le 8 octobre 2014	11
211P-2120.1 Extrait des rapports annuels du Bureau de la concurrence du Canada entre 1996 et 2012, en liasse	18

216P-2133 : Topo Bitume du 16 février 2012 rédigé
par le Lieutenant Benoit Pinet de la
Sûreté du Québec

84

216P-2134 : Mémoire du Bureau de la concurrence du
Canada présenté dans le cadre de la
table ronde sur la lutte contre la
corruption et promotion de la
concurrence, le 27 février 2013

111

216P-2135 : Protocole d'entente entre le BCC et le
ministère des Travaux Publics et des
services gouvernementaux concernant la
prévention, la détection, le
signalement et les enquête en matière
d'activité collusoire éventuelle

152

216P-2136 : Protocole d'entente entre
l'administrateur de la surveillance du
marché de l'Alberta et le commissaire
de la concurrence du Bureau de la
concurrence

152

216P-2137 : Évaluation à mi-parcours des activités
de lutte contre le truquage d'offres
du Bureau de la concurrence du Canada
- Rapport final du 25 avril 2008

251

217P-2138 : Présentation du Directeur des
poursuites criminelles et pénales
(DPCP) par Pierre Lapointe, le 8
octobre 2014 - Compétence, Respect,
Intégrité

271

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce huitième (8e)
2 jour du mois d'octobre,

3

4 (09:37:32)

5 PRÉLIMINAIRES

6

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Bonjour, Monsieur. Est-ce que les avocats peuvent
9 s'identifier, je vous prie.

10 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

11 Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire,
12 bonjour. Cainnech Lussiaà-Berdou pour la
13 Commission.

14 Me LUCIE LANCTUIT :

15 Lucie Lanctuit pour la Commission.

16 Me JONATHAN CHAPLAN :

17 Jonathan Chaplan pour le Bureau de la concurrence.

18 Me MÉLISSA CHARLES :

19 Bon matin. Mélissa Charles pour l' Association de
20 la construction du Québec.

21 Me JOSÉANE CHRÉTIEN :

22 Joséane Chrétien pour le Barreau du Québec.

23 Me ROXANE GALARNEAU :

24 Bonjour. Roxane Galarneau pour l'Association de la
25 construction... des constructeurs de routes et

1 grands travaux du Québec. Pardon.

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Merci. Maître, vous représentez le témoin? Parce
4 que...

5 Me JONATHAN CHAPLAN :

6 Oui, c'est ça.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 O.K.

9 Me PIERRE POULIN :

10 Et Pierre Poulin pour le Directeur des poursuites
11 criminelles et pénales. Bonjour.

12 LA GREFFIÈRE :

13 Est-ce que vous pourriez vous lever pour
14 l'assermentation, s'il vous plaît?

15

16

17

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce huitième (8e)
2 jour du mois d'octobre,
3

4 A COMPARU :
5

6 PIERRE-YVES GUAY, avocat, sous-commissaire adjoint,
7 Direction générale des affaires criminelles, Bureau
8 de la concurrence
9

10 LEQUEL affirme solennellement ce qui suit :
11

12 INTERROGÉ PAR Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

13 Q. [1] Merci, Madame la Greffière. Maître Guay,
14 bonjour.

15 R. Bonjour.

16 Q. [2] Donc, sous-commissaire adjoint à la concurrence
17 à la...

18 R. Sous-commissaire adjoint à la Direction...

19 Q. [3] À la Direction...

20 R. ... des affaires criminelles au Bureau de la
21 concurrence.

22 Q. [4] ... au Bureau de la concurrence.

23 R. Oui.

24 Q. [5] Pardon. Depuis combien de temps?

25 R. Cette position-là, depuis novembre l'an dernier.

1 Q. [6] Novembre deux mille treize (2013). Vous avez
2 passé l'essentiel de votre carrière au Bureau de la
3 concurrence.

4 R. L'essentiel, oui. Ça fait quinze (15) ans que je
5 suis au Bureau.

6 Q. [7] O.K. Et vous êtes devenu avocat en quelle
7 année?

8 R. Mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999).

9 Q. [8] Donc, essentiellement, vous avez exercé votre
10 profession d'avocat au Bureau de la concurrence.
11 Est-ce qu'il y a eu autre chose ailleurs ou...?
12 Vous avez dit « essentiellement ».

13 R. Bien, écoutez, j'ai travaillé à Justice Canada
14 pendant...

15 Q. [9] O.K.

16 R. ... quelques mois et je suis arrivé au Bureau de la
17 concurrence par la suite comme enquêteur et j'ai
18 gravi les geslons... les échelons jusqu'à...
19 jusqu'à la gestion.

20 Q. [10] Donc, enquêteur de quatre-vingt-dix-neuf (99)
21 à deux mille cinq (2005).

22 R. Hum, hum.

23 Q. [11] Et ensuite, agent principal du droit de la
24 concurrence.

25 R. C'est ça. Donc, dans le fond, on est toujours

1 enquêteur, mais on fait la gestion des enquêtes à
2 ce niveau-là.

3 Q. [12] Parfait.

4 R. À un niveau plus senior.

5 Q. [13] Donc, vous avez une bonne expérience du Bureau
6 et de son fonctionnement.

7 R. J'aime le croire.

8 Q. [14] Madame Blanchette, à ce moment-ci, si on
9 pouvait exhiber le document qui se trouve à
10 l'onglet 1 qui est une présentation PowerPoint pour
11 guider le témoignage de monsieur... de maître Guay.
12 Pardon. C'est un document que vous avez préparé,
13 Maître Guay?

14 R. Oui.

15 LA GREFFIÈRE :

16 Vous le produisez maintenant ou plus tard?

17 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

18 Oui, on le produit... on le produit maintenant.

19 LA GREFFIÈRE :

20 Oui. Alors, c'est 2132.

21

22 216P-2132 : Présentation du Bureau de la
23 concurrence du Canada à la CEIC par
24 Pierre-Yves Guay le 8 octobre 2014
25

1 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

2 Q. [15] Bon. Bien, d'entrée de jeu - et, Madame
3 Blanchette, si on tourne la page - peut-être qu'on
4 peut présenter un peu, là, l'organisme pour lequel
5 vous travaillez qui est le Bureau de la concurrence
6 du Canada.

7 R. D'accord. Alors, le Bureau de la concurrence, son
8 mandat principal est vraiment d'administrer et
9 d'appliquer la Loi sur la concurrence, la Loi
10 canadienne antipourriel ainsi que certaines lois
11 sur l'étiquetage au Canada. Et le mandat à travers
12 tout ça est vraiment de veiller à un marché
13 concurrentiel et innovateur pour le Canada.

14 Le Bureau de la concurrence est dirigé par
15 le commissaire qui est monsieur John Pecman
16 présentement. Et le Bureau de la concurrence est
17 divisé en quatre directions de mise en application
18 dont, moi, je fais partie d'une qui est les
19 affaires criminelles où on s'occupe vraiment des
20 complots et des trucages d'offres, donc les
21 articles 45 et 47 de la Loi sur la concurrence.

22 Q. [16] Qu'on verra un petit peu plus tard.

23 R. Qu'on verra un petit peu plus tard. Et vous avez
24 également, là, dans le fond, la Direction générale
25 des affaires civiles qui va s'occuper de certaines

1 sections de la loi, dont l'article 79, donc abus de
2 position dominante, ce genre d'infractions.

3 Vous avez également la Direction des
4 fusions qui s'occupe des fusions d'entreprises à
5 l'article 92 de la Loi sur la concurrence, et
6 suivants. Et vous avez également la Direction des
7 pratiques loyales des affaires qui s'occupe, entre
8 autres, du télémarketing trompeur. Et vous avez une
9 division, une... une direction qui est corporative
10 à travers tout ça également.

11 Q. [17] Parfait. Donc, il y a d'autres dispositions
12 pénales, mais votre direction s'occupe de celles
13 qui sont les principales dispositions disons qui
14 détaillent des infractions qui font l'objet du
15 mandat de la Commission ici.

16 R. Exactement.

17 Q. [18] Est-ce que le BCC est un organe de
18 répression, c'est un organe qui vise à sanctionner
19 ces comportements-là?

20 R. Oui. Oui. Exactement. « Répression » je dirais pas,
21 mais...

22 Q. [19] Oui.

23 R. ... sanction, oui, mise en application de la loi.

24 Q. [20] C'est le but, là, c'est le but du BCC.

25 R. Oui.

1 Q. [21] Vous avez indiqué, bon, un certain nombre de
2 divisions. Si on va à la diapositive suivante,
3 Madame Blanchette - peut-être juste donner une idée
4 globalement de l'organisation. Parce que je
5 comprends que c'est une organisation évidemment qui
6 a juridiction sur l'ensemble du territoire
7 canadien.

8 R. Exactement. Donc, on a un bureau central qui est
9 situé à Gatineau et nous avons trois bureaux
10 régionaux situés dans les... dans les villes de
11 Montréal, Toronto et Vancouver.

12 Q. [22] Ça a toujours été le cas où est-ce que, ces
13 bureaux régionaux-là, leur nombre a varié?

14 R. Bien, le nombre a varié durant les années. Comme si
15 on regarde au début du mandat de la Commission, de
16 quatre-vingt-seize (96) à quatre-vingt-dix-neuf
17 (99), il n'y avait pas de bureaux régionaux. Et par
18 la suite, il y a eu une expansion pour ouvrir les
19 bureaux régionaux, avoir une présence régionale un
20 peu partout à travers le Canada. Jusqu'à un certain
21 point, on avait jusqu'à sept bureaux régionaux et,
22 suite à certaines compressions, on a eu... on a
23 réduit le nombre de bureaux régionaux...

24 Q. [23] Vous avez...

25 R. ... pour se concentrer sur les grands centres

1 économiques au Canada.

2 Q. [24] Est-ce que, ça, vous avez l'impression que
3 ça... disons... est-ce qu'une alternative ou
4 l'autre, c'est-à-dire plus régionale ou moins
5 régionale, est-ce que ça a un impact sur la
6 capacité du Bureau à faire son travail? Est-ce que
7 c'est plus facile de travailler quand on a des
8 antennes régionales ou est-ce que...

9 R. Bien, c'est sûr et certain que d'avoir des gens sur
10 le terrain, dans les régions, c'est très important.
11 Pour... pour savoir qu'est-ce qui se passe dans les
12 régions c'est, évidemment... avoir des contacts
13 également avec les gens qui sont dans le marché,
14 dans les marchés régionaux c'est très important.

15 Q. [25] Depuis deux mille douze (2012) donc, il n'y a
16 que trois bureaux régionaux, ceux que vous avez
17 nommés tout à l'heure?

18 R. Exactement.

19 Q. [26] Le bureau de Montréal comprend combien
20 d'employés?

21 R. Si on parle au niveau des affaires criminelles,
22 donc les gens qui sont dédiés aux affaires
23 criminelles, il y a six enquêteurs ici, à Montréal.

24 Q. [27] Ici, à Montréal.

25 R. Oui.

1 Q. [28] Et, au total, une douzaine d'employés?

2 R. Oui, plus ou moins, je vous dirais, à peu près,
3 oui.

4 Q. [29] Les autres s'occupant de secteurs qui nous
5 intéressent moins, c'est ça?

6 R. C'est ça. Donc, il y a beaucoup de gens qui vont
7 s'occuper du télémarketing trompeur, par exemple,
8 ici, à Montréal.

9 Q. [30] Bon, on va y aller sur le trois... bien, les
10 troisième et quatrième points, là, de...

11 R. Oui.

12 Q. [31] Ou sous-points sur votre présentation. Vous
13 parlez d'un budget de... bon, qui serait passé de
14 vingt et un (21) à quarante-neuf millions (49 M),
15 là, sur une vingtaine d'années.

16 R. Exact.

17 Q. [32] C'est une hausse qui paraît significative,
18 est-ce que... ainsi que le nombre d'employés, là,
19 donc vos activités ont considérablement augmenté
20 durant cette période?

21 R. Oui, bien, juste à regarder les amendes, par
22 exemple, qui ont été imposées, si on parle de
23 quatre-vingt-seize (96) à maintenant, vous voyez
24 vraiment une... une gradation, donc beaucoup plus
25 d'activités de notre côté. Et ça va vraiment

1 avec... avec les budgets qui ont augmenté
2 également.

3 Q. [33] Sauf que les budgets se sont réduits à nouveau
4 récemment, là, est-ce que je me trompe?

5 R. Au niveau budgétaire, je vous dirais, où il y a eu
6 une certaine coupe, on a fermé des bureaux
7 régionaux, donc évidemment on a perdu certains
8 employés, de mémoire, à peu près une quarantaine de
9 postes. Donc, c'est évidemment, comme un peu partout
10 à travers le Canada, les services publics,
11 évidemment, ont été... ont été touchés par
12 certaines coupes. Il est sûr qu'avec plus de
13 ressources on serait bien content mais, en même
14 temps, je pense que tout le monde doit vivre dans
15 ce... dans ce système-là maintenant, là où il y a
16 des coupes de ressources.

17 Q. [34] Si, Madame Blanchette, on va à l'onglet 2,
18 Madame la Greffière, je vais déposer. Cet onglet
19 contient, en liasse, des extraits de divers
20 rapports annuels, ils contiennent des statistiques
21 relatives aux... essentiellement aux budgets et au
22 nombre d'employés et aux enquêtes menées, et
23 caetera, et caetera. Madame la Greffière, je vous
24 écoute.

25 LA GREFFIÈRE :

1 Alors, ça sera 211P-2120.1.

2

3 211P-2120.1 : Extrait des rapports annuels du
4 Bureau de la concurrence du
5 Canada entre 1996 et 2012, en
6 liasse

7

8 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

9 Alors, c'est bien cette pièce-là. Parce que, dans
10 le témoin précédent... dans le témoin précédent, il
11 y a un autre extrait des rapports annuels du Bureau
12 de la concurrence qui a été déposé durant le
13 témoignage, je pense, du représentant du BSDQ.
14 Donc, pour des raisons de cohérence, on a décidé de
15 déposer l'ensemble de ces pièces-là sous une cote
16 connexe.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Alors, est-ce qu'on peut répéter.

19 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

20 211P-2120.1. L'autre extrait étant 2120 tout court.
21 (09:45:29)

22 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

23 Q. [35] Dites-moi, les enquêtes sur la collusion au
24 Québec sont faites par le bureau de Montréal
25 seulement?

1 R. Non, pas seulement. Donc, évidemment, comme vous
2 pouvez voir, on a six enquêteurs seulement ici, à
3 Montréal. Donc, évidemment, vous pouvez juste vous
4 imaginer ils travaillent à capacité présentement.
5 Donc, il y a... c'est pas des ressources seulement
6 dédiées pour le Québec qui sont seulement à
7 Montréal, donc, évidemment, à Gatineau, disons, on
8 va prendre également des dossiers.

9 Q. [36] Des dossiers.

10 R. Exact.

11 Q. [37] Mais je me disais que le bureau de Montréal
12 peut peut-être... est-ce qu'il peut prendre les
13 dossiers dans les Maritimes, par exemple?

14 R. C'est possible également.

15 Q. [38] Oui. Bon. Les ressources, dans les faits,
16 consacrées essentiellement en ce qui nous concerne,
17 la collusion, dans le temps, elles ont évoluées
18 comment? Est-ce que vous avez dans le fond une
19 forme de stabilité, une forme de diminution?

20 R. Non, il y a pas eu de diminution, il y a
21 certainement eu une stabilité et peut-être une
22 légère augmentation.

23 Q. [39] Une légère augmentation.

24 R. Légère augmentation.

25 Q. [40] Donc, les personnes qui enquêtent la collusion

1 au Québec, il y a eu une légère augmentation sur un
2 horizon de...

3 R. Au Québec, il faut faire attention parce que le
4 Bureau de la concurrence a un mandat national.

5 Q. [41] Oui.

6 R. Donc, évidemment, je vous dirais qu'on choisit nos
7 dossiers, évidemment, on priorise nos dossiers et
8 je peux vous dire que le Québec est certainement
9 une priorité.

10 Q. [42] Oui, mais ma question c'était, au fil du
11 temps, au fil des années, là.

12 R. Oui.

13 Q. [43] Est-ce que vous pouvez dire qu'il y a eu...
14 combien de personnes à peu près qui ont pu
15 travailler dans les dossiers québécois de collusion
16 dans la période qui concerne la Commission?

17 R. Bien, moi, je vous dirais... On a des statistiques
18 un petit peu plus loin dans la présentation. De
19 mémoire, sur la... puis on pourra y arriver, mais,
20 de mémoire, sur la période qui concerne la
21 Commission, donc de quatre-vingt-seize (96) à deux
22 mille...

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. [44] À maintenant.

25 R. À maintenant, deux mille quatorze (2014). De

1 mémoire, c'est vingt-neuf (29) dossiers d'enquête
2 dont douze (12) qui sont toujours en cours. En
3 termes de proportion, je vous dirais que,
4 habituellement, là, ça peut jouer à peu près entre
5 quinze (15) et vingt pour cent (20 %) des
6 ressources qui vont être destinées à... aux
7 enquêtes du Québec.

8 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

9 Q. [45] Quinze (15) à vingt pour cent (20 %) des
10 ressources du Bureau de la concurrence au complet
11 ou de l'unité que vous...

12 R. De l'unité.

13 Q. [46] De l'unité qui concerne la Loi sur la
14 concurrence, là.

15 R. Exactement. Qui concerne vraiment les articles 45
16 et 47, donc des affaires criminelles.

17 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

18 Q. [47] Si je vous suggère qu'en ce moment, il y a
19 environ vingt-cinq (25) employés de votre division
20 sur soixante-six (66) qui seraient assignés à des
21 enquêtes touchant le Québec et peut-être même
22 spécifiquement la construction, ça serait...

23 R. C'est très exact.

24 Q. [48] C'est très exact. Cependant, ça c'est au jour
25 d'aujourd'hui. C'est parce que ce que monsieur le

1 commissaire Lachance veut savoir c'est : Est-ce que
2 ce chiffre-là est stable?

3 R. Le problème c'est que ça va dépendre du type de
4 dossier, du type d'information qu'on reçoit ou
5 qu'on trouve. Donc, évidemment, quand on commence à
6 développer les dossiers, ça va varier. Mais vous
7 dire que c'est vraiment vingt-cinq (25) employés de
8 quatre-vingt-seize (96) à maintenant, c'est sûr que
9 c'est non.

10 Q. [49] Parce que...

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Je m'excuse.

13 Q. [50] En fait, est-ce qu'une emphase a été mise à
14 partir, évidemment, de deux mille neuf (2009) et de
15 tout ce que les médias ont révélé et ce que la
16 Commission a révélé? Est-ce qu'il y a eu une
17 emphase qui a été mise sur les problèmes de
18 collusion chez vous? Est-ce qu'il y a eu d'autres
19 dossiers qui se sont ouverts depuis ces années-là?

20 R. La réponse c'est oui.

21 Q. [51] Et est-ce qu'il y en a plusieurs?

22 R. Il y en a plusieurs.

23 Q. [52] Donc, quand vous parlez des douze (12)
24 dossiers que vous avez, de quatre-vingt-seize (96)
25 à maintenant, il y en a combien dans ça qui sont

1 plus particulièrement en lien avec ce qu'on a
2 appris ces dernières années?

3 R. O.K. De quatre-vingt-seize (96) à maintenant, on
4 parle de vingt-neuf (29) dossiers, donc douze (12)
5 qui sont toujours ouverts. Moi, je vous dirais
6 qu'il y en a, au moins, plus de la moitié des douze
7 (12) qui ont commencé depuis deux mille neuf
8 (2009).

9 Q. [53] Et ils sont tous en construction ceux-là, de
10 ce que je comprends?

11 R. Exact.

12 Q. [54] Parce que par ailleurs, évidemment, pendant
13 une longue période, le Bureau de la concurrence a
14 été fortement monopolisé par, par exemple, le
15 dossier sur le cartel de l'essence?

16 R. Exactement. Donc, puis ça, on peut en parler
17 longtemps, là, c'était mon dossier...

18 Q. [55] Non, non.

19 R. ... je sais que ça vous intéresse pas, mais...

20 Q. [56] Juste pour clarifier qu'il y a une... dans la
21 période quatre-vingt-seize (96)...

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. [57] On va s'entendre, là, c'est pas que c'est pas
24 intéressant.

25 R. C'est correct, il y a pas de problème.

1 Q. [58] C'est que ça nous...

2 R. C'est pas votre mandat.

3 Q. [59] C'est ça.

4 R. Je comprends très bien. Je m'excuse.

5 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

6 Q. [60] Mais, non, ce que je cherche à comprendre, en
7 fait, c'est que les ressources allouées aujourd'hui
8 à ces douze (12) dossiers sont importantes, mais
9 évidemment, elles ont été réassignées, bon, à la
10 mesure que le dossier du cartel de l'essence se...
11 disons, l'enquête se terminait parce que pour le
12 reste, il y a eu une bonne partie de cette période-
13 là où l'essentiel de vos ressources était consacré
14 à ça?

15 R. Bien, il y a eu beaucoup de ressources. Évidemment,
16 on travaille sur autre chose, mais évidemment que
17 c'était un dossier d'importance.

18 Q. [61] Et c'est ce que vous appelez la priorisa...
19 bien, c'est ce que v... la priorisation dans le
20 sens...

21 R. Exactement. En gros, on peut pas tout faire.

22 Q. [62] Essentiellement, les enquêteurs...

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. [63] Et vous avez des ressources limitées?

25 R. Exact.

1 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

2 Q. [64] Au niveau des enquêtes, vous êtes
3 essentiellement des avocats et des... et des
4 comptables...

5 R. Des économistes également.

6 Q. [65] ... et des économistes?

7 R. Oui. Criminologues également.

8 Q. [66] Ça, c'est traditionnellement le cas. Est-ce
9 que ça change? Est-ce qu'il y a des... des efforts
10 qui sont faits pour, disons, multidisciplinariser
11 le...

12 R. Non, mais je vous dirais que ce qui est... ce qui
13 est très important chez nous, c'est d'avoir une
14 bonne connaissance de la loi, comment ça
15 fonctionne. C'est des enquêtes extrêmement
16 complexes, donc on a priorisé ce genre de diplôme-
17 là, si on veut. Des gens avec ce genre de
18 « background » là. Il demeure que c'est certain que
19 quelqu'un qui va avoir une expérience d'enquête,
20 par exemple, c'est certainement un atout. Ça c'est
21 clair.

22 Q. [67] Donc, des enquêteurs déjà formés en travail
23 policier, travail d'enquête, ce genre de chose, là?

24 R. Ça peut arriver, oui.

25 Q. [68] Est-ce que les... vous avez des prob... bien

1 des problèmes... est-ce que vous rencontrez des
2 défis vis-à-vis la question de la langue, notamment
3 en ce qui concerne la quantité de personnel
4 francophone, là, pour travailler sur tous ces
5 dossiers québécois?

6 R. Bien, c'est clair que... on est un organisme
7 fédéral, donc il est très important d'avoir
8 capacité dans les deux langues. Donc, je vous
9 dirais que c'est sûr que lorsqu'on a vraiment
10 beaucoup de dossiers francophones, on peut finir
11 par avoir un certain... une certaine limite. Ça
12 veut pas dire qu'on les regarde pas. Cependant, on
13 se doit d'avoir, comme organisme fédéral et pour
14 notre mandat au Bureau de la concurrence, qui est
15 national, on se doit d'avoir un... un bon... une
16 bonne... bon mélange des deux langues au niveau des
17 capacités.

18 Q. [69] Mais ce que je veux dire, c'est dans la mesure
19 où tout d'un coup il y aurait ponctuellement un
20 déplacement de l'activité d'enquête ou une
21 concentration de l'activité d'enquête sur le
22 territoire québécois, il peut y avoir des...
23 temporairement au moins, des challenges qui se
24 posent, là, vis-à-vis la capacité à traiter tout
25 efficacement et rapidement avec les personnes

1 disponibles?

2 R. Ah, il y a certainement des défis. Ça c'est clair.

3 Q. [70] Si on passe à la diapositive suivante, Madame
4 Blanchette, si on revient dans le... Vous nous avez
5 expliqué au départ que vous vous occupiez
6 d'appliquer la Loi sur la concurrence?

7 R. Oui.

8 Q. [71] C'est un instrument législatif assez pointu.
9 Peut-être nous le présenter, globalement, là. On
10 regardera peut-être certaines dispositions
11 spécifiques, là.

12 R. D'accord. Donc, la Loi sur la concurrence a
13 vraiment deux... deux branches. Donc, on parle
14 vraiment des dispositions criminelles et des
15 dispositions civiles. Le but de la Loi sur la
16 concurrence, c'est vraiment de s'assurer que le...
17 le marché... que l'économie canadienne fonctionne
18 selon un certain cadre. Donc, c'est une loi qui est
19 cadre. C'est pas une loi réglementaire. Donc, on
20 est vraiment là pour s'assurer que les gens
21 fonctionnent bien dans le cadre qui est défini.
22 Donc, évidemment, lorsqu'on parle des dispositions
23 criminelles, alors quand les gens ou les
24 entreprises font, par exemple, des ententes pour
25 fixer les prix, bien à ce moment-là, on est en

1 dehors du cadre. Donc, on se doit d'intervenir.
2 Même chose pour le... quand on parle des trucages
3 d'offres ou du télémarketing trompeur, par exemple.

4 Au niveau des dispositions civiles, on
5 parle vraiment en termes de... en termes de
6 violation possible, donc abus de position
7 dominante. Et des tests... il y a des tests de
8 concurrence, là, qui sont attachés à ces
9 dispositions-là. Donc, ça peut devenir assez
10 complexe à expliquer en... en deux minutes et un
11 quart, là, mais lorsqu'on regarde, par exemple,
12 l'abus de position dominante, on regarde aussi
13 toutes les dispositions sur les fusions, donc c'est
14 de s'assurer que le marché opère dans un certain
15 cadre.

16 Q. [72] Ça, c'est tout secteur économique confondu?

17 R. Exact.

18 Q. [73] Si on... parce que là... bon, vous avez
19 indiqué que vous travaillez à la Direction générale
20 des affaires criminelles?

21 R. Des affaires criminelles, hum hum.

22 Q. [74] Donc, vous êtes en charge d'appliquer
23 essentiellement les dispositions criminelles?

24 R. Je suis à gauche, oui.

25 Q. [75] Parfait. Donc, si on passe à la diapositive

1 suivante et qu'on regarde un peu, là, les
2 infractions principales qui sont le cadre, disons,
3 dans lequel vous opérez, là...

4 R. Oui.

5 Q. [76] ... juste avant, vous... bien le commissaire
6 ou... je dis vous, là, mais le commissaire
7 entreprend des enquêtes, habituellement, ça
8 s'initie comment? Vous diriez...

9 R. Bien, je vous dirais qu'on obtient de l'information
10 un peu comme... comme les corps de police, là, si
11 on veut. Donc évidemment, plein du public, plein
12 des acteurs dans le marché. On peut trouver
13 également de l'information de nous-mêmes,
14 évidemment.

15 Q. [77] Donc, des détections que vous pourriez faire?

16 R. Détections. Comme par exemple, le cartel de
17 l'essence a commencé avec un article de journal. Ce
18 dossier-là a commencé de cette façon-là. Et
19 évidemment, le programme d'immunité dont on parlera
20 un petit peu plus tard, est un instrument, pour
21 nous, de détection, qui est très important.

22 Q. [78] C'est au coeur de votre... vous diriez?

23 R. Au coeur, exactement, oui. Donc, c'est à peu près
24 les façons, là, dont l'information peut rentrer
25 chez nous, là, puis les enquêtes peuvent s'initier

1 de cette façon-là.

2 Q. [79] On verra certains de ces éléments-là en
3 détail. Maintenant, c'est ça, ce qu'on disait,
4 c'est qu'il y a quand même un... un cadre légal qui
5 s'applique et qui détermine quels sont les...
6 disons les crimes dont vous avez la responsabilité
7 d'appliquer ou de sanctionner le comportement. Je
8 vous écoute un peu là-dessus, là, vous avez...

9 R. D'accord. Donc, en termes d'infractions
10 criminelles, donc ce dont la Direction des
11 affaires... la Direction générale des affaires
12 criminelles s'occupe, donc on parle des complots.
13 Donc, ce qui est l'article 45 de la Loi sur la
14 concurrence. Donc, complot pour fixer des prix, se
15 répartir les clients et les marchés et restreindre
16 la production, le trucage des offres, qui est
17 l'article 47 et lorsqu'on parle des pratiques
18 commerciales trompeuses, ça c'est une autre
19 direction qui s'occupe de ça, qui est la Direction
20 des pratiques loyales des affaires.

21 Q. [80] Donc, les deux premières, article 45 et
22 article 47, complot et un complot plus spécifique
23 pour truquer un... des appels d'offres sont les
24 deux...

25 R. Sont les deux dispositions, oui.

1 Q. [81] Et c'est ce qui vous occupe? C'est ce qui
2 occupe l'essentiel de vos activités?

3 R. Exactement.

4 Q. [82] ... vous, à la direction criminelle.

5 R. Oui.

6 Q. [83] Madame Blanchette, diapositive suivante.

7 R. Donc, lorsqu'on parle des dispositions... celle-là,
8 j'y ai touché un petit peu tout à l'heure.

9 Q. [84] Oui.

10 R. Donc, on parle d'ententes anticoncurrentielles, des
11 abus de position dominante, les fusions et il y a
12 également des dispositions civiles qui touchent les
13 pratiques commerciales trompeuses également.

14 Q. [85] La différence entre les deux, généralement...
15 c'est ce que... c'est dispositions civiles... que
16 vous appelez « civiles », c'est des recours qui
17 sont entrepris devant les tribunaux civils?

18 R. Bien, c'est le tribunal de la concurrence qui
19 s'occupe de ça.

20 Q. [86] Qui est... qui est donc...

21 R. Donc, c'est devant la cour fédérale.

22 Q. [87] Donc, c'est un tribunal administratif.

23 R. Et... Oui. Puis, évidemment, vous avez... le
24 standard de preuve n'est pas le même.

25 Q. [88] Forcément.

1 R. D'accord?

2 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

3 Q. [89] Pas... par ententes anticoncurrentielles, quel
4 exemple d'entente anticoncurrentielle qui est
5 derrière cette disposition-là?

6 R. Comme, par exemple, quand j'ai préparé la diapo, je
7 pensais à l'article 90.1 de la Loi sur la
8 concurrence, donc qui est, dans le fond, le pendant
9 civil de l'article 45. Donc...

10 Q. [90] C'est ça, parce qu'il y a un lien, parce que
11 quand on se répartit les clients, se répartir les
12 territoires, c'est une entente anticoncurrentielle
13 pour moi.

14 R. Ça, c'est clair que c'est un 45.

15 Q. [91] C'est un 45, mais est-ce que c'est pas
16 également...

17 R. Mais en vertu de 90.1...

18 Q. [92] ... est-ce que c'est pas également une entente
19 anticoncurrentielle?

20 R. C'est une entente anticoncurrentielle. C'est juste
21 qu'il faut faire attention parce que 90.1... Puis,
22 encore là, je vais vous donner l'interprétation du
23 Bureau de la concurrence parce qu'on n'a pas de
24 jurisprudence encore, d'accord? Alors, l'article
25 90.1 est là, dans le fond, pour s'occuper

1 d'ententes dont on voudrait pas regarder en vertu
2 de l'article 45. Donc, le genre d'entente pourrait
3 être, par exemple, une entente de coentreprises qui
4 pourrait avoir... qui pourrait avoir un effet
5 anticoncurrentiel dans le marché pour plusieurs
6 raisons. D'accord? Tandis que 45, lorsqu'on regarde
7 un complot pour fixer les prix, par exemple, pour
8 répartir les marchés, lorsque par exemple vous avez
9 quatre ou cinq entreprises qui s'entendent pour
10 fixer le prix d'un certain produit, ça, c'est clair
11 qu'au niveau criminel, c'est ce qu'on va regarder.
12 Donc, en anglais, c'est ce qu'on appelle « naked
13 cartels ». Donc, c'est vraiment des cartels, ce
14 qu'on... la traduction pourrait être « des cartels
15 purs ».

16 Tandis que 90.1, bien, il y a une certaine
17 zone grise. C'est pas vraiment un comportement qui
18 serait regardé en vertu de 45, mais on le
19 regarderait au niveau civil pour voir s'il a
20 vraiment un effet sur la concurrence. Et ça...

21 Q. [93] Et concrètement, est-ce que vous en avez vu
22 des dossiers avec l'article 90.1? Est-ce que vous
23 en avez eu, des dossiers?

24 R. Pour l'instant, non. C'est tout nouveau. Hein? Ça a
25 été promulgué en deux mille dix (2010). Donc...

1 Q. [94] En deux mille dix (2010)?

2 R. Oui. Oui.

3 Q. [95] Parce que se partager, bon, vous faites
4 référence à fixer les prix, c'est une chose, mais
5 quand vous... se partager un territoire...

6 R. Hum, hum.

7 Q. [96] ... c'est pas ça fixer les prix, mais c'est
8 une entente anticoncurrentielle.

9 R. Exact.

10 Q. [97] On essaie pas de se faire concurrence. Est-ce
11 à dire que là, vous êtes... vous vous êtes donné
12 des pouvoirs pour peut-être, je dirais, attaquer la
13 collusion? Parce que c'est de la collusion
14 essentiellement.

15 R. Hum, hum.

16 Q. [98] Plus, avec des dispositions civiles, comme on
17 voit d'ailleurs en Europe. On a ouvert le... il y a
18 des pays que vous savez beaucoup mieux que moi,
19 probablement, qu'en Europe, on utilise des
20 dispositions civiles, alors qu'au Canada, jusqu'à
21 90.1, on semblait pas avoir ouvert cette
22 perspective-là.

23 R. Oui.

24 Q. [99] Est-ce que c'est ça qu'on a voulu faire en
25 deux mille dix (2010)?

1 R. Je vous dirais que là où on... puis, encore là, je
2 peux pas parler les législateurs, c'est...

3 Q. [100] Parlez pour le Bureau de la concurrence...

4 R. ... moi... moi, ce que je comprends...

5 Q. [101] ... c'est déjà... dites-moi ce que...

6 R. ... mais moi, ce que je comprends...

7 Q. [102] ... vous voulez faire, c'est ça qui
8 m'intéresse dans les faits.

9 R. Oui. Mais moi, ce que je comprends de ça, c'est que
10 quand on regarde 45, on veut vraiment... l'article
11 45 sur les complots, on veut vraiment s'occuper des
12 comportements qui sont aggravants. Donc, des
13 comportements graves qui affectent le marché de
14 façon non équivoque. Tandis que 90.1, ce sera
15 des... on... je suis d'accord avec vous, on a
16 maintenant une disposition civile, mais on a quand
17 même un test de concurrence dans cette disposition-
18 là. Tandis que maintenant, avec le nouvel article
19 45, il y n'en a plus de test de concurrence. Donc,
20 c'est ce qu'on appelle une disposition qui est per
21 se. Donc, aussitôt qu'on est capable de démontrer
22 qu'il y a une entente et que ce sont des
23 concurrents dans un certain marché, l'infraction
24 est démontrée. D'accord? Donc, il y a quand même
25 une différence.

1 Q. [103] J'avais compris - peut-être qu'on va en
2 parler plus tard de votre test de concurrence -
3 j'ai compris que votre test de concurrence quand
4 même c'était, je dirais pas un obstacle, mais
5 c'était une exigence, je dirais, qui pouvait peut-
6 être un peu limiter certaines de vos actions.

7 R. C'est très complexe à prouver, à démontrer devant
8 un tribunal, oui.

9 Q. [104] Et là, vous me dites que votre test de
10 concurrence vous l'avez pour l'article 90.1. Donc,
11 votre article 90.1 est pas vraiment puissant,
12 puissant, parce qu'il y a toujours son test de
13 concurrence puis, si je comprends bien, vous l'avez
14 quand même pas eu... deux mille dix (2010), c'est
15 pas très loin, mais c'est quand même pas hier.

16 R. Hum, hum.

17 Q. [105] Je comprends qu'il y a pas vraiment de
18 stratégie du Bureau pour utiliser 90.1, si je
19 comprends bien.

20 R. Bien...

21 Q. [106] Parce que là, vous êtes pris avec le test de
22 concurrence en plus.

23 R. Bien, moi, je vous dirais, puis j'aimerais ça
24 pouvoir vous répondre plus précisément, 90.1, c'est
25 pas ma spécialité.

1 Q. [107] C'est parce que je suis pas sûr qu'il y en a
2 de la spécialité partout.

3 R. Mais vous devriez... Je pourrais vous référer aux
4 lignes directrices du Bureau de la concurrence sur
5 l'applicabilité et l'interprétation de 90.1 et de
6 45, qui ont été émises en deux mille dix (2010)
7 pour exposer comment tout ça va être appliqué.

8 Q. [108] Bien, écoutez, moi, je suis pas un avocat de
9 formation, mais j'en fréquente beaucoup ces temps-
10 ci, par ailleurs, si on a mis 90.1 pour ouvrir un
11 peu le champs des dispositions civiles...

12 R. Oui.

13 Q. [109] ... pourquoi avoir gardé le test de la
14 concurrence, alors que, dans les faits, c'était
15 peut-être se donner un instrument un peu plus
16 flexible que l'autre, l'article 45, qui a un
17 fardeau de preuve peut-être un peu plus grand. Est-
18 ce que ça s'est discuté, ça, en deux mille dix
19 (2010), lorsqu'on a décidé de mettre en place 90.1?

20 R. Je suis pas au courant des discussions qui ont eu
21 lieu pendant... Puis, en même temps, bon, c'est le
22 législateur qui décide vraiment de qu'est-ce qui va
23 être mis dans la loi. Donc, je ne peux pas vous
24 dire... je n'ai pas pris partie à ces discussions-
25 là.

1 Q. [110] Est-ce que vous savez pourquoi on a demandé
2 90.1 en deux mille dix (2010)? Est-ce que ça
3 vous... vos collègues vous ont dit pourquoi?

4 R. D'après ce que je comprends, O.K., on voulait
5 s'assurer que les ententes qui pouvaient pas être
6 regardées, par exemple, en vertu de 45, pourraient
7 l'être en vertu de 90.1.

8 Q. [111] Mais c'est pour ça que je trouve illogique
9 d'avoir gardé le test de la concurrence sous 90.1,
10 si vous étiez pas capable de le prendre par 45,
11 puis que vous êtes obligé d'aller le chercher par
12 90.1. Vous étiez pas...

13 R. Je peux vraiment pas vous répondre là-dessus, je
14 m'excuse.

15 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

16 Q. [112] Mais c'est... ce que monsieur Lachance
17 identifie, c'est quand même - comment dire? -
18 une... c'est clair au niveau des faits. Au moment
19 où on réduisait, disons, la lourdeur de la preuve
20 sous 45 - puis on verra un petit peu le détail dans
21 quelques instants - on créait une nouvelle
22 disposition qui était sensée peut-être étendre le
23 champ d'application de certaines de pratiques, ou
24 de la loi de certaines des pratiques, mais de ce
25 côté-là, on a maintenu cette difficulté

1 intrinsèque. C'est clairement ça qui s'est produit.

2 R. Bien, moi, c'est... c'est ce que je comprends mais,
3 encore là...

4 Q. [113] Vous ne pouvez pas nous informer sur le
5 raisonnement derrière ça mais c'est la situation?

6 R. En bout de ligne c'est le législateur qui décide,
7 c'est pas le Bureau de la concurrence.

8 Q. [114] Donc, au niveau de l'application des
9 sanctions pénales, on a facilité les choses, par
10 contre, et c'est ça qu'on va voir dans un instant.

11 R. Hum hum.

12 Q. [115] Est-ce que la position du Bureau de la
13 concurrence est à l'effet que seul le service des
14 poursuites pénales du Canada est en mesure
15 d'entamer des poursuites en vertu de la Loi sur la
16 concurrence?

17 R. Je crois que oui. Hum hum.

18 Q. [116] Est-ce que c'est une... comment dire? Une
19 réflexion qui a eu lieu, disons, des choses dont
20 vous avez déjà discuté, de voir si les provinces
21 pouvaient, par exemple, entamer des poursuites...

22 R. Bien, moi, je vous dirais que de la façon que ça
23 fonctionne chez nous, écoutez, on monte notre
24 enquête, on réfère le dossier au service des
25 poursuites pénales du Canada. Pour ce qui est de la

1 juridiction provinciale, là, c'est pas... c'est pas
2 mon domaine.

3 Q. [117] Non, mais vous avez jamais... il a jamais été
4 question de confier, par exemple, les poursuites à
5 un organe de poursuites provinciales?

6 R. En tout cas, moi, dans aucun de mes dossiers ça
7 m'est arrivé.

8 Q. [118] Le choix d'entamer ou d'aborder les choses
9 par 90.1 versus 45, est-ce que c'est un choix...
10 c'est un choix qui est fait est-ce qu'on... on
11 dépose les deux poursuites en parallèle puis on
12 verra quel cas s'applique, dépendant comment la
13 preuve se déroule? Comment vous fonctionnez par
14 rapport à ça?

15 R. Bien, je vous dirais que, d'abord, il faut faire
16 très attention, là, au niveau... de niveau de
17 choisir, dès le départ, est-ce qu'on y va de façon
18 criminelle ou civile? Évidemment...

19 Q. [119] Pourquoi le choix devrait se faire dès le
20 départ?

21 R. Le choix doit se faire dès le départ d'abord
22 pour... pour s'assurer que les gens qui font
23 l'objet de l'enquête soient... s'ils deviennent au
24 courant de l'enquête, sachent exactement quel
25 est... est-ce qu'on y va du côté criminel ou civil?

1 C'est vraiment une question... si vous regardez la
2 décision de Jarvis, là, de la Cour Suprême, c'est
3 très, très clair, là, qui était dans un contexte,
4 si je me souviens bien, d'application de la Loi sur
5 l'impôt, qui ont un peu ce même genre là, de...
6 côté civil, côté criminel. Donc, il faut vraiment
7 choisir la... le type de disposition très, très tôt
8 au niveau de l'enquête.

9 Q. [120] Donc, pour vous, il y a des... bon, il y a
10 des...

11 R. Il y a des problèmes de divulgation, il y a toutes
12 sortes de choses, d'abus de procédure, qui peuvent
13 se produire par la suite, là.

14 Q. [121] Qu'est-ce qu'il en est des moyens d'enquête,
15 est-ce que, ça, ça a... est-ce que vous avez accès
16 aux mêmes moyens d'enquête si vous allez au niveau
17 civil ou au niveau criminel?

18 R. Je vous dirais que la plupart des moyens d'enquête
19 sont les mêmes sauf pour ce qui est de l'écoute
20 électronique, qui est applicable seulement aux
21 dispositions criminelles de la loi.

22 Q. [122] Mais c'est-tu... bien, en tout cas, on verra
23 peut-être plus tard, dans les moyens d'enquête,
24 dans quelle mesure vous avez recours à ce genre de
25 moyens, là.

1 R. Hum hum.

2 Q. [123] Mais peut-être juste pour donner une idée,
3 c'est... vous avez recours beaucoup à l'écoute
4 électronique?

5 R. Bien, beaucoup; ça va dépendre des dossiers, là.

6 Q. [124] O.K.

7 R. Mais je vous dirais que le Bureau de la
8 concurrence, dans le passé... je comparerais un peu
9 à nos enquêtes à faire beaucoup d'archéologie.
10 Donc, on pouvait remonter très, très loin, il y a
11 pas de prescription. Donc, on peut remonter très,
12 très loin dans la conduite des...
13 anticoncurrentiels, par exemple, qu'on pouvait
14 enquêter. On a de plus en plus de dossiers
15 maintenant où la conduite est présentement active,
16 là, donc est présentement... donc, évidemment,
17 l'écoute électronique est beaucoup plus utile...

18 Q. [125] Utile.

19 R. ... dans ce genre de dossiers là.

20 Q. [126] Puis je comprends de ce que vous venez de
21 dire que, bon, l'ensemble de la période qui est de
22 la juridiction de la Commission ici reste de votre
23 juridiction et le restera, il y a pas de
24 prescription qui s'applique à ça?

25 R. Exact.

1 (10:06:46)

2 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

3 Q. [127] Juste pour que je comprenne bien, là, comme
4 je répète, je suis pas un juriste. Je comprends que
5 vous dites que l'écoute électronique c'est
6 seulement, dans le fond, quand vous enquêter
7 suivant l'article 45, c'est ça?

8 R. 45, et 47 et certaines dispositions de la publicité
9 trompeuse.

10 Q. [128] Mais par rapport à 90.1, vous pourriez pas
11 prendre d'écoutes électroniques avec 90.1?

12 R. Non, exact.

13 Q. [129] Est-ce qu'avec 90.1 vous avez là votre
14 programme d'immunité?

15 R. Le programme d'immunité s'applique aux dispositions
16 criminelles.

17 Q. [130] Donc, vous pourriez pas offrir l'immunité
18 dans une entente anticoncurrentielle à 90.1?

19 R. Non.

20 Q. [131] Bon. Moi, je fais de la collusion, je fais du
21 partage de territoire?

22 R. Qui est une infraction en vertu de l'article 45,
23 oui.

24 Q. [132] En vertu de 45, mais vous me dites également
25 en vertu d'une entente...

1 R. Ça pourrait l'être, oui.

2 Q. [133] ... anticoncurrentielle, 90.1.

3 R. Ça pourrait l'être.

4 Q. [134] Donc, je vais vous approcher puis je ne sais
5 pas trop, trop de quel côté vous allez me prendre,
6 là, vous allez me prendre soit par 90.1, soit par
7 45. Puis, si vous me prenez par 45, je vais avoir
8 l'immunité, si vous me prenez par 90.1, vous me
9 donnez pas d'immunité puis à vous m'accusez selon
10 les dispositions civiles. Vous ne trouvez pas que
11 c'est un peu... j'en suis pas un mais si j'étais un
12 de ces joueurs-là, je me poserais un peu la
13 question : Qu'est-ce qu'ils vont faire exactement?

14 R. Hum hum. Mais, moi, je vous dirais que ce qui se
15 passe habituellement, lorsque les gens nous
16 approchent en vertu du programme d'immunité - puis
17 on va voir toutes... toutes les exigences et...
18 Lorsqu'on nous approche avec une information, je
19 vous dirais que, habituellement, les gens, un, ont
20 bien réfléchi à ce qu'ils vont faire...

21 Q. [135] Bien, c'est justement, je suis en train de
22 réfléchir, là, je sais pas trop, trop de quel côté
23 de la clôture vous allez me mettre. Si vous me
24 mettez sur 90.1, vous allez me poursuivre, vous me
25 mettez sur 45, je bénéficie possiblement de

1 l'immunité. Est-ce que ça devrait pas être rendu
2 très clair, justement, dans le marché pour que les
3 gens comprennent que si je fais du partage de
4 territoires, bien, que c'est par 45...

5 R. C'est 45.

6 Q. [136] ... qu'on va le prendre, là?

7 R. Je vous dirais, là, à quatre-vingt-dix-neuf point
8 neuf pour cent (99.9 %) du temps, ça va être 45.

9 Q. [137] Oui, mais il reste 1.01, vous savez.

10 R. Je comprends.

11 Q. [138] Et puis je peux... Est-ce que ce doute-là
12 devrait pas être éclairci, justement, de la part du
13 Bureau de la concurrence pour rendre ça très clair,
14 pour que...

15 R. Je vous dirais que...

16 Q. [139] ... comme moyen vraiment d'attirer ceux qui
17 veulent se dénoncer?

18 R. Je vous dirais que, vraiment, la... les lignes
19 directrices sont... sont une bonne... un bon
20 document pour guider les gens sur comment la mise
21 en application va être faite. Et je m'excuse de pas
22 pouvoir être plus clair avec vous aujourd'hui, là,
23 je les ai juste pas en tête présentement.

24 Q. [140] Mais, justement, pour savoir qu'est-ce qui se
25 cache exactement dans 90.1, est-ce qu'il vous est

1 possible de prendre l'engagement d'envoyer toute la
2 documentation que vous avez sur ce fameux...

3 R. Avec plaisir.

4 Q. [141] ... 90.1 qui existe un peu à l'interne. Je
5 sais pas quel numéro d'engagement, mais en réalité,
6 dans le fond c'est toute... toute documentation
7 associée à l'article 90.1.

8 LA GREFFIÈRE :

9 Alors, ça sera 145.

10 (10:09:29)

11

12 216E-145 : Faire parvenir toute documentation
13 associée à l'article 90.1

14

15 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

16 Q. [142] On va revenir un petit peu plus tard, je
17 pense, Maître Guay. Et peut-être que monsieur le
18 commissaire Lachance obtiendra certaines réponses
19 ou certains détails supplémentaires en ce qui
20 concerne l'opération ou le... comment dire, le...
21 la mise en place du programme d'immunité puis
22 comment les approches se font, et caetera.

23 R. Hum hum.

24 Q. [143] Détails à ce sujet-là. Avant qu'on y revienne
25 ou qu'on voit dans le détail les crimes, je voulais

1 vous entendre deux secondes sur une disposition, et
2 on va aller à la diapositive suivante, Madame
3 Blanchette, qui est particulière et qui nous
4 intéresse, nous, ici, à la Commission, là, qui est
5 l'article 36 de la Loi sur la concurrence.

6 R. D'accord. Alors l'article 36, en fait, permet à
7 toute personne qui a subi une perte ou un dommage
8 en raison d'un comportement qui constitue une
9 infraction criminelle, donc la partie 6 de la loi
10 ou d'un défaut d'obtempérer à une ordonnance du
11 Tribunal de la concurrence ou de tout autre
12 tribunal de poursuivre en dommages l'auteur du
13 préjudice qu'elle a subi.

14 Donc, le recours civil, vraiment,
15 s'adresse... ces recours civils en dommages
16 s'ajoutent aux diverses sanctions pénales prévues
17 pour ces types de comportements-là. Donc, le
18 recours de l'article 36 est indépendant des autres
19 formes de sanction prévues par la loi. Donc, le
20 défendeur peut être tenu civilement responsable,
21 même s'il n'a pas fait l'objet d'aucune accusation
22 criminelle ou qu'il a été reconnu coupable de
23 l'infraction qu'on lui impute. Donc, je vous dirais
24 qu'en gros, c'est ce que l'article 36 vient faire.

25 Q. [144] Donc, il prévoit d'assister ou l'assistance

1 du Bureau de la concurrence, jusqu'à un certain
2 point, à des recours civils qui seraient initiés
3 par des victimes d'activités collusoires?

4 R. Oui, bien l'assistance, c'est un grand mot, là. Je
5 vous dirais qu'évidemment, dans le cas, par
6 exemple, où on a une déclaration de... un plaidoyer
7 de culpabilité ou que quelqu'un est déclaré
8 coupable en vertu de la Loi sur la concurrence, par
9 exemple, quelqu'un qui voudrait introduire un
10 recours en vertu de l'article 36, cette déclaration
11 de culpabilité là va être preuve du comportement.
12 Donc, ce qui va rester à faire au demandeur va être
13 vraiment de prouver son dommage.

14 Q. [145] Et le lien entre les deux?

15 R. Exactement.

16 Q. [146] Donc, ça allège, disons...

17 R. Ça allège le fardeau de preuve.

18 Q. [147] ... le fardeau de preuve pour les victimes de
19 la collusion ou de l'entente collusoire?

20 R. Exactement.

21 Q. [148] Est-ce que c'est fréquent qu'on ait recours à
22 ce... ou que des gens aient recours à cette
23 disposition-là?

24 R. Oui, bien je vous dirais que cette disposition-là,
25 elle a été adoptée en soixante-seize (76). Il y a

1 eu beaucoup de... de contestations judiciaires et
2 c'est seulement qu'en quatre-vingt-neuf (89) que la
3 Cour suprême a confirmé sa validité. Mais je vous
4 dirais que depuis des récentes années, il y a de
5 plus en plus de recours collectifs qui sont
6 intentés, entre autres, à partir de l'article 36.

7 Q. [149] Donc, les treize (13) premières années, il y
8 a pas eu d'opération parce que le... les tribunaux
9 se penchaient sur la... sur la validité?

10 R. Oui.

11 Q. [150] Et depuis ce temps-là ça arrive. Et c'est de
12 plus en plus fréquent à votre sens?

13 R. C'est de plus en plus fréquent, oui.

14 Q. [151] Quand on regarde la rédaction de l'article,
15 on a l'impression, bon, vous avez donné un cas de
16 figure, là, qui est celui où il y aurait une...
17 disons, il y aurait une sanction judiciaire vis-à-
18 vis du comportement fautif, là, et donc là, on peut
19 utiliser la preuve...

20 R. Hum hum.

21 Q. [152] ... ou le verdict, disons comme preuve?

22 R. Oui.

23 Q. [153] Mais il y a aussi la jurisprudence qui est
24 venue établir que la preuve amassée par le Bureau
25 de la concurrence et qui n'aurait pas servi ou qui

1 aurait pas donné lieu à une... un dossier
2 judiciaire, peut aussi théoriquement être transmise
3 à des plaignants privés qui voudraient entamer des
4 poursuites. Est-ce que je me trompe?

5 R. Bien théoriquement, évidemment, il faudra que
6 les... que les parties aillent chercher une
7 ordonnance judiciaire pour pouvoir obtenir les
8 documents parce qu'en même temps, chez nous, en
9 vertu de l'article 10 et de l'article 29, on mène
10 nos enquêtes de façon privée. Donc, on transmettra
11 pas de façon volontaire des documents à moins
12 d'avoir une ordonnance judiciaire.

13 Q. [154] Oui. Ce que je veux, c'est que si vous
14 apprenez qu'un tel recours existe, vous irez pas
15 les voir pour leur dire : « On a de quoi pour vous
16 aider »?

17 R. Non.

18 Q. [155] Il faudra qu'ils... il faudra d'abord qu'ils
19 l'apprennent?

20 R. Hum hum.

21 Q. [156] Et ensuite, qu'ils trouvent le moyen de
22 contourner les deux dispositions que vous venez de
23 nommer?

24 R. Bien contourner... obtenir une ordonnance
25 judiciaire.

1 Q. [157] Non, mais ce que je veux dire... en tout cas,
2 de... de franchir cet écueil?

3 R. Oui.

4 Q. [158] Par le biais d'une ordonnance judiciaire?

5 R. Oui.

6 Q. [159] Un cas de figure, je pense que c'est
7 devant... ce problème-là est devant les tribunaux
8 en ce moment?

9 R. Hum hum.

10 Q. [160] Vis-à-vis de l'écoute électronique. Est-ce
11 que je me trompe?

12 R. Exact.

13 Q. [161] Et là, c'est un dossier où évidemment,
14 l'existence de cette preuve-là a été portée à la
15 connaissance des plaignants civils mais les
16 plaignants civils n'avaient pas accès parce que
17 c'est un type de preuve particulier?

18 R. Exact.

19 Q. [162] Madame Blan...

20 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

21 Q. [163] Juste pour...

22 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

23 Oui.

24 Me RENAUD LACHANCE, commissaire :

25 Q. [164] ... encore une fois pour que je comprenne

1 bien, là. Supposons que je suis la Ville de
2 Montréal. Il y a un ingénieur qui s'en va au Bureau
3 de la concurrence puis qui dit qu'il a fait de la
4 collusion puis vous lui donnez l'immunité. Et là...

5 R. Par exemple.

6 Q. [165] Par exemple. Et là, vous poursuivez les
7 autres puis il y a des jugements de culpabilité qui
8 sont rendus. La Ville de Montréal, qu'est-ce
9 qu'elle fait avec l'article 36? Est-ce qu'elle peut
10 faire quelque chose? Dans le fond, elle peut dire
11 « Je m'en vais maintenant dans... au niveau des...
12 avec des dispositions civiles réclamer des
13 dommages »? Est-ce que c'est comme ça que ça
14 fonctionne?

15 R. Oui. Exactement. C'est possible. Encore là, il faut
16 prouver le dommage, il faut prouver... il faut
17 démontrer devant... devant une cour de justice, là,
18 que le plaidoyer de culpabilité, par exemple, est
19 rattaché aux dommages qui ont été... qui ont été...

20 Q. [166] Qui sont réclamés.

21 R. ... causés par... qui sont réclamés et qui ont été
22 causés par le comportement.

23 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

24 Q. [167] Est-ce qu'elle peut également poursuivre
25 l'ingénieur qui est allé se déclarer coupable puis

1 à qui vous avez donné l'immunité?

2 R. Au niveau civil, je verrais pas pourquoi...

3 pourquoi on pourrait... on s'empêcherait de le
4 faire.

5 Q. [168] Donc, votre immunité, elle est techniquement
6 un peu partielle. Elle est partielle parce que...

7 R. Elle est pour les dispositions...

8 Q. [169] ... vous lui donnez...

9 R. ... criminelles seulement.

10 Q. [170] Criminelles. Mais sauf qu'il s'expose à des
11 poursuites au civil si, bien sûr, il a reconnu sa
12 culpabilité. Mais vous, je comprends que vous
13 donnez l'immunité au niveau criminel, mais il
14 pourrait être poursuivi par ceux qui ont subi des
15 dommages.

16 R. Exact.

17 Q. [171] C'est ça?

18 R. C'est for possible.

19 Q. [172] O.K. Merci.

20 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

21 Q. [173] Madame Blanchette, si on tourne à la
22 diapositive suivante, notre... on va un peu de
23 coeur de ce qui est vos opérations.

24 R. Oui.

25 Q. [174] L'article 45 de complot, il y a eu une petite

1 discussion, puis peut-être que ça vaut la peine
2 qu'on revienne sur cet aspect-là...

3 R. Hum, hum.

4 Q. [175] ... un peu plus en détail, sur la question de
5 la preuve de l'effet de la concurrence...

6 R. O.K.

7 Q. [176] ... dans l'ancienne rédaction, parce que
8 quand même cette rédaction-là trouve application
9 pour une bonne partie de la période qui fait
10 l'objet du mandat de la Commission.

11 R. Exactement. Puis, on continue toujours de
12 l'appliquer, parce qu'on a beaucoup d'infractions
13 qui chevauchent les deux dispositions. Donc,
14 l'ancien article 45, vraiment... bon, c'est une
15 disposition pénale sur les accords de complots en
16 vue de fixer les prix. On a une disposition qui a
17 pris plusieurs formes à travers les années mais qui
18 est présente depuis le dix-neuvième siècle au
19 Canada. Il y avait un test de concurrence qui était
20 à cet article-là. Et la décision, la décision phare
21 est vraiment la décision R. contre Nova Scotia
22 Pharmaceutical Society, ou ce qu'on appelle chez
23 nous PANS, et dans... et vraiment, la Cour suprême
24 a vraiment étayé comment appliquer le test de
25 concurrence qui était vraiment qu'une entente

1 affecte indûment le marché.

2 Alors, qu'est-ce que ça voulait dire
3 indûment? La Cour suprême commence par dire que
4 c'est pas si complexe, mais prend trois cents (300)
5 pages pour l'expliquer. Alors, je vais essayer de
6 vous résumer ça de façon simple, mais je sais pas
7 si...

8 Q. [177] Avant qu'on entre...

9 R. ... vous avez une question.

10 Q. [178] ... dans le test comme tel, ce que vous
11 voulez dire, c'est que le complot...

12 R. Pour fixer les prix.

13 Q. [179] ... pour fixer les prix visait l'article 45.

14 R. Exact.

15 Q. [180] Dans sa rédaction originale, il fallait
16 établir l'existence du complot d'une part, mais il
17 fallait aussi établir dans une mesure son effet.

18 R. Exactement, son effet indu dans le marché.

19 Q. [181] Et... D'accord. Et, en plus, cet effet-là
20 devait être caractérisé comme étant indu.

21 R. Exact.

22 Q. [182] O.K. Il suffisait pas qu'il y en ait un.

23 R. Exact.

24 Q. [183] Alors, je vous laisse aller.

25 R. C'est bon. Alors, je me suis préparé quelque chose

1 parce que, en même temps, c'est pas nécessairement
2 évident. Donc... donc, le test de l'indu est
3 vraiment... ou comment l'entente doit empêcher ou
4 réduire indûment la concurrence, d'abord, on doit
5 définir le marché pertinent. Alors, de quoi on
6 parle? On parle du marché de produit ou de service
7 et du marché géographique, des gens qui font partie
8 de l'entente, « paier » à ça une analyse
9 structurelle du marché. Donc, ce que ça implique,
10 bon, évidemment, comprendre le nombre de
11 concurrents, le degré de concentration de ces
12 concurrents, les barrières à l'entrée donc, ce que
13 ça veut dire, c'est : est-ce que c'est difficile
14 d'intégrer le marché lorsqu'on est de l'extérieur?
15 Répartition géographique des acheteurs, des
16 vendeurs; différenciation des produits entre les
17 concurrents. Alors, quand on regarde tout ça, dans
18 le fond, le résultat va être : quel était le
19 pouvoir de marché de ces concurrents?

20 Ensuite de ça, c'est l'analyse du
21 comportement. Alors, est-ce que, par exemple, ces
22 gens-là, ils avaient de la coercition? Est-ce que
23 le degré de sophistication de l'entente... Donc...
24 Et la combinaison des ces deux éléments-là, c'est
25 l'indu. D'accord?

1 Donc, pour résumer ça, donc, plus le
2 comportement est répréhensible, moins il est
3 nécessaire que la puissance commerciale des parties
4 soit considérable. Donc, à l'inverse, si les
5 parties au départ ont une puissance commerciale qui
6 est importante, tout accord susceptible d'avoir des
7 effets anticoncurrentiels, même si les effets ne
8 sont pas considérables, risque d'être indu en vertu
9 de l'ancien article 45.

10 Donc, vraiment, l'indu ce que ça veut... le
11 caractère indu, c'est vraiment la réduction de la
12 concurrence en fonction du pouvoir de marché des
13 parties à l'entente et de leur comportement.

14 Q. [184] Et le résultat de cette... comment dire ça?
15 Cette petit démonstration, somme toute...

16 R. Bien, la version du Reader's Digest, un peu.

17 Q. [185] Oui, mais quand même assez compliquée à
18 saisir...

19 R. Hum, hum.

20 Q. [186] ... c'est que, entre dix-neuf cent quatre-
21 vingt-trois (1983) et la modification de la
22 disposition, il y a personne qui a été condamné en
23 vertu de cette disposition-là.

24 R. Je vous dirais que quatre-vingt-trois (83), c'est
25 Albany Felt qui a été notre... un de nos dernier

1 succès. Évidemment, il y a eu des... en termes de
2 condamnations, évidemment, on a eu des plaidoyers
3 de culpabilité...

4 Q. [187] Vous avez réussi à en obtenir quand même?

5 R. ... pour toutes sortes de choses. Mais il demeure
6 que des condamnations devant un tribunal, devant
7 une cour de justice, la première fois après mil
8 neuf cent quatre-vingt-trois (1983), on a réussi à
9 le faire dans le cartel de l'essence, en deux mille
10 treize (2013).

11 Q. [188] Donc, pendant vingt (20) ans...

12 R. Il y a eu des plaidoyers de culpabilité seulement.

13 Q. [189] Euh, pendant trente (30) ans, pardon.

14 R. Il y a eu des plaidoyers de...

15 Q. [190] Pas quelques plaidoyers de culpabilité mais
16 il y a eu...

17 R. Pas « quelques », plusieurs.

18 Q. [191] Oui, on... O.K. Un nombre X. Ce que je veux,
19 c'est qu'en dehors du fait de réussir à convaincre
20 les gens que peut-être vous réussiriez à faire la
21 démonstration, quand vous vous y êtes exercés, ça
22 n'a pas fonctionné?

23 R. C'est pas évident.

24 Q. [192] Est-ce que vous avez une idée à combien de
25 reprises vous avez tenté...

1 R. Bien, PANS en est un exemple, Nova Scotia, où on
2 n'a pas réussi à le faire. À combien de reprises?
3 Je pourrais pas vous dire. J'ai pas le chiffre en
4 tête.

5 Q. [193] Mais un ordre de grandeur?

6 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

7 Q. [194] Et cet article-là, 45, qui a été abrogé,
8 l'ancienne version a duré jusqu'à quand au juste?

9 R. Donc, modification en deux mille neuf (2009) et
10 mise en vigueur en mars deux mille dix (2010).

11 Q. [195] En mars deux mille dix (2010). Donc, jusqu'en
12 deux mille dix (2010), il vous fallait faire la
13 preuve que...

14 R. Il fallait faire la démonstration du test de
15 concurrence.

16 Q. [196] De l'indu également.

17 R. Exact. Exact.

18 Q. [197] Et puis comme on soulignait, il y a eu très
19 peu de... de jugements où on a reconnu coupable
20 les... les parties en cause, là. C'est quand les
21 gens s'avouaient eux-mêmes coupables, acceptaient
22 de... de se rendre coupable que, là, c'est arrivé.

23 R. Exact.

24 Q. [198] Puis le dernier jugement « coupable » date de
25 mil neuf cent quatre-vingt...

1 R. Mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983) Albany Felt
2 puis ensuite de ça, vous avez eu le cartel de
3 l'essence, si je me souviens bien, en août deux
4 mille treize (2013).

5 (10:30:01)

6 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

7 Q. [199] Oui. Qu'il y avait une partie qui était sous
8 l'ancienne disposition, là.

9 R. Exactement.

10 Q. [200] Bien, une bonne partie.

11 R. Oui, qui était...

12 Q. [201] Essentiellement sous l'ancienne disposition.

13 R. Seulement sous l'ancienne disposition.

14 Q. [202] Ah! Oui. Seulement. Ça s'était terminé avant
15 deux mille dix (2010).

16 R. Exact.

17 Q. [203] Donc, évidemment, en vertu de cet aspect de
18 temporalité, vous êtes encore coincé avec cette
19 démonstration lourde et, j'imagine aussi par
20 ailleurs, coûteuse pour les contribuables, là, en
21 termes de...

22 R. Évidemment, pour être capable de démontrer tout ça,
23 il faut... il faut engager des experts économistes,
24 des experts de l'industrie, l'industrie spécifique.
25 Donc, évidemment, les poursuites sont très

1 coûteuses.

2 Q. [204] Donc, en deux mille neuf (2009), on a décidé
3 que c'était... on vous en demandait trop, si on
4 peut dire, et on a...

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Q. [205] Les poursuites sont peut-être coûteuses, mais
7 l'absence de poursuites est également très coûteuse
8 pour les contribuables.

9 R. Je suis d'accord.

10 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

11 Q. [206] O.K. Donc, en deux mille neuf (2009), on a
12 modifié la loi...

13 R. Hum, hum.

14 Q. [207] ... cette disposition-là. Et là c'est ce
15 qu'on va voir à la diapositive suivante - Madame
16 Blanchette. Et on a rédigé... bien, on a retiré une
17 partie des exigences.

18 R. Oui, exactement. Donc, pour faire un résumé de la
19 disposition, là, donc :

20 [...] sont réputés commettre un acte
21 criminel deux concurrents ou plus,
22 actuels ou éventuels, qui complotent
23 ou concluent un accord pour :

24 soit

25 - fixer les prix;

1 - attribuer des clients ou des

2 marchés; ou

3 - limiter la production

4 Et en plus, on a augmenté l'amende maximale à
5 vingt-cinq millions (25 M\$) plutôt que dix (10 M\$)
6 auparavant et l'emprisonnement maximal est
7 maintenant de quatorze (14) ans au lieu de cinq.

8 Donc, je vous dirais que au Bureau de la
9 concurrence on était... on était, je vous dirais,
10 satisfait, content de cette nouvelle disposition-
11 là, de pouvoir sortir tout l'élément du test
12 économique de la disposition criminelle parce que,
13 évidemment, il faut prouver hors de tout doute
14 raisonnable. Alors, ça peut créer certains...
15 certains problèmes lorsqu'on a des experts autant
16 d'un côté que de l'autre qui peuvent arriver avec
17 des théories différentes et qui sèment le doute.

18 Donc... donc, évidemment, oui, on a... on a
19 encore notre travail à faire de démontrer, mais il
20 demeure que l'article... le nouvel article 45 nous
21 semble être une disposition moderne et efficace.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. [208] Est-ce que vous ne pensez pas aussi qu'il
24 pourrait y avoir un travail de prévention à faire?

25 R. Oui. Je vous dirais que le Bureau de la concurrence

1 a été très actif depuis les années deux mille
2 (2000) et j'ai quelques statistiques en tête, là.
3 On a donné, si je me souviens bien, quatre cent
4 vingt (420) présentations à plus de seize mille
5 (16 000) personnes depuis les années deux mille
6 (2000), donc...

7 Q. [209] Et ces... ces conférences-là s'adressent à
8 qui?

9 R. Donc, s'adressent autant au niveau municipal
10 qu'au... qu'aux ministères, par exemple,
11 provinciaux autant au Québec qu'ailleurs au Canada.
12 Évidemment, le gouvernement fédéral également et
13 certains corps de police aussi.

14 Q. [210] Est-ce que vous allez aussi dans les
15 compagnies susceptibles de former des cartels?

16 R. Je vous dirais qu'on se concentre surtout sur les
17 associations. Donc, habituellement lorsqu'il y a
18 des congrès... comme, par exemple, je pense qu'il y
19 a des représentants de l'Association de la
20 construction du Québec, je me souviens très bien
21 d'être allé donner une présentation à l'Association
22 v'là de ça peut-être trois ou quatre ans. Donc, on
23 se concentre pour avoir le plus grand effet
24 possible sur ce... ce type de congrès par exemple.

25 Q. [211] O.K. Et sur le type d'infractions qui est?

1 R. Qui est 45 et 47.

2 Q. [212] Exactement.

3 R. Oui.

4 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

5 Q. [213] Donc, dans l'ensemble, par contre, le privé
6 ne vous invite pas. La grande entreprise, est-ce
7 qu'elle vous invite à venir?

8 R. Ça peut arriver.

9 Q. [214] Ça peut arriver.

10 R. Ça peut arriver, oui.

11 Q. [215] C'est-tu arrivé... c'est-tu arrivé souvent?

12 R. Et quand vous dites « la grande entreprise »...

13 Q. [216] Bien, je sais pas, moi, je dirais...

14 j'entends par là que, évidemment, avoir un nombre
15 significatif d'employés pour justifier une réunion.
16 Je comprends que les associations valent la peine.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Q. [217] C'est sûr que les compagnies pétrolières, par
19 exemple, vous inviteront pas à leur...

20 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

21 Oui, c'est ça. Exactement.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. [218] ... expliquer ce que c'est que... c'est sûr.

24 Mais, les associations par exemple, vous avez

25 raison, on vous... Est-ce que vous avez noté un

1 certain effet à ce niveau-là?

2 R. Bien, je vous dirais qu'il est assez clair que les
3 gens... Par exemple, j'ai des exemples. Par
4 exemple, lorsqu'on va dans certains ministères où
5 des gens vont venir nous voir par la suite. Ils
6 disent : « Bien, on a peut-être quelque chose pour
7 vous. » Donc, ça, pour ce qui est de la
8 sensibilisation autant, par exemple, je pense à...
9 je pense à certains ministères du Québec ou je
10 pense également à des ministères fédéraux où des
11 gens nous ont approchés par la suite. On a un très
12 bon exemple.

13 On a un procès présentement à Ottawa sur
14 des contrats en technologie de l'information et
15 c'est comme ça que la plainte est rentrée, donc à
16 la suite d'une présentation, les gens sont venus
17 nous voir.

18 Au niveau des associations, je vous dirais
19 que c'est à peu près le même scénario. Donc,
20 certains... certains membres vont nous approcher à
21 la suite des présentations pour... pour s'assurer
22 que ce qu'ils font semble correct ou pas. Et on a
23 certains dossiers qui peuvent commencer de cette
24 façon-là également.

25 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

1 Q. [219] Donc, la vigilance s'accroît et en plus il y
2 a une forme de... il y a des alertes qui sont
3 lancées, là, à la suite de ce genre de...

4 R. Exactement.

5 Q. [220] ... de présentation-là.

6 R. Oui.

7 Q. [221] Moi, je me posais une question, pour revenir
8 la question du complot. On a, effectivement,
9 éliminé la question de la concurrence mais on a
10 aussi raffiné beaucoup la rédaction, la description
11 des comportements. Est-ce qu'à votre sens, dans la
12 mesure où on est venu spécifier, là, fixer les
13 prix, attribuer des clients ou des marchés ou
14 limiter la production...

15 R. Hum hum.

16 Q. [222] ... est-ce qu'il y a des choses qui vous
17 échappent désormais, là? On a adopté 90.1 en
18 parallèle pour ce que vous avez appelé « la zone
19 grise » par rapport à 45, qui était du cartel pur,
20 je pense que vous avez dit...

21 R. Hum hum.

22 Q. [223] ... ou quelque chose comme ça. Donc, avant,
23 on avait une rédaction qui, oui, comportait une...
24 une contrainte additionnelle en ce qui concernait
25 l'effet mais qui décrivait le crime ou l'infraction

1 comme étant un accord empêchant ou réduisant la
2 concurrence, ce qui est un peu flou.

3 R. Hum hum.

4 Q. [224] Et peut-être... comment dire? À votre
5 bénéfice, je ne sais pas, là. Est-ce que vous avez
6 noté que là, maintenant, certains... certaines
7 ententes ou accords vous échappaient?

8 R. Bien, moi, je vous dirais que l'article 45, pour
9 nous, semble correspondre à ce qui... à ce qui est
10 le plus important en termes de comportement à
11 arrêter dans le marché, à empêcher ou de s'assurer
12 que ça se passe pas. Et ce qui, éventuellement,
13 pourrait... pourrait ne pas être capturé par 45, ce
14 serait 90.1 qui... qui pourrait prendre la relève.

15 Q. [225] Avec les... comment dire? Les petits
16 empêchements qu'on a notés, (inaudible) les petits
17 écueils que la disposition semble contenir.

18 R. Hum, hum.

19 Q. [226] Vous avez des exemples de ce genre de... vous
20 aviez donné un exemple, là, plus tôt sur un accord
21 qui mènerait à la création d'un produit... dans un
22 contexte de consortium, je ne sais plus, là.

23 R. Ah! lorsqu'on s'est rencontrés, par exemple...

24 Q. [227] Non, non, plus tôt aujourd'hui.

25 R. Oui, peut-être. Mais si, par exemple, vous avez,

1 par exemple, une coentreprise... deux entreprises
2 qui se... qui se coalisent pour pouvoir créer...
3 amener un nouveau produit en marché et, parti de
4 cette entente-là, par exemple, vous pouvez avoir
5 toutes sortes de dispositions... toutes sortes de
6 dispositions qui vont faire que, par exemple, je
7 sais pas, c'est un produit qui est dangereux. On se
8 doit de fixer un certain niveau de prix pour
9 s'assurer que toute la sécurité qui est associée au
10 produit soit respectée par tous, par exemple.

11 C'est certain que l'angle 45 c'est certain
12 qu'on pourrait le regarder pour voir mais peut-être
13 que, ça, ça serait peut-être mieux adressé en vertu
14 de l'article 90.1.

15 Q. [228] C'est très pointu, quand même.

16 R. C'est très pointu.

17 Q. [229] Les peines...

18 R. Je vois monsieur Lachance, là, puis je vous
19 comprends que c'est un peu confus. C'est pas
20 nécessairement évident.

21 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

22 Q. [230] Ça paraît tant que ça que je suis pas
23 convaincu.

24 R. Non, mais je comprends très bien. J'espère que les
25 documents pourront vous aider.

1 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

2 Q. [231] Les peines possibles ont changé aussi en même
3 temps?

4 R. Exact. Donc, on est passés... comme je le
5 mentionnais tout à l'heure, on est passés de dix
6 millions (10 M) à vingt-cinq millions (25 M) en
7 termes d'amende maximale. Et l'emprisonnement
8 maximal est passé de cinq à quatorze (14) ans.

9 Q. [232] Est-ce que vous recommandez souvent des
10 peines d'emprisonnement?

11 R. Je vous dirais, de plus en plus. Le focus dans les
12 années quatre-vingt-dix (90) et deux mille (2000)
13 était vraiment de s'assurer que les entreprises
14 cessent le genre de comportement et je vous dirais
15 que maintenant le focus, oui, les entreprises sont
16 toujours... sont toujours une cible mais il demeure
17 que les individus maintenant sont vraiment... sont
18 vraiment une cible du Bureau. Pour s'assurer que le
19 comportement cesse.

20 Q. [233] Habituellement ce sont des peines avec sursis
21 qui sont demandées, non?

22 R. En vertu des anciennes dispositions, oui.
23 Maintenant, le sursis, à cause de la peine maximale
24 d'emprisonnement de quatorze (14) ans, n'est plus
25 disponible.

1 Q. [234] Plus disponible pour aucun... aucune des
2 condamnations?

3 R. Évidemment, si on est sous... si on a une
4 infraction hybride, par exemple, en vertu de
5 l'ancien article 45 et du nouvel article 45, donc
6 la portion qui serait l'ancien article 45, le
7 sursis serait toujours disponible.

8 Q. [235] Et donc, l'emprisonnement maximal rend toute
9 peine, en vertu de 45, désormais... il a pas accès
10 au sursis, point final.

11 R. Exactement, on n'a pas accès au sursis.

12 Q. [236] On a une peine ferme.

13 R. Ce sont des peines fermes ou des amendes.

14 Q. [237] Est-ce que ça a un impact négatif, ça, pour
15 vous, sur vos opérations?

16 R. Bien, moi, je vous dirais qu'il est clair que
17 les... les individus vont avoir tendance à... à
18 vouloir aller devant les tribunaux beaucoup plus.
19 Je les blâme pas. Je ferais probablement la même
20 chose. Donc, évidemment, c'est beaucoup plus de
21 procédures judiciaires.

22 Q. [238] Parce que plaider coupable en risquant une
23 peine avec sursis c'est pas pareil que plaider
24 coupable en risquant...

25 R. Avec une peine de prison ferme.

1 Q. [239] ... une peine de prison. Donc, votre
2 programme de clémence et d'immunité en souffre
3 peut-être.

4 R. Bien, l'immunité, non.

5 Q. [240] Non, pas l'immunité, oui.

6 R. La clémence, potentiellement, oui.

7 Q. [241] Est-ce que vous avez déjà constaté... ça
8 c'est des amendements qui datent de deux mille neuf
9 (2009)... non, peut-être pas...

10 R. En vigueur deux mille dix (2010), oui.

11 Q. [242] En vigueur deux mille dix (2010)? Mais est-ce
12 que c'est la même chose pour la peine ou ça, c'est
13 plus récent?

14 R. Non, c'est la même chose.

15 Q. [243] La même chose?

16 R. Oui.

17 Q. [244] Diapositive suivante, Madame Blanchette.
18 L'article 47 qui est, bon, si je comprends bien,
19 une forme spécifique de complot?

20 R. Exact.

21 Q. [245] Ça aussi, c'est modifié en deux mille neuf
22 (2009)?

23 R. C'est modifié pour... pour ajouter... rajouter,
24 dans le fond, lorsque les gens peuvent... retirent
25 leur offre. Donc, je sais pas si vous voulez que je

1 vous parle de l'article?

2 Q. [246] Oui, oui. Allez-y, allez-y.

3 Q. [247] Oui? Ça va. Donc, l'article 47 est vraiment
4 une forme de complot où les entreprises coordonnent
5 leurs offres relatives à des marchés d'acquisitions
6 ou de projets. Donc évidemment, dans un cadre de
7 soumissions et d'appels d'offres. Donc, suite à un
8 appel d'offres, à l'insu de l'auteur, au moins deux
9 soumissionnaires s'entendent pour déterminer les
10 offres, que l'un d'eux renonce à soumissionner ou
11 que l'un d'eux retire son offre. Donc, les peines
12 possibles, l'amende est selon ce que le tribunal
13 estime adéquat et l'emprisonnement est maximal à
14 quatorze (14) ans.

15 Q. [248] Des trucages d'offres, il y a des types assez
16 standards?

17 R. Oui.

18 Q. [249] Peut-être brièvement en faire...

19 R. Oui.

20 Q. [250] ... je pense qu'on en a vu un certain nombre
21 ici, là, mais...

22 R. Oui.

23 Q. [251] ... je vous laisse rapidement faire le tour.

24 R. Donc, je vous dirais que vraiment, en bout de
25 ligne, là, l'imagination est vraiment la limite.

1 Mais on a essayé de regrouper certains... certains
2 comportements. Donc, la rotation des soumissions
3 est quelque chose d'assez... d'assez courant, là.
4 Donc, où il y a une désignation des parties
5 gagnantes à l'égard d'une série d'appels d'offres
6 ou de demandes d'offres ou de soumissions entre les
7 concurrents.

8 Les offres de, ce qu'on appelle, nous, les
9 offres de couverture, donc la partie désignée
10 gagnante, elle présente une soumission qui est
11 gonflée tandis que les autres parties présentent
12 des offres dont le prix est plus élevé ou qui
13 comportent des lacunes techniques. Ou encore les
14 gens vont retirer leurs offres.

15 La suppression de soumissions, donc des cas
16 où les parties conviennent préalablement de pas
17 soumettre d'offre.

18 Et il y a le fameux partage de marché, donc
19 entente fondée sur les produits, territoires ou des
20 clients qui sont désignés.

21 Q. [252] O.K.

22 R. Donc évidemment, les effets de ça sont coûteux et
23 ça rend presque futile, là, si on veut, le
24 processus d'appels d'offres. Donc, on contourne...
25 on contourne les règles.

1 Q. [253] Hum hum. Oui, clairement. Juste une
2 clarification, tout à l'heure vous avez dit qu'il y
3 avait eu un amendement pour ajouter le retrait de
4 l'offre...

5 R. Oui.

6 Q. [254] ... aux dispo... enfin, aux exemples qui sont
7 donnés à 47?

8 R. Oui.

9 Q. [255] Mais est-ce que je me trompe ou avant ça,
10 vous... en fait, vous considérez quand même que
11 c'était un comportement couvert?

12 R. Oui, exact.

13 Q. [256] O.K.

14 R. C'est une clarification.

15 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

16 Q. [257] Dites-moi, le partage de marché, là, il
17 serait couvert par l'article 45 ou l'article... et
18 l'article... ou l'article 47?

19 R. Et l'article 47 également. C'est que dans le fond,
20 l'article 47 trouve application seulement lorsqu'il
21 y a un appel d'offres. D'accord? Donc, l'article
22 45, lui, va s'appliquer, par exemple, donner un
23 exemple, si, par exemple, vous avez... vous avez
24 certaines compagnies, là, qui sont un peu partout à
25 travers le monde et décident « Bien moi, je vais

1 m'occuper des États-Unis. Vous, vous vous occupez,
2 par exemple du Canada. »

3 Q. [258] Oui.

4 R. Vous voyez un peu le...

5 Q. [259] O.K. Donc...

6 R. ... la différenciation?

7 Q. [260] ... c'est dans un contexte hors que dans un
8 appel d'offres?

9 R. Exact.

10 Q. [261] Si on se partage le territoire, là, vous le
11 prenez par l'article 45?

12 R. Exact.

13 Q. [262] Mais si vous êtes capable de faire la preuve
14 que dans les faits, dans un appel d'offres,
15 lorsqu'on est dans un marché où il y a des appels
16 d'offres, parce que c'est pas des marchés... c'est
17 pas tous les marchés, là, qu'il y a des appels
18 d'offres, il y a des marchés publics, là?

19 R. Oui.

20 Q. [263] Là, dans le contexte d'un marché public, si
21 deux... deux entreprises décident de se partager le
22 marché, vous avez la preuve à travers le trucage
23 des offres que là, vous prenez 47?

24 R. Exactement.

25 Q. [264] Mais les peines sont... sont les mêmes, ou en

1 tout cas, l'emprisonnement maximal ça va être les
2 mêmes? Quatorze (14) ans, quatorze (14) ans dans
3 les deux dossiers?

4 R. Oui.

5 Q. [265] Est-ce que je comprends que dans le contexte,
6 les amendes aussi sont les mêmes?

7 R. Non, les amendes sont pas les mêmes. En vertu de
8 l'article 45, on a un maximal par chef d'accusation
9 de vingt-cinq millions (25 M) et l'article 47, au
10 niveau de l'amende, c'est à la discrétion de la
11 Cour.

12 Q. [266] Pourquoi? Pourquoi avoir... avoir cette
13 distinction, cette différence-là? Pour couvrir,
14 dans le fond, le même comportement, là?

15 R. C'est le même comportement. Je vous dirais que...
16 je vais vous donner peut-être ma version à moi, ce
17 que je pense. C'est que dans... pour un 45, le
18 marché, habituellement, va être beaucoup plus
19 large. Donc, tandis qu'un... un... dans le contexte
20 d'un appel d'offres spécifique, on va s'entendre
21 que le montant va être beaucoup moins élevé, là,
22 puis évidemment, le montant de la soumission n'est
23 pas nécessairement tout du profit. Donc vous pouvez
24 avoir un petit peu plus de latitude à mon avis.

25 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

1 Q. [267] Mais cela étant dit, ça empêcherait pas de
2 mettre un maximum?

3 R. Non, ça empêcherait pas, mais présentement, il y en
4 a pas.

5 Q. [268] Dans la disposition comme telle, celle qu'on
6 voit sur la diapositive qui est là, là, moi
7 j'aimerais vous entendre un peu sur le critère de
8 l'insu de l'auteur parce que la preuve a montré ici
9 qu'habituellement, l'auteur, donc, j'imagine que
10 c'est... on fait référence à la personne qui...

11 R. C'est le donneur d'ouvrage.

12 Q. [269] ... qui est le donneur d'ouvrage. Oui, c'est
13 ça. Bien, en tout cas, dans une part, puisque
14 souvent ce sont des organismes qui ont divers
15 employés ou divers responsables, sont au courant à
16 l'intérieur de l'organisation. Donc, comment vous
17 interprétez ça, cette partie-là de la disposition?

18 R. Donc, il y a beaucoup de personnes qui parlent de
19 l'élément « porté à la connaissance » comme étant
20 une défense. C'est pas une défense. Alors, c'est un
21 élément de l'infraction. Donc, c'est quelque chose
22 qu'on doit démontrer. Si vous voulez, je peux
23 passer à travers une référence historique qui en
24 finira pas, mais il demeure que... ce qui est
25 important de comprendre avec le « porté à la

1 connaissance », c'est qu'il faut comprendre...
2 alors, pour ce qui est des enquêteurs du Bureau, ce
3 qu'il faut être capable de démontrer, c'est que les
4 gens qui avaient le pouvoir de décision, par
5 exemple, sur octroyer des contrats, n'étaient pas
6 au courant de la conduite. D'accord?

7 Et la raison pour laquelle ça a été mis
8 dans la disposition à l'époque, c'est que, par
9 exemple, dans certains secteurs de l'industrie où
10 on a besoin de faire des coentreprises, on voulait
11 pas non plus que les entreprises qui avaient besoin
12 de se joindre ensemble, par exemple pour faire de
13 l'exploration pétrolière qui est très coûteuse, ou
14 de l'exploration minière, par exemple, où on a
15 besoin de beaucoup de fonds pour pouvoir, par
16 exemple, commencer une mine ou même faire
17 l'exploration, on voulait s'assurer que ce genre
18 de... que cette disposition n'allait pas refroidir
19 ce genre d'investissement-là.

20 Donc, l'idée derrière ça, c'était, bien,
21 lorsque les gens font des coentreprises de cette
22 façon-là, ils vont être en mesure de faire une
23 dénonciation expresse au donneur d'ouvrage, et à
24 partir de ce moment-là, il n'y aura pas de
25 problème, parce que la décision va être prise en

1 toute connaissance de cause. Donc, je sais pas si
2 ça a du bon sens.

3 Q. [270] O.K. Donc, ça ne vise pas des cas où le
4 complot inclut des gens à l'intérieur de
5 l'organisation qui donnent l'ouvrage.

6 R. Bien, moi, je vous dis... Je peux vous donner un
7 exemple d'un dossier où par exemple on a eu ce
8 genre de chose-là. C'est un dossier assez récent
9 qui est Librairie et Archives... Bibliothèque et
10 Archives, pardon, Canada, où des accusations ont
11 été déposées à... c'est un système de collusion
12 alléguée, pour l'instant. On est devant les
13 tribunaux. Les accusations viennent d'être
14 déposées. Et où on avait des gens à l'intérieur du
15 ministère qui semblaient diriger un peu les... qui
16 semblaient diriger les appels d'offres.

17 Et, donc, ce qu'on a fait, évidemment,
18 accusations en vertu de l'article 47, mais
19 également des accusations connexes en vertu de la
20 Loi sur les finances publiques... la gestion des
21 finances publiques canadiennes, donc, fédérales.
22 Donc, c'est pas parce qu'il y a des gens à
23 l'intérieur que, chez nous, on fera rien. Donc,
24 c'est quelque chose d'excessivement important.

25 Q. [271] O.K. Mais, ce que je veux dire, c'est que...

1 C'est ça. C'est que le fait qu'il y ait une
2 participation au comportement sanctionné par 47 de
3 la part de gens qui travaillent à l'intérieur du
4 donneur d'ouvrage, ça rend pas 47 inopérant.

5 R. C'est ça. Mais, encore là, c'est toujours une
6 question de faits. Donc, il faut voir... il faut
7 voir exactement qui est au courant, comment ça a
8 été mis en place.

9 Q. [272] Il faudrait que la dénonciation soit
10 expresse, au minimum.

11 R. Exact.

12 Q. [273] Donc, il faudrait que les, disons...

13 R. Les comploteurs alléguées...

14 Q. [274] ... comploteurs avisent spécifiquement
15 l'organe... l'organisme qui leur donne l'ouvrage
16 qu'ils sont en train de fixer les prix.

17 R. Exact. C'est notre interprétation.

18 Q. [275] C'est pas la même chose que d'appeler la
19 personne avec qui ils se sont entendus puis lui
20 offrir de l'argent pour donner le contrat...

21 R. Exact.

22 Q. [276] ... à un des comploteurs. C'est pas la
23 même...

24 R. C'est l'interprétation, oui. Mais, encore là, c'est
25 toujours une question de faits. Il faut faire

1 attention.

2 Q. [277] Je vous pose cette question-là en partie
3 parce que... et là, on va aller, Madame Blanchette,
4 à l'onglet numéro 3.

5 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

6 Q. [278] Je m'excuse là, c'est juste parce que...

7 LA GREFFIÈRE :

8 Est-ce que vous le produisez?

9 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

10 Oui.

11 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

12 Q. [279] ... je répète. C'est quoi exactement le
13 « porté à la connaissance »? Je suis... on est deux
14 collusionnaires...

15 R. Oui.

16 Q. [280] ... et puis on a informé le donneur
17 d'ouvrage, celui qui lance l'appel d'offres que,
18 dans le fond, on se met ensemble pour...

19 R. Pour soumissionner.

20 Q. [281] ... pour soumission... On se met ensemble
21 pour soumissionner, mais ça, c'est une chose de
22 créer un consortium mais pas... le plus... ça,
23 qu'on fait... On se met ensemble pour soumissionner
24 pour réduire la concurrence. On vous le dit. Et en
25 quoi ça affecte votre possibilité de poursuite,

1 vous? C'est ça que j'aimerais comprendre un peu.

2 R. Bien, c'est parce que, dans le fond, si vous
3 regardez l'article 47... puis je peux le prendre
4 devant moi. Si vous voulez, je peux vous le lire,
5 c'est peut-être...

6 Q. [282] Surtout, je veux le comprendre.

7 R. Oui.

8 Q. [283] C'est plus ça que...

9 R. Oui. Mais :

10 [...] lorsque l'accord ou
11 l'arrangement n'est pas porté à la
12 connaissance de la personne procédant
13 à l'appel ou à la demande, au plus
14 tard au moment de la présentation ou
15 du retrait de l'offre ou de la
16 soumission par une des parties à cet
17 accord ou...

18 à cet

19 ... arrangement.

20 Donc, la disposition veut vraiment s'assurer... on
21 veut pas refroidir, par exemple, les
22 coentreprises... l'exemple exact...

23 Q. [284] Oui, c'est ça.

24 R. ... que vous avez...

25 Q. [285] Oui.

1 R. ... que vous avez donné. Puis encore là, comme je
2 disais à maître Lussiaà-Berdou, c'est vraiment une
3 question de fait. Donc, on veut s'assurer
4 d'abord... Il peut y avoir des... j'ai peut-être...
5 peut-être un exemple, peut être... peut être
6 approprié.

7 Par exemple, vous avez, je sais pas moi,
8 peut-être un bassin de soumissionnaires de sept ou
9 huit personnes... sept ou huit entreprises, et vous
10 avez plusieurs consortiums qui se font. D'accord.
11 Donc, vous avez peut-être un consortium A, B ou C
12 et vous avez quelques soumissionnaires qui vont
13 soumissionner par eux-mêmes. Donc, vous allez avoir
14 moins de soumissionnaires. Et lorsqu'il y a une
15 dénonciation express, à ce moment-là, bien, il y a
16 pas de problème à ce que ces gens-là aient averti
17 « bien, nous, on va soumissionner ensemble. »

18 Là où il pourrait y avoir un problème, par
19 exemple, si vous avez des membres du consortiums
20 qui décident de, eux, soumissionner séparément
21 également, donc ça peut créer une apparence de
22 concurrence où on aurait beaucoup de soumissions,
23 mais en bout de ligne, ça finit par être tous les
24 mêmes. Et ça, si c'est pas déclaré, ça peut
25 vraiment causer certains... certains problèmes.

1 Q. [286] O.K.

2 R. Et je vous dirais qu'on le regarderait de façon
3 très très pointue chez nous. Est-ce que ça répond à
4 votre question?

5 Q. [287] Oui.

6 R. D'accord.

7 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

8 Q. [288] Parfait. Donc, Madame Blanchette, l'onglet 3,
9 s'il vous plaît.

10 LA GREFFIÈRE :

11 La pièce 2133.

12

13 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

14 2133. O.K.

15 (10:44:29)

16

17 216P-2133 : Topo Bitume du 16 février 2012 rédigé
18 par le Lieutenant Benoit Pinet de la
19 Sûreté du Québec

20

21 Q. [289] Bon. C'est un document que vous avez déjà vu
22 récemment, si je me trompe pas.

23 R. Oui.

24 Q. [290] Oui.

25 R. On l'a regardé ensemble.

1 Q. [291] Bon.

2 R. Hum, hum.

3 Q. [292] Est un document qui est... qui a été produit
4 par la Sûreté du Québec et qui fait état disons
5 d'une série d'événements qui se seraient déroulés
6 en deux mille trois (2003), deux mille quatre
7 (2004), reliés disons à la transmission
8 d'informations au Bureau de la concurrence.

9 R. Hum, hum. Et qui a été écrit en deux mille douze
10 (2012).

11 Q. [293] Et qui a été rédigé sous sa forme, telle
12 qu'on la voit là, en deux mille douze (2012).
13 Exact.

14 R. Hum, hum.

15 Q. [294] Donc, il y a certaines représentations qui
16 sont faites et le lien avec l'article 47 est là
17 parce qu'il y a des choses qui sont mentionnées,
18 là.

19 R. Oui, oui.

20 Q. [295] Et j'aimerais vous entendre un peu, je
21 profite du contexte, sur l'ensemble de ce qui est
22 indiqué dans ce document. Bon. Ce qu'on comprend,
23 là, la Sûreté du Québec aurait reçu une cassette
24 vidéo contenant des informations visant certaines
25 personnes...

1 R. Hum, hum.

2 Q. [296] ... et que cette cassette vidéo aurait été
3 remise au Bureau de la concurrence. Est-ce que
4 c'est exact?

5 R. Ce que je comprends, c'est qu'elle a été visionnée.

6 Q. [297] Par un enquêteur du Bureau de la concurrence.

7 R. Exactement.

8 Q. [298] Et là au deuxième et au troisième
9 paragraphes, on décrit une séquence qui est reliée
10 disons au traitement de cette information-là...

11 R. Hum, hum.

12 Q. [299] ... par le Bureau de la concurrence. On y lit
13 donc que le premier (1er) décembre deux mille trois
14 (2003), le lieutenant Michel Forget a reçu un appel
15 de maître Rock Dupont, procureur fédéral au bureau
16 de la concurrence que celui-ci aurait parlé à ses
17 supérieurs du dossier et qu'ils avaient évalués la
18 probance de la preuve contenue dans la cassette;
19 qu'ils ont eu des réunions à ce sujet et que
20 considérant l'impact politique et médiatique du
21 dossier, considérant par ailleurs que monsieur Paul
22 Martin, Premier ministre de l'époque, avait laissé
23 entendre qu'il entendait offrir un poste à monsieur
24 Vaillancourt, qu'ils soumettraient la situation au
25 sous-ministre de la Justice fédérale afin qu'il

1 soit au courant et qu'il donne son opinion.

2 Et que donc le neuf (9) février deux mille
3 quatre (2004), deux mois plus tard, une autre
4 rencontre aurait eu lieu avec les représentants du
5 BCC; que monsieur Boislard et maître Dupont nous
6 auraient informés... auraient informé la SQ, qu'il
7 y avait un problème avec la loi concernant la
8 collusion et que lorsqu'il y avait collusion entre
9 les parties pour la soumission, il ne fallait pas
10 que la partie qui donne l'autorisation de cette
11 soumission le sache, donc dans ce cas,
12 l'administration de Laval sait qu'il y a collusion
13 entre les parties.

14 R. Hum, hum.

15 Q. [300] Et c'est pour cette raison que l'article de
16 cette loi ne peut s'appliquer. Donc :

17 M. Boislard va nous introduire auprès
18 de [...]

19 quelqu'un

20 ... car ce dernier aurait des...
21 informations ou

22 ... éléments importants à partager.

23 Et là il est ajouté que :

24 Le 14 décembre 2005...

25 donc deux ans plus tard ou une année plus tard ou

1 presque deux, l'individu ne nous a
2 [...] jamais été introduit malgré
3 plusieurs relances.

4 R. Hum, hum.

5 Q. [301] Bon. Nous verrons pour la suite un peu plus
6 tard, là. Là, on voit dans le paragraphe, le
7 deuxième que je viens de lire, là, une référence
8 spécifique à ce dont on vient de discuter.

9 R. Dans le deuxième ou le troisième?

10 Q. [302] Oui, le deuxième que je viens de lire, donc
11 le troisième de la lettre.

12 R. D'accord.

13 Q. [303] Bien, j'aimerais généralement que vous me
14 fassiez des observations sur les propos qui sont
15 contenus dans ce document-là par rapport à ce que
16 le Bureau de la concurrence a fait ou n'a pas fait,
17 dans les circonstances.

18 R. D'accord. Donc, je vais commencer par le troisième
19 paragraphe, qui est février deux mille quatre
20 (2004). Alors, lorsque j'ai eu connaissance de ce
21 document-là, le premier réflexe ça a été de
22 contacter l'enquêteur à l'époque, qui est
23 maintenant retraité, monsieur Boilard, pour
24 comprendre exactement ce qui s'était passé dans ce
25 dossier-là. Donc, j'ai eu une discussion avec

1 monsieur Boilard - qui avait une très bonne
2 mémoire, en passant, il m'a beaucoup impressionné -
3 donc, monsieur Boilard se souvenait de cette
4 rencontre-là, il pouvait pas se souvenir si c'était
5 au téléphone ou en personne mais il se souvenait
6 d'avoir eu une rencontre, mais où il y avait eu
7 beaucoup de choses qui avaient été expliquées,
8 beaucoup plus large que qu'est-ce qui est rapporté
9 dans le mémo. Et, en particulier, le problème pour
10 le Bureau, malgré des efforts, pour corroborer la
11 fameuse cassette vidéo, s'étaient avoués un échec à
12 l'époque.

13 Donc au-dessus de dix (10) entrevues de
14 témoins avaient été effectuées et on n'avait pas
15 été en mesure de corroborer cette information-là.
16 Donc, évidemment, tout de suite en partant, ça crée
17 certains problèmes pour pouvoir aller plus loin.
18 Évidemment... Et je vous dirais, pour ajouter une
19 autre couche à ça, bien, il y avait toujours une...
20 la question : Bien, est-ce que l'adjudicateur ou le
21 donneur d'ouvrage était au courant de ce qui se
22 passait? Puis on n'avait pas de... c'était pas la
23 raison principale pour laquelle l'enquête a été
24 fermée, on s'entend, mais c'était aussi quelque
25 chose d'autre à rajouter par-dessus le problème de

1 corroboration de la preuve.

2 (10:52:59)

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. [304] Mais ça, je comprends pas ça, là. Si
5 l'adjudicataire fait partie de la collusion et du
6 stratagème...

7 R. Hum, hum.

8 Q. [305] ... ce qu'on y voit là c'est que ça ne... il
9 pourrait pas être accusé de collusion?

10 R. Mais ça c'est peut-être ce que la SQ a compris de
11 ce qui a été dit. Moi, j'ai pas accès aux notes des
12 enquêteurs de la SQ. Ce dont on voit c'est un
13 résumé des notes, donc je peux pas parler pour la
14 Sûreté du Québec.

15 Q. [306] O.K. Ce que vous dites, vous, c'est que quand
16 le donneur d'ouvrage fait également partie de la
17 collusion et est même à la base du système, il peut
18 être accusé en vertu de... du Bureau de la
19 concurrence?

20 R. C'est possible, oui. C'est vraiment une question de
21 faits. Il faut vraiment regarder de façon pointue
22 pour voir exactement qui fait quoi et qui est au
23 courant de quoi puis... En même temps, comme je
24 disais... comme je répondais à monsieur Lachance,
25 ce qui est important c'est la dénonciation

1 expresse.

2 Q. [307] Oui, mais là, ce que vous dites, c'est
3 possible mais il faut voir...

4 R. Bien, c'est toujours possible. Il faut toujours
5 avoir quand même... c'est une décision de faits,
6 là. Alors, il faut voir comment... comment
7 l'infraction a été commise et qui est au courant et
8 comment... C'est un travail d'enquête, là, donc il
9 faut voir exactement comment... comment tout ça
10 s'est placé à l'époque.

11 Q. [308] Comment pourrait-il est exclu, je serais
12 tenté de vous dire, de vous demander. Point
13 d'interrogation.

14 R. Point d'interrogation pour moi aussi.

15 Q. [309] Oui, pour vous.

16 R. Parce que, pour moi... pour moi, ce que je vois...
17 Et je vous dirais qu'à l'époque, pour avoir
18 refouillé dans le dossier, être allé chercher le
19 dossier aux archives et passer à travers tout ça,
20 je vous dirais que le... le problème majeur était
21 la corroboration de la preuve, de la
22 vidéocassette...

23 Q. [310] Que le Bureau de la concurrence a tenté
24 d'obtenir?

25 R. A tenté d'obtenir?

1 Q. [311] De faire la corroboration.

2 R. Pour faire la corroboration, exactement. Parce que,
3 évidemment, comme vous voyez dans le mémo, là,
4 la... la fameuse cassette est de façon anonyme,
5 donc... est reçue de façon anonyme, on n'a aucune
6 idée qui est l'auteur, on n'a aucune idée de la
7 source des renseignements. Donc il faut, de notre
8 côté, corroborer cette preuve-là pour au moins
9 avoir... avoir quelque chose à présenter devant un
10 tribunal pour obtenir un mandat de perquisition.
11 Donc, j'en ai pas assez à ce moment-ci.

12 Donc je vous dirais que l'élément de
13 l'article 47, qui est décrit ici, dans le mémo,
14 n'est pas l'élément majeur pour laquelle... pour
15 lequel l'enquête a été terminée.

16 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

17 Q. [312] Ça c'est sur la base de ce qui est écrit, de
18 ce que vous avez consulté dans votre dossier?

19 R. Exactement.

20 Q. [313] Parce que là, de ce que je comprends, au
21 premier (1er) décembre deux mille trois (2003)...

22 R. Oui.

23 Q. [314] ... l'évaluation de la probance de la preuve
24 a été déjà faite? Hein, parce qu'on a eu... on a eu
25 des réunions sur le sujet. Puis ensuite de ça

1 c'est... on a commencé à s'interroger sur l'impact
2 politique et médiatique du dossier. Et deux mois
3 plus tard... enfin, ou à peu près, là, en février
4 deux mille quatre (2004), là, tout d'un coup... et
5 là je comprends que c'est pas vos propos, ce sont
6 ceux de l'auteur des notes, possiblement, là...

7 R. Hum hum.

8 Q. [315] ... mais là c'est là que... alors que la
9 preuve n'a pas été particulièrement... je comprends
10 qu'on a tenté de corroborer, mais on n'a pas
11 enquêté de façon particulièrement active puisqu'on
12 n'a pas réussi à corroborer la vidéocassette. Et
13 là, sur la base de ces renseignements-là, on est
14 déjà en mesure de déterminer que 47, la question de
15 porter à la connaissance, va être un problème
16 suffisant pour pas aller de l'avant?

17 R. Bien, il faut faire attention, là. Vous faites
18 beaucoup d'affirmations dans votre question.

19 Q. [316] Oui, c'est... c'est hypothétique, évidemment.

20 R. Oui. Puis... c'est parce qu'écoutez, d'abord, moi
21 je dois vous signaler, Maître Dupont n'est pas un
22 employé du Bureau de la concurrence.

23 Q. [317] O.K.

24 R. D'accord? Maître Dupont, c'est un employé de
25 Justice Canada. Donc, c'est... c'est pas un employé

1 du Bureau de la concurrence.

2 Q. [318] Mais c'est quelqu'un qui était assigné à ce
3 dossier-là pour porter assistance...

4 R. C'est un procureur qui était assigné au dossier...

5 Q. [319] ... au Bureau de la concurrence?

6 R. ... pour porter assistance au Bureau.

7 Q. [320] Sur là-dessus.

8 R. Et si vous regardez là... la note...

9 (10:52:59)

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Q. [321] Excusez-moi.

12 R. Oui.

13 Q. [322] S'il était assigné au Bureau de la
14 concurrence pour porter assistance dans ce dossier-
15 là...

16 R. Oui.

17 Q. [323] ... vous pouvez pas dire qu'il faisait pas
18 partie du Bureau de la concurrence.

19 R. Bien oui, parce que c'est un... c'est quand même un
20 avocat qui... qui agit de façon indépendante, là,
21 moi, j'ai aucun contrôle sur Maître Dupont.

22 Q. [324] Non, mais c'est...

23 R. C'est un peu comme le DPCP.

24 Q. [325] ... non, mais le Bureau de la concurrence, si
25 j'ai bien compris, est allé le chercher pour qu'il

1 puisse aider dans ce dossier-là, non seulement
2 aider, mais que ce dossier-là lui soit assigné, si
3 je comprends bien?

4 R. C'est l'avocat qui était assigné à l'enquête, oui.
5 Mais c'est pas... c'est pas un employé du Bureau de
6 la concurrence. Donc il demeure, si vous regardez
7 la note...

8 Q. [326] Mais c'est un procureur fédéral au Bureau de
9 la concurrence?

10 R. Oui, c'est un employé de Justice Canada qui est au
11 contentieux du Bureau de la concurrence, mais c'est
12 pas... on n'a pas un lien d'autorité envers
13 monsieur... monsieur Dupont. Puis si vous regardez
14 la note, c'est une conversation entre Maître Dupont
15 et Maître... et le lieutenant Forget. Après avoir
16 discuté avec l'enquêteur au dossier, avoir fouillé
17 dans le dossier également, je peux... ce que je
18 peux vous dire, c'est qu'on n'était pas partie à
19 cette conversation-là, le Bureau de la concurrence,
20 les enquêteurs n'étaient pas présents.

21 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

22 Q. [327] O.K. Ça, c'est la première conversation?

23 R. Oui.

24 Q. [328] Bon.

25 R. De décembre.

1 Q. [329] Par contre, la deuxième a bel et bien lieu?

2 R. Oui.

3 Q. [330] Est-ce que c'est une rencontre ou c'est une
4 conversation? Là, c'est écrit rencontre.

5 R. C'est... c'est fort possible que ça soit une
6 rencontre.

7 Q. [331] O.K. Moi, ce qui me perturbe, là, c'est que
8 l'ensemble des enquêtes du BCC, habituellement,
9 sont des... vous me confirmerez ça, là, c'est quand
10 même du travail de longue haleine, là?

11 R. Oui.

12 Q. [332] Habituellement, ça prend des fois des années
13 à aboutir?

14 R. Hum.

15 Q. [333] Mais là, en l'espace de... de ce que je
16 comprends, là, environ deux mois, on était en
17 mesure de conclure que la cassette n'était pas
18 corroborable d'un côté et que deuxièmement, bien
19 probablement qu'il était possible aussi qu'il y ait
20 des problèmes qui se posent vis-à-vis de 47 et que
21 la conjonction de ces deux éléments-là, au bout de
22 deux mois d'enquête, mène à la fermeture du
23 dossier.

24 R. Hum, hum.

25 Q. [334] Ça vous paraît pas un peu rapide?

1 R. Écoutez, moi j'étais pas présent, là, durant cette
2 enquête-là, donc c'est difficile pour moi de
3 vous... vous dire, là, quels étaient tous les...
4 J'ai révisé le dossier, j'ai regardé ce qu'il y
5 avait là. Il y a eu beaucoup d'efforts qui ont été
6 déployés pendant... pendant ces mois-là...

7 Q. [335] Pour dix (10) personnes?

8 R. Les dix (10) ou douze (12) ou quatorze (14), là,
9 bon...

10 Q. [336] Bien...

11 R. Mais pour tenter de corroborer. Et moi, ce que je
12 comprends, c'est qu'on était pas capable d'aller
13 nulle part. Ce que je comprends également, c'est
14 que la SQ avait beaucoup plus d'informations que
15 qu'est-ce qui nous a été transféré. Donc en même
16 temps, est-ce que ça nous aurait aidés? Peut-être.

17 R. Vous comprenez ça comment?

18 Q. [337] Écoutez, moi, ce que je comprends, il y a eu
19 un reportage d'Enquête sur ce dossier-là, jeudi, je
20 pense, v'là deux semaines où on parlait de sources,
21 on parlait également d'un plaignant. Donc à
22 l'époque, en deux mille (2000)... en deux mille
23 deux (2002) ou deux mille trois (2003), c'est pas
24 des informations auxquelles on a eu accès.

25 Q. [338] En tout cas, c'est pas des informations que

1 vous avez trouvées dans le dossier quand vous
2 l'avez révisé, c'est ce que vous voulez dire?

3 R. Non.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Q. [339] Est-ce que vous avez fait quelque chose suite
6 au dossier d'enquête? Si vous prétendez que la
7 Sûreté du Québec ne vous avait pas transmis
8 d'informations...

9 R. Hum, hum.

10 Q. [340] ... et que vous avez appris ces informations-
11 là via les médias, est-ce que vous avez fait
12 quelque chose suite à ces informations-là?

13 R. Suite à ces informations-là, moi je vous dirais on
14 a dé... on a regardé ce qu'on avait comme dossiers
15 actifs présentement et je vous dirais que ces
16 informations-là sont, pour la plupart, en notre
17 possession présentement, mais pas à l'époque.

18 Q. [341] Oui, mais là, on est rendu en deux mille
19 quatorze (2014) puis on parle d'un dossier de deux
20 mille trois (2003), deux mille quatre (2004), là.

21 R. Bien, je peux pas vous dire autre chose, je... à
22 l'époque, il y avait pas de reportage d'Enquête non
23 plus, là, en deux mille deux (2002), deux mille
24 trois (2003). Donc, ces informations-là...

25 Q. [342] Mais la Sûreté du Québec est quand même venue

1 vous voir, puis je veux pas rajouter une couche,
2 là, vous étiez pas là...

3 R. Non, non, allez-y.

4 Q. [343] ... sauf que vous vous êtes préparé, vous
5 saviez que vous étiez pour témoigner relativement à
6 ce dossier-là.

7 R. Oui.

8 Q. [344] Bon. Alors là, vous nous dites que la Sûreté
9 du Québec vous a remis le dossier, mais vous dites
10 qu'ils vous ont pas toutes donné les informations.
11 Alors, pourquoi seraient-ils allés vous voir
12 relativement à un dossier qu'ils veulent que vous
13 poursuiviez, mais ils vous donnent pas toutes les
14 informations.

15 R. Ça sera une question pour eux. J'ai pas de réponse.
16 J'ai pas de réponse pour vous à ce niveau-là.

17 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

18 Q. [345] Donc, les informations, là, vous avez
19 vérifié, elles... entre temps, si je comprends
20 bien, elles vous ont été remises.

21 R. Bien, de façon, je vous dirais... parce que,
22 évidemment, on a fait partie de l'UPAC. On fait
23 toujours partie de l'UPAC en termes de
24 collaboration. Donc, évidemment, avec le dossier
25 Honoré, on a fait partie de cette enquête-là

1 également.

2 Q. [346] D'accord.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. [347] J'essaie juste... en fait, j'essaie juste de
5 suivre votre raisonnement...

6 R. Oui.

7 Q. [348] ... parce que si la Sûreté du Québec veut
8 vous cacher des choses, selon votre prétention...

9 R. Non, mais je vous...

10 Q. [349] ... mais ils étaient pas du tout obligés
11 d'aller vous voir, là.

12 R. Non, pas du tout. Mais je vous dis pas non plus
13 qu'ils ont caché des choses. Ce qui est
14 intéressant, c'est que, en même temps, il faut
15 faire attention, parce que les organisations
16 policières, que ce soit la SQ ou ailleurs,
17 lorsqu'on a une source humaine, c'est quelque chose
18 qu'on garde jalousement; la même chose au Bureau de
19 la concurrence. Et parfois, pour faire collaborer
20 des gens, c'est difficile, surtout dans ce domaine-
21 là. Donc ce que j'ai compris, c'est qu'ils avaient
22 une source humaine à l'époque, un informateur, donc
23 qu'ils aient décidé de pas la partager, c'est libre
24 à eux, c'est correct, mais, en même temps, bien,
25 nous potentiellement, ça nous a bloqués.

1 Q. [350] Mais avez-vous été faire enquête à Laval?

2 R. À cette époque-là?

3 Q. [351] Oui.

4 R. Oui. Oui, on a fait enquête.

5 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

6 Q. [352] Pendant les deux mois qui sont décrits-là ou
7 plus longtemps que ça?

8 R. Et avant.

9 Q. [353] Et avant ça.

10 R. Oui.

11 Q. [354] Sur une période de combien de temps, vous
12 diriez? D'après les dossiers que vous avez
13 consultés?

14 R. Probablement au moins, je vous dirais à partir de
15 deux mille un (2001).

16 Q. [355] Donc, dès deux mille un (2001), vous aviez
17 commencé à regarder ça. Et ces informations-là se
18 rajoutaient à des informations que vous aviez déjà.

19 R. Exact.

20 Q. [356] Mais c'est quand même à la réception de ces
21 informations-là, que soudainement, en l'absence de
22 corroboration, on met fin au dossier.

23 R. C'est des choses qui arrivent.

24 Q. [357] Effectivement, mais elles ont une tendance à
25 arriver peut-être trop fréquemment, non?

1 R. Bien, ça, c'est votre opinion.

2 Q. [358] Monsieur... Maître Guay, pardon, on a enlevé
3 une partie du... du dernier... je pense que c'est
4 le troisième paragraphe, là...

5 R. Oui.

6 Q. [359] ... qui est caviardé. Il est allégué là que
7 monsieur Boilard, bon, est sensé introduire...

8 R. Hum, hum.

9 Q. [360] ... quelqu'un auprès de la SQ. Il est allégué
10 plus tard que ça n'a jamais... bien, jamais...
11 qu'au quatorze (14) décembre ça n'avait jamais été
12 fait.

13 R. Oui.

14 Q. [361] Est-ce que vous savez si cette affirmation
15 est exacte? Est-ce que vous avez une idée pourquoi?
16 Et, sinon, est-ce que vous savez si depuis, ça a
17 été fait?

18 R. Du souvenir de l'enquêteur, les informations
19 avaient été transmises pour contacter cette
20 personne-là. Mais, par la suite, pourquoi...
21 pourquoi on n'a pas tenté de le contacter ou...
22 j'en ai aucune idée.

23 Q. [362] O.K. Donc, il y a pas eu d'introduction de
24 faite, mais ce que vous dites, c'est que...

25 R. Les informations de contact...

1 Q. [363] ... (inaudible) de monsieur Boillard...

2 R. ... ont été données.

3 Q. [364] ... le numéro de téléphone de cette personne
4 a été donné à...

5 R. Oui. Et c'est très clair du dossier d'enquête.

6 Q. [365] Par rapport à 47...

7 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

8 Q. [366] Peut-être avant... qu'on rende claire la
9 chose. Supposons que vous avez tous les faits qui
10 prouvent qu'il y a eu collusion.

11 R. Oui.

12 Q. [367] Et que la collusion était connue du donneur
13 d'ouvrage public.

14 R. Hum, hum.

15 Q. [368] Est-ce que le Bureau de la concurrence, ça
16 fait partie de sa juridiction? C'est une cause
17 qu'il peut enquêter et, éventuellement, peut-être
18 poursuivre?

19 R. C'est clair qu'on va l'enquêter. C'est clair qu'on
20 va le regarder. Et surtout un dossier de cette
21 nature-là qui semble... ça semble être un système
22 mis en place. Évidemment, avec tout ce qu'on
23 connaît aujourd'hui, c'est autre chose, là. C'est
24 clair qu'on va le regarder. Et si c'est quelque
25 chose où on a vraiment une embûche, on va contacter

1 des forces policières pour, soit transférer le
2 dossier et s'assurer qu'il va y avoir un suivi
3 également, parce que ça peut arriver, et ça arrive
4 assez fréquemment, par exemple, où on va trouver
5 d'autres éléments d'infraction et on va consulter
6 par exemple soit la GRC, la SQ ou d'autres
7 organismes pour pourvoir transférer si on a des cas
8 patents de corruption, par exemple, ce genre de
9 choses-là. C'est de choses qu'on va transférer.
10 Mais au niveau de la juridiction, puis pour
11 répondre spécifiquement...

12 Q. [369] Oui.

13 R. ... à votre question, moi, à mon avis, on a
14 juridiction.

15 Q. [370] À votre avis? C'est pas plus fort que ça?
16 Excusez-moi, mais il me semble que ça devrait
17 être... ça se répond : « Oui, on a. » « À votre
18 avis, » ça laisse un peu l'impression qu'ailleurs,
19 au Bureau de la concurrence, on peut penser que ça
20 fait pas partie de leur juridiction.

21 R. Bien, je peux vous donner mon avis aujourd'hui,
22 mais moi je vous dirais que mon avis est
23 certainement partagé par... par la Direction des
24 affaires criminelles, ça, c'est clair.

25 Q. [371] Pourquoi?

1 R. Pourquoi? Bien, tout simplement parce que notre loi
2 s'applique à ce genre de comportements-là.

3 Q. [372] C'est donc... donc le donneur d'ouvrage est
4 au courant qu'il y a collusion, vous avez donc
5 juridiction pour enquête comme un dossier et
6 poursuivre éventuellement.

7 R. Oui.

8 Q. [373] Vous êtes clair là-dessus, là?

9 R. Oui, très clair.

10 Q. [374] Bon. O.K. Supposons maintenant que vous savez
11 qu'il y a collusion et corruption...

12 R. Oui.

13 Q. [375] ... est-ce que vous pouvez quand même
14 continuer le dossier pareil?

15 R. Bien, certainement.

16 Q. [376] Et le... et le compléter même sans parler...
17 sans parler, je dirais, à la Sûreté du Québec par
18 exemple, là?

19 R. Oui, ça, c'est clair.

20 Q. [377] Vous allez le faire pareil.

21 R. On va le faire quand même. Il demeure qu'on va
22 vouloir s'assurer d'avoir un partenaire avec nous
23 parce que, bon, souvent s'il y a de la corruption,
24 par exemple, bien, il y avoir aussi d'autres choses
25 en arrière, donc du crime organisé. Il y a... il y

1 a une question de sécurité. On n'est pas des agents
2 de la paix au Bureau de la concurrence, d'accord.
3 Donc, on veut s'assurer que... que les agents vont
4 être aussi protégé, par exemple, lors de
5 perquisition ou de ce genre de choses-là. Donc, on
6 veut s'assurer d'avoir un partenaire avec nous.

7 Q. [378] Mais, j'ai déjà entendu... peut-être que
8 maintenant ça paraît clair avec tout ce qui s'est
9 passé puis avec la création de l'UPAC, mais j'ai
10 déjà entendu un peu les légendes urbaines que quand
11 il y avait un dossier qui combinait collusion et
12 corruption, dans les faits, ça pouvait tomber un
13 peu entre les deux chaises, c'est-à-dire que chacun
14 voyait que c'était la responsabilité partiellement
15 de l'autre...

16 R. Hum, hum.

17 Q. [379] ... et le dossier avançait pas à cause de ça.
18 Est-ce que, vous, cette légende urbaine-là, vous
19 l'avez déjà entendue ou...?

20 R. Bien « entendue », je vous dirais que c'est sûr
21 qu'il peut toujours y avoir des problèmes de
22 juridiction, par exemple. Donc, on veut... on veut
23 s'assurer en même temps... C'est parce que, en même
24 temps, il faut s'assurer...

25 D'abord, les corps policiers autant que le

1 Bureau de la concurrence que d'autres agences de
2 mise en application peuvent pas faire leur travail
3 seul. Donc, on peut pas faire ça en vase clos, il
4 faut le faire en équipe. Et je vous dirais que, au
5 Bureau de la concurrence, c'est très important la
6 collaboration avec... avec les corps policiers,
7 avec les autres organismes. Est-ce qu'il peut y
8 avoir des conflits parfois? Ça peut arriver.

9 Q. [380] Parce que, là, si on prend le paragraphe
10 justement où le... l'avocat au dossier, selon...
11 selon la personne qui a pris que... qui a pris
12 cette note-là lui a dit que ça fait pas partie du
13 mandat du Bureau de la concurrence parce que la
14 ville le savait, selon vous, il y a une des deux
15 personnes qui se trompent. Soit la personne qui a
16 rédigé la note qui a mal compris l'opinion
17 juridique qu'il a entendue ou bien c'est l'opinion
18 juridique qui vient de l'avocat du dossier qui
19 était pas bonne, si je comprends bien. Il y a un
20 des deux qui se trompent, là. Ça, c'est l'avocat du
21 Bureau de la concurrence qui a donné une mauvaise
22 opinion sur l'interprétation de la loi et de
23 votre... de votre responsabilité...

24 R. Hum, hum.

25 Q. [381] ... ou bien c'est l'enquêteur de la SQ qui a

1 rédigé la note qui a mal compris l'autre. C'est un
2 des deux qui se trompent, ça, c'est clair.

3 R. Bien, où ce qui peut... ce qui peut avoir... ce qui
4 peut être arrivé, en parlant d'hypothèse, ce qui
5 peut être arrivé aussi, c'est qu'on... on explique
6 aussi la... tout ce qu'il a porté à connaissance,
7 puis on prend ça comme étant, bien, une des raisons
8 pour lesquelles on ferme le dossier, mais c'est pas
9 la raison principale, comme je vous ai... comme je
10 vous ai expliqué un peu plus tôt.

11 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

12 Q. [382] Mais, d'après... d'après ce qu'on lit, là,
13 c'est la raison principale.

14 (11:05:38)

15 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

16 Q. [383] C'est ça.

17 R. C'est ce que je vois sur le mémo, mais moi, ce que
18 je vous dis, c'est que c'est pas la raison
19 principale.

20 Q. [384] Non, non, mais dans le mémo, la raison
21 donnée, c'est parce que la ville était au courant.
22 Puis est-ce que vous pensez pas que c'est peu
23 probable qu'un enquêteur policier qui n'est pas un
24 avocat puisse avoir inventé ça parce qu'on... parce
25 qu'on lui aurait pas dit ça exactement, là?

1 R. Je comprends très bien où vous allez avec ça.

2 Q. [385] Oui?

3 R. Mais, il demeure peut-être que ça a été dit, peut-
4 être que ça n'a pas été dit, moi j'étais pas
5 présent. Les notes au dossier me confirment qu'il y
6 a eu une conversation où ce... où on a parlé de
7 l'article 47, mais on a aussi parlé de d'autres
8 choses. Donc, c'est probablement un des éléments
9 qui ont été mentionnés, c'est possible.

10 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

11 Q. [386] Et c'est à l'issue de cette...

12 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

13 Q. [387] Qui se veut très clair, c'est parce que...

14 Bon. Prenons ce... à partir de cet exemple-là.

15 C'est que le Bureau de la concurrence ne s'exclut
16 pas d'un dossier parce que la collusion est connue
17 du donneur d'ouvrage...

18 R. Non.

19 Q. [388] ... ou même qu'il y participe. Pour moi, ça,
20 c'est ce qui est important, là, aujourd'hui, là.

21 R. Oui. C'est... la réponse, c'est « non ».

22 Q. [389] C'est... Parfait.

23 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

24 Q. [390] Peut-être juste rapidement avant qu'on aille
25 à la pause, si on va à l'onglet 4 et qu'on... peut-

1 être on dépose le document, là, qui est un mémoire
2 du Bureau de la concurrence présenté dans le cadre
3 de la table ronde sur la lutte contre la corruption
4 et la promotion de la concurrence, Madame la
5 Greffière.

6 LA GREFFIÈRE :
7 Oui.

8 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :
9 Le numéro de pièce. Excusez-moi.

10 LA GREFFIÈRE :
11 Le numéro...

12 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :
13 C'est l'onglet 4, je le dépose.

14 LA GREFFIÈRE :
15 2135... 34.

16 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :
17 2134.

18
19 216P-2134 : Mémoire du Bureau de la concurrence du
20 Canada présenté dans le cadre de la
21 table ronde sur la lutte contre la
22 corruption et promotion de la
23 concurrence, le 27 février 2013
24

25 Q. [391] On voit au paragraphe 4 que de l'avis même du

1 Bureau de la concurrence, désormais - je ne sais
2 pas si c'est historiquement aussi vrai, mais... en
3 tout cas, clairement en date du document, du vingt-
4 sept (27) février deux mille quatorze (2014) -
5 l'opinion du Bureau de la concurrence, c'est qu'il
6 y a un lien étroit entre les infractions de cartel,
7 là, et la corruption, là. Les deux vont
8 difficilement l'un sans l'autre.

9 R. Oui, surtout le truquage d'offres, là.

10 Q. [392] Surtout dans un contexte de truquage
11 d'offres.

12 R. Hum, hum. Oui.

13 Q. [393] Donc, s'il fallait que 47 s'applique pas dès
14 qu'il y a une part de corruption, ça n'aurait pas
15 de sens.

16 R. Oui, puis ce paragraphe-là ferait pas de sens non
17 plus.

18 Q. [394] Exact. Madame la Présidente, si vous avez pas
19 de question sur ce document, on peut peut-être
20 suspendre.

21 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

22 REPRISE DE L'AUDIENCE

23 (11:58:26)

24 LA GREFFIÈRE :

25 Maître Pierre-Yves Guay, vous êtes sous le même

1 serment.

2 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

3 Q. [395] Maître Guay, avant de prendre disons...

4 d'ouvrir la parenthèse « Bitume », là, on va

5 discuter effectivement des sanctions reliées au...

6 à l'article 47, les truquages d'offres.

7 J'aimerais... on voit qu'il y a eu des amendements

8 récents, là. J'aimerais vous entendre un peu sur la

9 sévérité, donc accrue de ces sanctions-là. Est-ce

10 que, ça, ça vous aide dans votre travail?

11 R. Hum, hum.

12 Q. [396] Est-ce que elles sont pas assez sévères? Est-

13 ce que vous pensez comme peut-être (inaudible) la

14 confiance, qu'on devrait avoir des peines encore

15 plus lourdes pour ces crimes-là?

16 R. On parle de l'article 47, là, présentement?

17 Q. [397] L'un... l'un comme l'autre...

18 R. L'un ou...

19 Q. [398] ... parce que, là, finalement les sanctions

20 sont... à la question près de la discrétion sur les

21 amendes, c'est fondamentalement la même chose qui

22 est...

23 R. C'est ça. Bien, pour ce qui est de la discrétion du

24 tribunal, bien, ça, c'est des représentations sur

25 sentence qui doivent être faites puis après ça, on

1 voit... on voit le résultat. Pour ce qui est du
2 quatorze (14) ans pour... pour les peines maximales
3 en termes de... en termes d'emprisonnement, bien,
4 je veux dire que c'est... c'est tout un changement
5 de cinq à quatorze (14). Alors, évidemment, en
6 sautant... en sautant à quatorze (14) ans,
7 maintenant on est vraiment rendu dans... dans le
8 domaine des fraudes sérieuses, donc très
9 équivalentes au... au Code criminel, par exemple,
10 des fraudes de plus de cinq mille dollars
11 (5 000 \$). Donc nous, on croit que c'est approprié.

12 Q. [399] Est-ce que vous pensez que ça devrait être
13 encore plus lourd ou est-ce que c'est suffisant?
14 C'est ça le sens de ma question.

15 R. Il faudrait nous donner le temps d'appliquer ce
16 qu'on a présentement pour voir si ça l'est. À notre
17 avis, ça l'est.

18 Q. [400] O.K. Ce mouvement de pénalisation, je sais
19 que monsieur le Commissaire Lachance ce matin vous
20 a discuté de la situation européenne où on approche
21 civilement ces questions-là.

22 R. Oui.

23 Q. [401] Ici, on semble avoir décidé de se concentrer
24 sur des sanctions pénales qui sont... en tout cas,
25 au niveau de l'emprisonnement, uniquement

1 applicables à des individus, pas à des compagnies,
2 là. Est-ce que vous pouvez nous dégager un
3 portrait, là, de ce qui est... disons du point de
4 vue du Bureau de la concurrence sur ces questions-
5 là?

6 R. Bien, disons en termes de mouvance internationale
7 ou...

8 Q. [402] Bien, est-ce que... est-ce que vous êtes
9 d'accord avec l'idée de se concentrer pour
10 l'efficacité de votre travail, de se concentrer sur
11 les individus versus les entreprises, de se
12 concentrer sur des peines de prison versus des
13 sanctions de nature d'amendes importantes?

14 R. O.K. Bien, moi je vous dirais qu'il est assez clair
15 que c'est important de sanctionner les entreprises,
16 mais il demeure que les entreprises agissent par...
17 par les actions d'individus, donc il est essentiel
18 de s'attaquer aux individus également.

19 Pour ce qui est de... pour ce qui est du
20 civil versus pénal, je vous dirais que la mouvance,
21 d'après ce que moi je comprends et d'après ce que
22 je constate, c'est qu'on s'en va beaucoup plus
23 vers... vers une mouvance pour criminaliser ce
24 genre de... de comportements-là que d'y aller du
25 côté civil pour obtenir des pénalités et de

1 pouvoir, dans le fond, pénaliser les... les
2 individus.

3 Q. [403] Est-ce que, ça, c'est... est-ce qu'il y a une
4 inquiétude, par exemple, d'avoir des impacts aussi
5 sur le marché? On impose une amende astronomique,
6 on fait disparaître un joueur, la concurrence
7 baisse. Est-ce que, ça, c'est une préoccupation?

8 R. C'est clair qu'il faut faire... lorsqu'on fait des
9 interventions dans le marché, il est clair que
10 c'est quelque chose qu'on va... qu'on va regarder
11 en termes... ce que... est-ce que je vous dis que
12 ça va influencer les recommandations sur sentence
13 qui vont être faites par le Bureau de la
14 concurrence? Tout va vraiment dépendre du type de
15 comportements, vraiment c'est une question de fait.
16 Évidemment, le Bureau de la concurrence n'est pas
17 là non plus pour complètement, si on veut, amocher
18 un marché, alors il faut faire attention aussi. Il
19 faut prendre ça en considération également
20 lorsqu'on... lorsqu'on est rendu au niveau des...
21 des sentences.

22 Q. [404] Est-ce que ça joue au niveau de la
23 priorisation des dossiers?

24 R. Je ne pense pas, non.

25 Q. [405] Non. Il y a pas... il y a pas d'évaluation en

1 amont qui est faite de... est-ce qu'enquêter dans
2 tel secteur à une période sensible risque de
3 déstabiliser? Est-ce qu'on devrait attendre? Est-ce
4 que...

5 R. Non.

6 Q. [406] Non.

7 R. Non.

8 Q. [407] Quand le dossier est bouclé et est
9 satisfaisant, on va de l'avant.

10 R. On va de l'avant, oui.

11 Q. [408] L'UPAC a suggéré dans son mémoire qu'on
12 pourrait peut-être créer des infractions pénales
13 pour la collusion au niveau législatif québécois.

14 R. Hum, hum.

15 Q. [409] Est-ce que vous êtes d'accord avec ça? Est-ce
16 que, ça, ça pourrait aider à compléter votre
17 travail?

18 R. Je vous dirais que, de notre côté, ce qui est... ce
19 qui est le plus important et même essentiel
20 maintenant c'est la collaboration entre les agences
21 de mise en application de la loi plutôt que de
22 rajouter une autre... une autre façon de regarder
23 la même conduite. Donc on a déjà une loi en place,
24 qui fonctionne bien, à notre avis, donc pourquoi
25 rajouter une autre couche lorsqu'on peut tout

1 simplement collaborer?

2 Q. [410] Bien...

3 R. Parce qu'il faut faire attention aussi, le mandat
4 de l'UPAC, d'après ce que je comprends, est sur...
5 est sur les contrats publics présentement; les
6 contrats publics, c'est une chose. Il faut toujours
7 se souvenir que ce qu'on appelle ici, là, la
8 collusion, alors des trucages d'offres peuvent
9 toucher autant les contrats publics que les
10 contrats privés. Et souvent ce que va arriver, vous
11 allez avoir, par exemple, un système où peu importe
12 que ce soit un contrat privé ou un contrat public,
13 ce qui est important c'est que chacun des joueurs
14 ait sa part du gâteau. Donc, d'avoir une séparation
15 de cette façon-là, est-ce qu'on arrive, en bout de
16 ligne, à ce que les gens puissent s'échapper par
17 les craques, par exemple, du système de mise en
18 application?

19 Q. [411] Sauf que ce que je veux dire c'est qu'on se
20 comprend que, généralement - j'ai compris votre
21 témoignage jusqu'à maintenant - vos ressources ont
22 une limite X, là, qui est évidente et que votre
23 champ d'actions est extrêmement vaste, autant au
24 niveau de votre compétence matérielle que
25 géographique, là.

1 R. Hum, hum.

2 Q. [412] Et donc, partant de là, bon, bien, vous êtes
3 obligé de vous concentrer sur certains dossiers
4 pendant de longue période parce que c'est complexe.
5 Donc il y a des choses que vous pouvez pas traiter.
6 Il y aurait pas... comme vous dites, là, il y a un
7 secteur... puis il y a une question de juridiction
8 versus des contrats publics ou des contrats privés.
9 Est-ce que ça serait pas intéressant d'avoir de
10 l'aide en ayant un organe autre qui, justement,
11 peut prendre une partie de cet excédent?

12 R. Mais, d'abord...

13 Q. [413] Pas juste au niveau des enquêtes et de la
14 collaboration, mais aussi au niveau des poursuites?

15 R. Quand vous revenez au niveau des ressources, peut-
16 être juste pour faire un petit aparté, parce que
17 tout à l'heure on parlait des ressources
18 francophones versus anglophones puis, bon, ça cause
19 parfois des défis. Il faut pas oublier également
20 que, bon, le bureau a quand même quatre cents (400)
21 employés, donc lorsqu'on a besoin d'un coup de
22 main, par exemple, à la direction des affaires
23 criminelles, on n'hésite pas à faire appel aux
24 autres directions pour nous prêter des ressources.
25 Donc...

1 Q. [414] Donc, (inaudible) la limite c'est...

2 R. ... je (inaudible) préciser c'est quelque chose...

3 Q. [415] ... pas soixante-six (66) personnes c'est
4 quatre cents (400).

5 R. Exact.

6 Q. [416] D'accord.

7 R. D'accord. Donc, pour revenir à votre question...
8 dont j'ai oublié le sens, là, parce que là je me
9 suis... je me suis égaré, je m'excuse.

10 (12:05:34)

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Q. [417] Vous pensez pas que la création d'une
13 nouvelle infraction qui... qui, cette fois-là,
14 pourrait être de juridiction provinciale et que
15 les... qui pourrait donc être enquêtée par la
16 province ne vous aiderait pas?

17 R. Hum, hum. Et je vous dirais là où il y a certaines
18 craintes à... c'est vraiment qu'il y ait... qu'il y
19 ait, jusqu'à un certain point, un problème de
20 juridiction à un moment donné. Est-ce que... est-ce
21 que ça pourrait être envisageable? Probablement.

22 Mais c'est... je vous dirais que... on a déjà
23 quelques problèmes ou même... « problèmes » est
24 peut-être un gros mot, là, mais... avec la
25 collaboration avec certains... certains corps de

1 police ou avec certaines organisations de mise en
2 application, d'avoir des infractions qui seraient
3 presque les mêmes, est-ce qu'on va avoir encore
4 plus de problèmes? C'est ce que, moi, je me pose
5 comme question. En termes de juridiction puis en
6 termes de partage d'information puis en termes de
7 collaboration.

8 Q. [418] Un peu comme Hauser. Comme la Cour Suprême
9 l'avait fait dans Hauser relativement aux drogues.

10 R. Oui. Il y a rien qui empêcherait, par exemple,
11 d'avoir des infractions incluses à la Loi sur la
12 police, par exemple.

13 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

14 Q. [419] Parfait.

15 R. Comme pour ce qui est du Code criminel, par
16 exemple.

17 Q. [420] Puisque vous en avez glissé un mot, ça tombe
18 bien, on y vient.

19 R. Oui.

20 Q. [421] La question des collaborations entre votre
21 organe divers autres organes.

22 R. Mon organisme, oui.

23 Q. [422] Votre organisme, pardon.

24 R. Oui.

25 Q. [423] Au niveau... Bien, si on va à la... oui,

1 voilà. Au niveau des coopérations, disons, les plus
2 évidentes, si on peut dire, là.

3 R. Oui.

4 Q. [424] Là on en a... vous en avez nommé quelques-
5 unes ici.

6 R. Oui. Donc, l'Unité permanente anticorruption, c'est
7 un partenaire très important. Le Conseil du trésor
8 du Québec. Évidemment, je me suis concentré, là,
9 sur... sur les organismes québécois, là. La Régie
10 du bâtiment du Québec, la Sûreté du Québec,
11 également la Gendarmerie royale. Donc tous ces
12 partenaires-là sont très importants pour nous,
13 autant pour une aide ponctuelle sur certains
14 dossiers ou des dossiers qui vont... qui vont
15 pouvoir... pouvoir se faire de façon collaborative,
16 là, lorsque c'est possible.

17 Q. [425] Bon. On va voir peut-être des détails de
18 certaines... ou certaines... ou l'état de certaines
19 de ces collaborations-là, là.

20 R. Hum, hum.

21 Q. [426] Mais généralement, c'est quoi le cadre ou
22 le... les paramètres dans lesquels vous êtes
23 capable de... vous êtes en mesure de collaborer
24 avec les organismes autres, en termes de partage
25 d'informations, là, est-ce qu'il y a des balises?

1 La loi prévoit certaines choses, là?

2 R. Oui. Bien la Loi sur la concurrence prévoit à
3 l'article 29 qu'on peut collaborer, par exemple,
4 avec d'autres organismes de mise en application de
5 la loi. Donc la question est de savoir, bien, qui
6 est un organisme de mise en application de la loi.
7 Donc évidemment, les corps de police, c'est assez
8 évident, donc, à ce moment-là, pour ce qui est du
9 partage d'informations...

10 Q. [427] Dans cette liste-là, est-ce qu'il y en a qui
11 sont, à votre sens, pas des organismes...

12 R. Bien, le Conseil du trésor en est un qui est assez
13 évident, là.

14 Q. [428] Le Conseil du trésor n'est donc pas, à votre
15 sens, un organisme d'application de la loi au sens
16 de l'article 29?

17 R. Exact. Donc, par exemple, ça va minimiser le genre
18 d'informations qu'on va pouvoir partager avec le
19 Conseil du trésor. Tandis que par exemple, la SQ ou
20 l'Unité permanente anti-corruption, ça, il y a pas
21 de problème au niveau du partage d'informations à
22 ce moment-là.

23 Q. [429] Régie du bâtiment du Québec?

24 R. Régie du bâtiment du Québec, c'est un organisme qui
25 a certains pouvoirs réglementaires où il peut y

1 avoir des sanctions. Donc ça, je vous dirais que
2 c'est toujours un petit peu plus complexe parce que
3 bon, c'est pas... c'est pas une mise en application
4 pure de la loi, mais c'est proche. Donc
5 habituellement, ce qu'on fait dans ce genre de
6 situation-là, on va aller chercher un avis
7 juridique pour s'assurer que l'on peut partager
8 l'information sans qu'il y ait de répercussions
9 néfastes.

10 (12:09:39)

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Q. [430] Je m'excuse. Ce que vous dites, c'est que
13 l'article 29 permet, par exemple, à la GRC de
14 donner des informations à la Sûreté du Québec et à
15 UPAC?

16 R. Non. L'article 29 permet au Bureau de la
17 concurrence de partager des informations avec
18 d'autres agences de mise en application de la loi.

19 Q. [431] Fédérales?

20 R. Fédérales ou provinciales.

21 Q. [432] Parce que l'article 29 dit :

22 Il est interdit à quiconque exerce,
23 soit exercer des fonctions dans le
24 cadre de l'application ou de contrôle
25 d'application de la présente loi, de

1 communiquer ou de permettre que soit
2 communiquée à une autre personne sauf
3 à un organisme canadien chargé du
4 contrôle d'application.

5 Alors est-ce que vous interprétez que le Bureau de
6 la concurrence pourrait donner des informations à
7 la Sûreté du Québec ou à la Sûreté du... ou à
8 l'UPAC, par exemple?

9 R. Exactement, parce que c'est des agences de mise en
10 application canadiennes, même si elles sont au
11 Québec.

12 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

13 Q. [433] Donc ça veut dire c'est canadien, dans ce
14 sens-ci, pour vous, ça fait... comment dire...

15 R. C'est géographique.

16 Q. [434] C'est géographique, mais c'est par rapport au
17 reste du monde, là?

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Q. [435] Est-ce que l'ensemble du Bureau de la
20 concurrence partage votre opinion?

21 R. Je pense que oui.

22 Q. [436] O.K.

23 R. Est-ce que vous avez une information contraire?

24 Q. [437] Non, je... c'est moi qui pose les questions.

25 R. D'accord.

1 Q. [438] Incidemment, juste avant de... pour clore ce
2 sujet-là...

3 R. Oui.

4 Q. [439] ... le commissaire Lachance vous a demandé et
5 c'est l'engagement E-145, toute la documentation
6 liée à 90.1.

7 R. Oui.

8 Q. [440] Est-ce que ce serait possible qu'on mette un
9 terme, une date?

10 R. Hum, hum.

11 Q. [441] Celle qui vous convient, là, on veut pas...

12 R. Je vous dirais... je sais pas, c'est une bonne
13 question, mais peut-être quoi, vers la fin de la
14 semaine prochaine? Est-ce que ça vous irait?

15 Q. [442] Ah oui, deux semaines, si vous... ou trois
16 semaines, si vous voulez?

17 R. Bien deux semaines, ça devrait être suffisant.

18 Q. [443] Parfait. Donc, d'ici le... le... disons le
19 premier (1er) novembre? Ça vous va?

20 R. C'est bon. Parfait. Merci.

21 Q. [444] Merci.

22 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

23 Q. [445] Donc, vous fournissez des renseignements aux
24 agences d'application de la loi. Là, j'ai pas vu
25 Revenu... le ministère du Revenu, ça fait partie

1 des... des organismes en question?

2 R. Oui. Oui. Autant au fédéral qu'au Québec, oui.

3 Q. [446] Parfait. Bon. Prenons-les, les organismes, en
4 tout cas, au moins quelques-uns, là. L'UPAC,
5 justement, la teneur de la collaboration avec
6 l'UPAC, en principe, c'est quoi?

7 R. En principe, c'est collaboration sur les enquêtes
8 où il y a des éléments, par exemple, de truchage
9 d'offres ou de fixation de prix. Alors,
10 dépendamment des dossiers, on va avoir une
11 ressource qui va être intégrée à l'intérieur de
12 l'organisation.

13 Q. [447] Donc, quelqu'un qui est dépêché au sein de
14 l'équipe?

15 R. Par exemple, oui. Ou si, par exemple, ça devient
16 une période plus calme, bien cette ressource-là
17 sera... sera de retour chez nous.

18 Q. [448] Si on prend le projet Grattoir, là, je pense,
19 qui est judiciaire en partie, là, est-ce que
20 c'était le cas dans ce cas-ci parce que...

21 R. Oui, dans le cas de Grattoir, nous avons une
22 ressource qui était sur place, oui. Et l'enquête a
23 été menée de façon conjointe.

24 Q. [449] Et là, vous, est-ce que vos agents se
25 concentrent sur des dispositions... sur 45, 47,

1 quand ils enquêtent?

2 R. Exactement, oui.

3 Q. [450] O.K.

4 R. Mais ils font quand même partie de l'équipe
5 d'enquête générale de l'UPAC.

6 Q. [451] O.K. Donc, il y a pas d'employés dépêchés
7 auprès de l'UPAC de façon permanente, si on peut
8 dire.

9 R. Non.

10 Q. [452] C'est vous qui continuez à les payer pendant
11 ce temps-là?

12 R. Pardon?

13 Q. [453] C'est vous qui... ça reste des employés du
14 Bureau de la concurrence.

15 R. Oui, oui, c'est une ressource du Bureau.

16 Q. [454] C'est pas sous une forme...

17 R. Oui.

18 Q. [455] Est-ce que vous demandez de l'aide de l'UPAC
19 aussi parfois?

20 R. Oui, certainement.

21 Q. [456] Dans quel contexte?

22 R. Ça peut être, par exemple, si on a un dossier qui
23 est développé, on a besoin d'un coup de main sur
24 les perquisitions, par exemple. Donc, autant au
25 niveau sécuritaire que de donner un peu de main-

1 d'oeuvre pour s'assurer que les perquisitions se
2 déroulent rondement. Ça peut être également partage
3 d'informations. Si on a besoin de quelque chose, ou
4 on sait qu'ils sont en possession de quelque chose,
5 ou on se doute qu'ils l'ont, il va y avoir des
6 contacts à ce niveau-là. Je dirais que ça serait à
7 peu près les deux raisons majeures.

8 Q. [457] Bon. C'est assez... il y a eu des témoignages
9 qui ont eu lieu...

10 R. Oui.

11 Q. [458] ... récemment, y compris des témoignages de
12 représentants de l'UPAC.

13 R. Hum, hum.

14 Q. [459] Cette collaboration-là, disons, elle a subi
15 quelques contre... quelques, disons, soubresauts,
16 heurts...

17 R. (inaudible). Oui.

18 Q. [460] Oui. Il y a eu des représentations qui ont
19 été faites à ce sujet-là...

20 R. Hum, hum.

21 Q. [461] ... par monsieur Lafrenière. Vous en avez
22 pris connaissance?

23 R. Oui.

24 Q. [462] J'aimerais vous entendre un peu là-dessus,
25 sur l'état de la collaboration puis qu'est-ce qui

1 se passe entre le Bureau de la concurrence et
2 l'UPAC.

3 R. Bien, je vous dirais qu'au niveau de la
4 collaboration... très bonne collaboration entre les
5 équipes d'enquête, autant de chez nous que chez
6 eux. Au niveau du partage d'information, ça va très
7 bien. Et votre question fait référence à quoi
8 exactement dans le témoignage de monsieur
9 Lafrenière?

10 Q. [463] Bien, si je vous cite, par exemple, un
11 extrait du seize (16) septembre deux mille quatorze
12 (2014), monsieur Lafrenière nous dit, grosso modo,
13 que désormais :

14 On va donner tout ce qu'on a comme
15 renseignement, mais seulement à la fin
16 d'une enquête au Bureau de la
17 concurrence pour qu'ils puissent agir
18 dans leur sphère d'activités mais, au
19 départ, pour bien [...] orienter nos
20 éléments de preuve avec quelqu'un qui
21 nous aiderait [...] pour ne pas [...]
22 condamner... contaminer - pardon - ce
23 collaborateur...

24 On donne rien. C'est un peu ça le résumé.

25 R. O.K. Bien, c'est le choix de l'UPAC.

1 Q. [464] Je comprends.

2 R. Moi, je peux rien y faire.

3 Q. [465] Donc, ce que vous dites, c'est que l'UPAC a
4 décidé de cesser de vous tenir au courant au jour
5 le jour, si on peut dire.

6 R. C'est ce que je comprends.

7 Q. [466] C'est ce que vous comprenez du témoignage
8 de...

9 R. Oui.

10 Q. [467] Et vous avez aucune idée pourquoi ça s'est
11 produit?

12 R. Bien, moi, je vous dirais que, à un certain moment
13 donné... monsieur Lafrenière y a fait référence, où
14 il y a eu, par exemple, un dossier où l'enquête du
15 Bureau était très avancée, celle de l'UPAC
16 également et où on a eu une partie qui a décidé de
17 venir collaborer avec le Bureau en vertu du
18 programme d'immunité. Alors, il y a eu beaucoup de
19 discussions avec l'UPAC à ce niveau-là, pour
20 s'assurer qu'il y ait pas d'imbroglio, si on peut
21 l'appeler comme ça, si on peut le qualifier de
22 cette façon-là. Et, alors, à un moment donné, du
23 côté du Bureau, on a décidé d'accorder l'immunité à
24 cette partie, à cette compagnie et, évidemment, les
25 individus qui viennent avec cette entreprise-là. Et

1 ce que j'ai pas compris, par exemple, du témoignage
2 de monsieur Lafrenière, c'est qu'il semblait faire
3 référence à avoir perdu un témoin. Ça, je dois vous
4 avouer que j'ai pas trop compris. Ce que je
5 comprends... Pardon, on va l'enlever. Ce que je
6 comprends, quand on offre l'immunité comme ça,
7 c'est qu'on gagne un témoin, on n'en perd pas un.
8 On perd une cible.

9 Q. [468] Hum, hum.

10 R. D'accord? Donc... donc, ce que je comprends, c'est
11 qu'à la suite de ça, il y a peut-être eu une
12 certaine friction entre le Bureau et l'UPAC.

13 Q. [469] Est-ce que vous avez été personnellement
14 impliqué dans ces échanges?

15 R. Certains de ces échanges, oui.

16 Q. [470] Parce que si je vous suggère que le problème,
17 c'est que... bon, oui, effectivement, vous avez
18 raison peut-être sur la question de savoir si c'est
19 plutôt une cible qui a été perdue...

20 R. Bien, peut-être ou...

21 Q. [471] ... qu'un témoin.

22 R. Oui. Ah, O.K., oui.

23 Q. [472] Mais la décision d'accorder l'immunité à cet
24 individu a été prise alors que vous sachiez...
25 saviez, pardon, qu'il constituait une cible pour

1 l'UPAC et la Sûreté du Québec.

2 R. Oui.

3 Q. [473] Bon. Donc, c'est un choix conscient et
4 délibéré de la part du Bureau de la concurrence...

5 R. Et avec... il faut... il faut s'entendre sur une
6 chose, par exemple. Il y a eu des discussions
7 pendant plusieurs mois, alors c'était pas une
8 surprise pour personne. D'accord? Donc, à un moment
9 donné, il faut que notre enquête avance et la
10 décision a été prise.

11 Q. [474] Donc, ce que vous dites c'est qu'il y avait
12 un désaccord, au départ, sur...

13 R. Non, je vous dirais pas qu'il y avait un désaccord;
14 je vous dirais que je suis pas certain que, lors de
15 ces discussions-là, qu'il y a vraiment eu une très
16 bonne compréhension de ce qui s'en venait. C'est
17 des choses qui ont été corrigées par la suite, pour
18 s'assurer que ce genre de... d'imbroglio-là ne se
19 passe plus.

20 Q. [475] Mais...

21 (12:18:24)

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. [476] Alors, je comprends que c'était un choix
24 stratégique dans le cadre de votre discrétion, en
25 examinant l'ensemble du dossier, de décider quelle

1 orientation devait suivre le dossier?

2 R. Exactement. Mais, en même temps, il faut toujours
3 se souvenir, le Bureau recommande l'immunité et le
4 service des poursuites pénales du Canada accorde
5 l'immunité.

6 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

7 Q. [477] Mais est-ce que le service des poursuites
8 pénales du Canada accorde sans recommandation?

9 R. En vertu du programme d'immunité, non.

10 Q. [478] Donc... C'est que j'essayais de voir le... le
11 point que vous vouliez faire, là, parce que, moi,
12 la question que je me pose c'est : Est-ce qu'à un
13 moment donné... là il y a eu des discussions, c'est
14 donc dire que, vous, vouliez accorder l'immunité,
15 que, de ce que je comprends, l'UPAC était pas
16 d'accord avec ça?

17 R. D'accord ou pas, c'est un grand... c'est un grand
18 mot, là. Il y avait des discussions qui étaient, je
19 vous avouer, très cordiales, là, il y avait pas
20 de... il y avait pas d'animosité ou quoi que ce
21 soit à ce niveau-là.

22 Q. [479] Donc, l'un avait son plan, l'autre avait le
23 sien.

24 R. Exact.

25 Q. [480] Bon. Les deux plans étaient conflictuels?

1 R. Potentiellement, oui.

2 Q. [481] En tout cas, du point de vue de la
3 possibilité d'arrêter...

4 R. Hum hum.

5 Q. [482] Quel genre de... Puis là on verra peut-être
6 un petit peu plus de détails plus tard, mais quel
7 genre d'immunité a été consentie ou promise à la
8 personne en question?

9 R. C'est que c'est... il faut attention, c'est une
10 enquête qui est en cours, là...

11 Q. [483] Oui, exact.

12 R. ... donc, j'irai pas trop loin. Mais le type
13 d'immunité qui... qui est accordée à... dans ce
14 cas-ci c'est une entreprise, évidemment, les
15 individus qui sont couverts, qui sont sous cette
16 entreprise-là sont couverts par la même immunité.
17 Donc, c'est une immunité en vertu de l'article 45
18 et 47 de la Loi sur la concurrence, si je me
19 souviens bien, là. Et également il y a... il y a ce
20 qu'on peut appeler, dans le jargon, ce qui est une
21 immunité transactionnelle. O.K. Donc, ce que ça
22 veut dire, c'est si la transaction pénale,
23 d'accord? Donc, on parle de l'article 47, par
24 exemple. Si... Parce qu'on veut s'assurer, dans le
25 fond, que la personne qui va venir nous donner un

1 témoignage, nous livrer ses informations, nous
2 donne toute l'histoire. Donc, je peux l'immuniser,
3 par exemple, sur l'article 47, mais si cette
4 personne-là, partie de cette infraction-là, a fait
5 d'autres infractions, mais c'est inclus dans la
6 transaction collusionnaire, si on veut, je me dois
7 de l'immuniser pour cette transaction-là complète.

8 Q. [484] O.K.

9 R. Est-ce que c'est clair ou... Parce que si cette
10 personne-là vient me donner son histoire à moitié
11 parce qu'il n'est pas couvert pour l'autre côté de
12 la transaction pénale, je me ramasse avec une
13 moitié d'histoire. Ce qui est pas excellent
14 lorsqu'on s'en va devant le tribunal.

15 Q. [485] Mais ça se limite à ce qui est prévu à la Loi
16 sur la concurrence.

17 R. Loi sur la concurrence...

18 Q. [486] Il y a pas d'immunité des poursuites en vertu
19 d'autres législations.

20 R. C'est ça. Mais il faut faire...

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Q. [487] D'ailleurs, est-ce qu'il ne doit pas... est-
23 ce qu'il n'a pas la possibilité d'obtenir
24 l'immunité à condition qu'il révèle tout ce qu'il
25 sait?

1 R. Exact. Ça fait partie du programme d'immunité.

2 Exactement.

3 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

4 Q. [488] Est-ce que vous aviez, à un moment ou un
5 autre, indiqué clairement au Bureau de la... à la
6 Sûreté du Québec que vous n'offririez pas cette
7 immunité en question?

8 R. Non.

9 Q. [489] Ce qui expliquerait que ce soit venu comme
10 une surprise plus tard.

11 R. Non.

12 Q. [490] Il y a à aucun moment des représentations qui
13 ont été faites à la Sûreté du Québec ou à l'UPAC
14 selon laquelle : « D'accord, soit, on n'accorde
15 pas... »

16 R. Non, on voulait arriver à une entente puis, à un
17 moment donné, il y a eu... il y a eu une discussion
18 où on semblait nous avoir donné la lumière verte
19 puis on a continué. Donc, on a fait ce qu'on... ce
20 qu'on avait à faire.

21 Q. [491] Et donc, peut-être que finalement il y
22 avait... cette lumière verte était peut-être pas
23 aussi verte que ça du point de vue de celui dont...
24 qui était censé l'avoir donnée?

25 R. C'est peut-être, il y a peut-être eu un problème de

1 communication à ce niveau-là. C'est possible.

2 Q. [492] Clairement. L'immunité donc, c'est ça, elle
3 est limitée aux infractions prévues à la Loi sur la
4 concurrence. Est-ce qu'il y a déjà eu une époque où
5 on donnait plus... en tout cas, au moins on
6 indiquait que ça couvrait plus que ça?

7 R. Bien, je viens de vous dire, dans ce cas d'immunité
8 là, on a couvert un peu plus. C'est comme madame la
9 présidente l'a mentionné, dans le programme
10 d'immunité, on se doit de divulguer toutes les
11 infractions. Donc, il est très...

12 Q. [493] Mais ça reflète la juridiction de la Loi sur
13 la concurrence, c'est ce que je veux dire?

14 R. Exactement. Oui.

15 Q. [494] Mais moi, je parle d'autres instruments. Est-
16 ce qu'il y a déjà eu des... ou est-ce que la façon
17 de présenter l'immunité aurait pu mener certaines
18 personnes à penser que... je vous dis ça parce que
19 dans la suite de son témoignage, monsieur
20 Lafrenière dit qu'il y a... le témoin en question
21 ou la personne en question, après ça, a cessé de
22 collaborer aussi et a refusé de témoigner.

23 R. Bien ça... ça, je suis pas certain qu'on parle de
24 la même personne.

25 Q. [495] On parlerait d'autre chose?

1 R. Peut-être, mais ça, je suis pas au courant de ça.

2 Q. [496] Parce que madame la Présidente et monsieur
3 Lafrenière ont eu un échange, là, et ce que ça dit
4 ici, là, la ligne... la question 306 :

5 Q. Donc, l'individu il a choisi
6 d'aller collaborer avec le BCC, c'est
7 ça?

8 R. Exactement, en ayant l'immunité
9 complète. Donc, pour la Couronne, pour
10 le DPCP, c'était un témoin qui n'était
11 plus fiable. On avait d'autres
12 éléments avec lesquels on pouvait
13 travailler, ça a pas mis en péril le
14 dossier, on a réussi à le faire, mais
15 c'est ce qu'on a vécu donc on a dit :
16 « On a un petit problème à cet égard-
17 là, il faut travailler différemment. »
18 Alors je comprends [...]

19 Dit Maître Lebel,

20 Q. [...] que le fait que le BCC
21 passait avant, si on veut, dans ces
22 dossiers-là, accordait l'immunité,
23 venait, à toutes fins pratiques,
24 court-circuiter l'usage de ce témoin-
25 là pour vous.

1 R. Exactement.

2 R. Mais moi, je dois vous avouer que j'ai de la
3 difficulté à comprendre pourquoi ce témoin-là ne
4 serait plus crédible. Et il y aurait un problème de
5 crédibilité, je comprends pas.

6 Q. [497] Donc, ce que vous suggérez, c'est qu'il y a
7 pas de lien entre les deux parties?

8 R. Je dois vous avouer, j'ai vraiment une
9 incompréhension, là, je vois pas pourquoi ça
10 causerait un problème.

11 Q. [498] Monsieur Lafrenière a ajouté plus loin qu'au
12 niveau du Bureau de la concurrence, si je comprends
13 bien, on a déjà eu... que c'est gens-là étaient au
14 niveau du SEC, donc le Bureau de la concurrence
15 siégeait au niveau du SEC et qu'il n'y a plus de
16 présence du Bureau de la concurrence au sein du SEC
17 au moment où on se parle?

18 R. Oui, pour l'instant, c'est vrai.

19 Q. [499] C'est vrai? Donc, on a mis fin à une
20 collaboration. Tout à l'heure, là, on a décrit un
21 peu la collaboration avec l'UPAC, là, c'est quoi
22 le... le SEC puis c'est quoi la nature de la
23 collaboration qui existait?

24 R. Le SEC, le SEC c'est... c'est quelque chose qui...
25 c'est une organisation qui est un petit peu plus

1 large que l'UPAC, là, qui comprend... qui comprend
2 d'autres... d'autres organismes et je vous dirais
3 que « siège » est peut-être un... un grand terme,
4 là. Nous, notre... au Bureau de la concurrence, ce
5 dont on parle quand on parle de siéger en quelque
6 part, c'est qu'on a une ressource qui est là sur
7 place. Alors, dépendamment des dossiers qui sont
8 actifs, soit qu'on est impliqué ou qu'on l'est pas.

9 Q. [500] O.K. Mais de façon standard, comme vous
10 disiez tout à l'heure, vous n'êtes pas là en
11 permanence?

12 R. On n'est pas là en permanence.

13 Q. [501] Et là, pour l'instant, en ce qui concerne le
14 SEC, vous n'êtes plus là du tout?

15 R. Non.

16 Q. [502] Et ça semble être une mesure qui fait suite
17 au désaccord dont on a parlé initialement?

18 R. De la part du Bureau? Non.

19 Q. [503] Non, non, bien sûr que non, mais dans la
20 mesure où temporellement...

21 R. Peut-être mais...

22 Q. [504] ... mais temporellement...

23 R. ... ça nous a pas été communiqué.

24 Q. [505] Est-ce que ça coïncide temporellement?

25 R. Je vous dirais que probablement, oui.

1 Q. [506] Est-ce que vous voyez des obstacles? Parce
2 que là, je comprends qu'en dehors du problème dont
3 on verra peut-être les tenants et aboutissants un
4 peu plus tard sur la question de l'immunité, là,
5 mais est-ce qu'il y a des obstacles à cette
6 collaboration-là, là, que vous identifiez, là, les
7 problèmes qui font que cette collaboration pourrait
8 être plus ou moins bonne entre... pas juste l'UPAC,
9 là, mais généralement, les organismes
10 d'applications de la loi et le BCC?

11 R. Bien en tout cas, peut-être pour... pour résumer
12 ça, là, le Bureau de la concurrence est toujours
13 prêt à collaborer avec toutes les agences de mise
14 en application lorsque c'est approprié, d'abord.
15 Est-ce qu'il y a des obstacles? Il est certain que
16 l'article 29 peut être un obstacle, on va
17 s'entendre, avec certaines... certains organismes
18 de mise en application de la loi ou dépendamment
19 comment ils sont caractérisés, là. Et il demeure
20 que je vous dirais qu'en termes d'obstacle, ce qui
21 est important pour le Bureau, c'est que la
22 collaboration se fasse des deux façons. Donc,
23 autant de nous vers un autre organisme que de
24 l'autre organisme vers nous.

25 Q. [507] Et avec, disons le Conseil du trésor, l'AMF,

1 ce genre d'organisation-là, est-ce qu'il y a une
2 collaboration qui s'est installée?

3 R. Il y a une collaboration qui s'est installée, même
4 de très bons rapports. Donc évidemment, dans la
5 limite du possible, il y a une collaboration. Il va
6 y avoir... je dirais pas un partage de preuves ou
7 ce genre de chose-là, mais il peut y avoir, par
8 exemple, pour s'assurer que le Conseil du trésor
9 est bien au courant des... du type d'accusations
10 qui ont été déposées et des dossiers qui sont
11 devant les tribunaux, par exemple, pour s'assurer
12 que tout le monde soit bien au courant de... de ce
13 qui se passe dans... dans l'environnement, par
14 exemple.

15 Même chose au niveau de la vérification, le
16 volet AMF de l'UPAC, donc en contact assez
17 fréquent, là, sur des... certaines informations qui
18 peuvent être partagées, qui sont du domaine public.
19 Juste pour s'assurer que tout le monde est bien au
20 courant d'où on est rendu dans tel et tel dossier.

21 Q. [508] Donc, vous...

22 R. ... qui sont publics.

23 Q. [509] O.K. Donc, vous ne confiez pas d'information
24 à l'AMF qui serait dans vos dossiers...

25 R. Non.

1 Q. [510] ... qui serait pas, par ailleurs...

2 R. Non. Parce que c'est vraiment...

3 Q. [511] Si c'est su domaine public, c'est de
4 l'information, par ailleurs, que l'AMF pourrait
5 trouver toute seule.

6 R. Pourrait trouver, mais parfois, comme vous le savez
7 d'expérience, c'est pas nécessairement facile
8 parfois de trouver certaines choses.

9 Q. [512] Sur le site du BCC, vous voulez dire?

10 R. Sur le site du BCC ou sur, par exemple, au
11 plumitif, lorsqu'on regarde, par exemple, les
12 dossiers de cour, parfois c'est pas nécessairement
13 évident où on est rendu dans tel ou tel... tel
14 dossier.

15 Q. [513] Donc, il y a pas... il y a pas... c'est de
16 l'orientation mais il y a pas d'information
17 particulièrement privilégiée qui est confiée à ces
18 organismes-là.

19 R. Pas à ces deux organismes-là, non.

20 Q. [514] La Régie du bâtiment du Québec, là, vous avez
21 expliqué tout à l'heure un peu que, parce que
22 c'était un peu zone grise pour vous...

23 R. Oui.

24 Q. [515] ... vous demandiez un avis juridique à la
25 pièce. Donc, à chaque fois, avant d'envoyer quelque

1 chose, vous vérifiez si vous pouvez?

2 R. Pas à chaque fois, on s'entend, mais si, par
3 exemple...

4 Q. [516] (Inaudible) une petite catégorie
5 d'information, peut-être?

6 R. Exactement.

7 Q. [517] O.K. Qu'est-ce que... qu'est-ce qui est
8 transmis pour l'instant?

9 R. Pour l'instant, je vous dirais que c'est beaucoup
10 plus de l'information qui vient de la Régie du
11 bâtiment vers nous présentement, qu'est-ce qui est
12 transmis, que nous vers la Régie du bâtiment.

13 Q. [518] O.K. Donc, c'est une collaboration de la RBQ
14 avec le BCC, pas...

15 R. Pas de l'autre côté...

16 Q. [519] ... du BBC avec la RBQ.

17 R. ... mais en même temps il y a pas vraiment de
18 nécessité à ce point-ci pour... à ce niveau-là.

19 Q. [520] Vous les avisez quand il y a des
20 condamnations?

21 R. Oui.

22 Q. [521] O.K. Donc, au minimum...

23 R. Oui.

24 Q. [522] ... s'ils doivent suspendre une licence...

25 R. Ils vont...

1 Q. [523] Ils sont avisés...

2 R. ... ils vont recevoir le jugement.

3 Q. [524] ... par vous?

4 R. Oui.

5 Q. [525] Vous avez pas de protocole spécifique

6 d'établi avec eux?

7 R. Non. Non.

8 Q. [526] Mais vous avez des protocoles établis avec

9 certains organismes. Vous avez développé des

10 accords-cadres, si on peut dire, pour...

11 R. Oui, ce qu'on appelle...

12 Q. [527] ... pour la collaboration.

13 R. ... des protocoles d'entente, par exemple. Oui.

14 Q. [528] Avec qui vous avez développé ça jusqu'à

15 maintenant?

16 R. Présentement, on a développé... puis toujours de

17 mémoire, je pense que vous en avez un comme pièce,

18 il y a avec Travaux publics Canada, le ministère

19 des Travaux publics. On a tenté avec soit la SQ ou

20 l'UPAC de le faire. Malheureusement, l'invitation a

21 été lancée par le Bureau et restée... et restée

22 lettre morte.

23 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

24 Q. [529] Justement là-dessus...

25 R. Oui.

1 Q. [530] ... parce que, dans les faits, on voit que
2 l'incident - parce qu'on peut dire que c'est un
3 incident - a quand même laissé des dommages, là.

4 R. Hum, hum.

5 Q. [531] Puis, vous savez que... ce qui réduit la
6 probabilité de détecter des cas, des cas
7 frauduleux, essentiellement.

8 R. Oui.

9 Q. [532] Est-ce qu'en bout de piste, il y a pas, dans
10 le fond, une espèce de bilan à faire, peut-être un
11 petit mea culpa parce que ça m'apparaît peut-être
12 un peu... que c'est un peu... Parce que dans les
13 faits, est-ce que je comprends que l'UPAC
14 maintenant va faire toutes ses enquêtes, va rien
15 vous dire, puis va, juste la veille de déposer des
16 accusations, va vous transférer le dossier parce
17 qu'elle veut certainement pas perdre des
18 accusations parce que vous, vous pouvez peut-être
19 donner l'immunité? C'est un peu ça qui a pu se
20 passer dans dossier-là, si je comprends bien.

21 R. Hum, hum.

22 Q. [533] Mais là, on peut pas en rester là, de toute
23 évidence, ça a laissé des séquelles. Est-ce qu'il y
24 a pas de votre côté un certain examen à faire de la
25 décision, justement, d'avoir accordé l'immunité

1 alors que l'UPAC s'apprêtait peut-être, elle, de
2 son côté à porter des accusations? Est-ce qu'il y a
3 pas quelque chose que vous devriez faire un peu?
4 Une analyse? Parce que là, dans les faits, on perd
5 au change. Vous... on vient tous de réduire la
6 probabilité de détecter des actes frauduleux.

7 R. Il y peut-être...

8 Q. [534] Est-ce qu'il y a pas un bilan qui a été fait
9 dans votre organisation...

10 R. Peut-être la façon de répondre à...

11 Q. [535] ... de cette expérience-là?

12 R. ... cette question-là, pour pouvoir faire un bilan
13 de cette façon-là, il faut être capable de se
14 parler.

15 Q. [536] Et là, vous êtes pas capables de vous parler
16 trop, trop, si je comprends bien.

17 R. Pour l'instant, il y a pas beaucoup de dialogue.

18 Q. [537] Mais est-ce que ça veut dire que si vous vous
19 parliez, vous seriez prêt à reconnaître un certain
20 blâme dans le dossier? Ou bien... Parce que là, il
21 faut...

22 R. Bien, est-ce que c'est vraiment une question de
23 blâme? Ou c'est vraiment une question de...

24 Q. [538] Un certain tort.

25 R. Moi, je pense que, en bout de ligne, oui, il faut

1 faire très attention à... Il est clair qu'on peut
2 améliorer la communication, mais encore là, il faut
3 qu'il y ait des lignes de communication qui soient
4 établies et qui soient très claires, à savoir qui
5 peut prendre telle ou telle décision, et c'est le
6 but de ce genre de protocole d'entente-là. Et,
7 malheureusement, bien, pour faire une analogie,
8 moi, je suis seul sur le plancher de danse
9 présentement.

10 Q. [539] Donc, vous êtes d'accord avec moi que,
11 présentement, il y a quand même un petit froid qui
12 réduit la probabilité de détecter certains...
13 certains cas. Et il faut éventuellement qu'il y ait
14 une solution (inaudible).

15 R. Pour la détection, c'est une chose, pour la
16 collaboration, c'en est peut-être une autre.

17 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

18 Q. [540] Est-ce que c'est un facteur le fait que vous
19 soyez pas vous-même un organe policier? Est-ce que
20 c'est un élément? Culturellement?

21 R. Bien, c'est sûr qu'il y a une culture différente,
22 mais je pense qu'on est tous des gens qui sont
23 intelligents. On est capable de discuter et de voir
24 comment on peut collaborer et de le faire de la
25 meilleure façon.

1 Q. [541] O.K. Mais...

2 R. Ça, c'est clair.

3 Q. [542] Donc, quand vous dites, il y a - puis là,
4 j'ai peut-être été très simpliste en disant ça
5 mais - vous dites que culturellement, il y a... ça
6 fait... la collaboration avec des organes qui ont
7 des cultures différentes, ça facilite pas les
8 choses, si je comprends bien, dans les
9 communications.

10 R. Ça... ça, c'est clair parce qu'on a des façons
11 de... des façons de faire qui sont un peu
12 différentes, donc tout de suite en partant, ça peut
13 créer certains... certaines inquiétudes. Et je vous
14 dirais que, en bout de ligne, comme je l'ai...
15 comme je l'ai répété, je pense, à plusieurs
16 reprises, le Bureau de la concurrence est toujours
17 prêt à collaborer.

18 Q. [543] La GRC...

19 R. Oui.

20 Q. [544] ... vous l'avez mise là, ça, la
21 collaboration, juste brièvement.

22 R. Collaboration, bien, on est en... on est en train
23 de faire... on est en plein milieu de l'élaboration
24 d'un protocole d'entente avec la GRC, mais je vous
25 dirais que la collaboration avec la GRC se passe

1 très bien, donc il y a pas de... il y a pas de
2 problème au niveau de l'échange d'informations
3 lorsque c'est nécessaire ou consultation lorsqu'il
4 y a potentiellement des conflits sur des dossiers.

5 Q. [545] Pour un peu être dans la même ligne de ce que
6 monsieur le commissaire Lachance discutait avec
7 vous en ce qui concerne les dangers que cette...
8 cette disons perte de confiance mutuelle ou
9 cette...

10 R. Hum, hum.

11 Q. [546] ... cette rupture du lien, le MTQ semble
12 indiquer, là, dans son témoignage... dans le
13 témoignage de madame Noël il y a quelques...
14 quelques jours, là, que désormais leur tendance
15 quand ils ont des indices ou des problèmes de
16 collusion ce ne sont... ce n'est plus de vous
17 envoyer à vous l'information, mais de l'envoyer à
18 l'UPAC. Est-ce que vous n'y voyez pas là un
19 incitatif additionnel à essayer de réparer ce qui
20 est... ce qui est censé être brisé?

21 R. C'est clair que... que l'information qui est
22 transmise à l'UPAC, par exemple, du ministère des
23 Transports est très importante pour le Bureau de la
24 concurrence, ça, c'est clair. Est-ce que c'est un
25 incitatif? Certainement. On va également redoubler

1 d'efforts auprès du... du ministère des Transports
2 pour pouvoir s'assurer que l'information qui nous
3 concerne nous soit transmise.

4 Q. [547] Vous avez glissé un mot, là, puis vous m'avez
5 rappelé que, dans les pièces, on a quelque chose.
6 Au niveau de l'onglet 5, Madame Blanchette, peut-
7 être qu'on pourra clore au 1'heure du...

8 LA GREFFIÈRE :
9 Vous le produisez?

10 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :
11 Oui, oui, Monsieur.

12
13 LA GREFFIÈRE :
14 2135.

15 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :
16 Et je produis également l'onglet 6.

17 LA GREFFIÈRE :
18 2136.

19
20 216P-2135 : Protocole d'entente entre le BCC et le
21 ministère des Travaux Publics et des
22 services gouvernementaux concernant la
23 prévention, la détection, le
24 signalement et les enquête en matière
25 d'activité collusoire éventuelle

1

2 216P-2136 : Protocole d'entente entre
3 l'administrateur de la surveillance du
4 marché de l'Alberta et le commissaire
5 de la concurrence du Bureau de la
6 concurrence

7

8 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

9 Q. [548] 2135 et 2136 sont donc deux exemples de
10 protocoles d'entente intervenus entre le Bureau de
11 la concurrence et, dans un cas, Travaux publics
12 Canada.

13 R. Hum, hum. Oui.

14 Q. [549] Et dans le deuxième cas, l'administrateur de
15 la surveillance du marché de l'Alberta, donc...
16 et... donc un organe provincial, c'est ça?

17 R. C'est ça, exactement, qui s'occupe particulièrement
18 de l'énergie.

19 Q. [550] Parfait.

20 R. Parce qu'ils ont... ils ont un marché libre, c'est
21 pas comme... comme au Québec, là, avec Hydro-Québec
22 par exemple.

23 Q. [551] O.K. Et ces protocoles... ces deux
24 protocoles-là, il y en a un qui est donc fédéral-
25 provincial, prévoient des communications justement

1 avec des organes...

2 R. Des organismes, oui.

3 Q. [552] Des organismes. Pardon.

4 R. Oui.

5 Q. [553] Qui sont, dans une certaine mesure, pas
6 chargés, là, de l'application de la loi.

7 R. Non, exactement. Donc, quand vous regardez par
8 exemple le ministère des Travaux Publics et
9 Services Gouvernementaux, alors c'est le donneur
10 d'ouvrage du gouvernement fédéral.

11 Q. [554] Oui.

12 R. Donc, il était très important, c'est un partenaire
13 important pour le Bureau de la concurrence, donc on
14 veut s'assurer qu'il y a des lignes de
15 communication pour... qui sont bien établies pour
16 s'assurer qu'il y ait pas d'imbroglio, que
17 l'information soit transmise lorsque c'est
18 approprié, tant sur, par exemple...

19 Dans le fond, le protocole d'entente avec
20 Travaux Publics a deux volets, donc il y a le volet
21 transmission d'informations de Travaux Publics vers
22 le bureau et également lorsqu'appropriées,
23 certaines informations peuvent être transférées à
24 Travaux Publics lorsque la loi nous le permet. Et
25 également tout ce qui est activité de... de

1 sensibilisation et d'éducation des employés, donc
2 pour s'assurer que les... que les employés de
3 Travaux Publics soient bien au fait de ce que c'est
4 le truquage des offres et de comment le détecter.
5 Alors, c'est... c'est très important à ce niveau-
6 là.

7 Q. [555] Et par rapport à ce que la loi prévoit au
8 départ, qu'est-ce qui est important en plus
9 spécifiquement dans ce document-là?

10 R. Bien, ce qui est important en plus vraiment, c'est
11 de s'assurer que la transmission d'information se
12 fait par les canaux appropriés. Donc s'assurer que
13 à Travaux Publics, lorsque l'information vient vers
14 le Bureau, que ce soit fait de façon correcte,
15 qu'on obtienne l'information dont on a besoin sans
16 faire toutes sortes de recherches. Parce qu'on va
17 s'entendre, là, le ministère des Travaux Publics,
18 c'est un très gros ministère. Donc on veut
19 s'assurer que, un, les employés de Travaux Publics
20 comprennent bien quel est le canal approprié pour
21 transmettre de l'information au Bureau...

22 Q. [556] O.K.

23 R. ... pour pas que ça arrive d'un peu partout.

24 Q. [557] Et au niveau de l'Alberta, est-ce que
25 l'Alberta vous confie, à ce moment-là, cette agence

1 vous confie, autrement dit, de l'information
2 additionnelle ou une responsabilité accrue par
3 rapport à une certaine surveillance ou...

4 R. Bien, je vous dirais qu'il y a le volet
5 sensibilisation encore...

6 Q. [558] O.K.

7 R. ... qui est importante. Puis c'est, encore une
8 fois, s'assurer d'avoir les canaux de communication
9 qui sont ouverts pour que l'information soit
10 transmise de façon appropriée.

11 Q. [559] Et sur l'échange de renseignements
12 pertinents, par contre, là, je ne comprends pas,
13 qu'on trouve à la deuxième page, au petit point c),
14 là, on peut pas comprendre de ça que ça permet de
15 contourner 29 en tant que tel. Vous êtes quand
16 même...

17 R. Non.

18 Q. [560] ... lié, donc il y a pas vraiment... En ce
19 qui concerne les échanges de renseignements...

20 R. Non.

21 Q. [561] ... on prévoit simplement un canal...

22 R. Exactement. Parce qu'un protocole d'entente, ça a
23 pas force de loi, on s'entend?

24 Q. [562] On s'entend.

25 R. Donc, c'est vraiment une façon de s'assurer que les

1 canaux de communications soient bien établis et
2 qu'il y ait pas d'imbroglio.

3 Q. [563] D'accord. Donc, il y a une entente sur...

4 R. Exactement.

5 Q. [564] ... le flot que... qui doit être maintenu.

6 R. Exactement.

7 Q. [565] Madame la Présidente, je pense qu'à ce
8 moment-ci, on peut... à moins de changer de sujet.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Bon appétit.

11 R. O.K. Merci.

12 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

13 REPRISE DE L'AUDIENCE

14 (14:03:12)

15 LA GREFFIÈRE :

16 Maître Pierre-Yves Guay, vous êtes sous le même
17 serment.

18 R. D'accord.

19 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

20 Q. [566] Bon après-midi, Maître Guay. Madame
21 Blanchette, si on peut réafficher la diapositive
22 numéro 12... excusez-moi, non, c'est la 13. Bon.
23 J'ai compris du... des explications que vous avez
24 données sur la nature de vos activités qu'il y
25 avait un caractère transfrontalier assez important,

1 donc...

2 R. Oui.

3 Q. [567] Vous avez aussi des collaborateurs
4 internationaux.

5 R. Exact.

6 Q. [568] Sans nécessairement entrer dans le détail,
7 cette coopération est efficace?

8 R. Efficace, ça fonctionne très bien, partage
9 d'informations lorsque... lorsque nécessaire ou
10 approprié. Puis vous les avez sur la diapositive,
11 là, nos partenaires principaux, donc le US DOJ ou
12 le département... Department of Justice aux États-
13 Unis, le Fair Trade Commission, la Commission
14 européenne, l'Autorité du Royaume-Uni et également
15 les Autorités australiennes.

16 Q. [569] Est-ce que vous diriez que des fois peut-être
17 elle est peut-être meilleur qu'à l'interne, cette
18 coopération?

19 R. Je vous dirais que c'est certain que c'est de plus
20 longue haleine, donc tout le monde connaît très
21 bien comment tout le monde travail, donc je dirais
22 que la coopération est excellente.

23 Q. [570] Bien établie en tout cas.

24 R. Bien établie et excellente.

25 Q. [571] Madame Blanchette, si on va deux... on peut

1 sauter... bien, on peut la voir rapidement la
2 suivante. On a déjà discuté de ces ententes de
3 collaboration, là, et on a déposé tout à l'heure...

4 R. Oui.

5 Q. [572] ... les deux exemples. Je vous ai pas posé la
6 question, mais est-ce qu'à votre sens il y a...
7 est-ce qu'il y a quelque chose qui s'oppose à ce
8 que des ententes de cette nature-là soient mises en
9 place avec, par exemple, le ministère des
10 Transports du Québec ou ce genre de chose-là?

11 R. Pas du tout.

12 Q. [573] Donc, on va entrer maintenant dans un sujet
13 différent qui est, bon, le programme d'immunité et
14 de clémence ou les programmes d'immunité et de
15 clémence...

16 R. Hum, hum.

17 Q. [574] ... qui sont, si je me trompe pas, là, au
18 coeur un peu de vos... bien, au niveau fonctionnel
19 de vos opérations.

20 R. Oui.

21 Q. [575] Excusez-moi, il y a une diapositive à l'écran
22 que je sauterais aussi, Madame Blanchette, qui
23 concernait les... on en a parlé un peu ce matin,
24 là, les... les coopérations avec la GRC au niveau
25 opérationnel, par exemple.

1 R. Oui. Bien, cette diapositive-là, la diapositive 15
2 était beaucoup plus sur la collaboration. Dans le
3 fond, c'est que un de nos partenaires principaux,
4 évidemment, le Directeur des poursuites pénales du
5 Canada, donc...

6 Q. [576] Qui poursuit pour vous, là.

7 R. Exactement. Donc, pour pouvoir déposer nos
8 poursuites, on est mieux de bien s'entendre, donc
9 le protocole d'entente est en place.

10 Q. [577] Parfait. Donc, le programme d'immunité et de
11 clémence, vous avez indiqué dans votre diapositive
12 que, pour vous, c'est un outil important.

13 R. Oui.

14 Q. [578] Et là vous avez indiqué quelques petites
15 raisons, là, peut-être élaborer rapidement là-
16 dessus.

17 R. Bien, écoutez, le genre d'enquête que l'on fait,
18 quand on parle de complot pour fixer les prix de
19 truquage d'offres, ce sont des ententes qui sont
20 secrètes. Les gens qui participent à ce genre
21 d'entente-là sont habituellement bien sophistiqués,
22 ne veulent pas se faire détecter. Donc, il est très
23 difficile de... sans avoir quelqu'un de
24 l'intérieur, de pouvoir découvrir ce genre
25 d'infraction-là, donc...

1 Q. [579] La détection est très difficile à... comment
2 dire, n'est pas efficace tellement autant que...

3 R. Bien, je vous dirais que c'est très difficile à
4 partir, par exemple, comme on a eu le Vérificateur
5 du Québec, là, qui est... de la Province de Québec
6 qui est venu parler, je pense, c'était cette
7 semaine. Il disait « bien, écoutez, c'est très
8 difficile, au niveau de la vérification, de pouvoir
9 déceler ce genre d'entente-là puis de faire... »
10 bon, parfois des... si on veut, là, toutes sortes
11 de calculs, d'amasser des données pour essayer de
12 trouver s'il y a un problème dans le marché. Je
13 vous dirais que la façon la plus efficace, c'est
14 certainement d'avoir quelqu'un qui collabore.

15 Q. [580] Donc, on se débrouille pour mettre en... en
16 tout cas, pour prévoir des incitatifs efficaces
17 pour...

18 R. Exactement.

19 Q. [581] ... obtenir cette... cette alerte, cette
20 dénonciation-là, c'est ça?

21 R. Exactement.

22 Q. [582] Et pour vous, le programme d'immunité et de
23 clémence, c'est au coeur de ça.

24 R. Oui. Parce que le programme... le programme
25 d'immunité... Puis il faut toujours garder à

1 l'esprit que la première chose, c'est de s'assurer
2 que la conduite cesse. Alors, quand quelqu'un entre
3 pour... ou vient nous voir pour l'immunité, il doit
4 cesser l'activité. Donc, un, ça, ça... pour nous de
5 notre côté au Bureau de la concurrence, ça
6 satisfait certains objectifs, donc de s'assurer que
7 le marché devrait opérer un peu mieux du moins et
8 également... Et si vous voulez, on peut passer à
9 l'autre diapositive, là.

10 Q. [583] Oui, allez-y, Madame Blanchette.

11 R. Donc, le programme d'immunité est très efficace
12 pour déceler, mais aussi déstabiliser les... les
13 cartels ou les complots, donc c'est un peu le
14 dilemme du prisonnier, là. C'est de savoir qui...
15 l'exemple classique ce serait d'avoir un complot
16 qui fonctionne où les gens se rencontrent, il y a
17 six personnes autour de la table et tout d'un coup
18 il y en a juste cinq.

19 Alors, là, c'est de savoir où est cette
20 sixième personne-là. Donc, l'objectif premier,
21 c'est de mettre fin aux ententes secrètes, que le
22 Bureau obtienne l'information et qu'on puisse
23 lancer nos... nos enquêtes à partir de ce moment.

24 Q. [584] Et ce que vous indiquez c'est que vous avez,
25 historiquement, je pense, adapté au Canada un

1 programme tel qu'il existe ailleurs?

2 R. Bien, c'est ça. Je vous dirais que la naissance de
3 ce type de programme là... on peut dire que la
4 paternité est probablement américaine. Donc, les
5 Américains ont mis en place ce genre de programme
6 là, si je me souviens bien, au début des années
7 quatre-vingt-dix (90). Ça semblait bien
8 fonctionner, alors, de notre côté, on a commencé à
9 mettre en place ce programme, qu'on appelle le
10 programme d'immunité et qui a été mis en place
11 officiellement en deux mille (2000), si je me
12 souviens bien.

13 Q. [585] On dit, immunité et clémence, de ce que je
14 comprends, évidemment, le premier niveau c'est
15 l'immunité et, clémence, c'est ce qui est offert
16 une fois que l'immunité a été prise, si on peut
17 dire?

18 R. C'est ça, en termes olympiques, là, l'immunité
19 c'est la médaille d'or puis la clémence c'est le
20 reste.

21 Q. [586] O.K. Si on va à la diapositive 18. On y est.
22 Donc, ce que vous nous dites c'est qu'au départ, ça
23 vous prend... il y a des critères à rencontrer.

24 R. Oui.

25 Q. [587] Et le premier critère, apparemment, là, c'est

1 que la partie soit... soit participant, là.

2 R. Bien, il faut... pour avoir l'immunité d'une
3 infraction il faut être participant à l'infraction.
4 Donc, évidemment, si vous rentrez et vous êtes pas
5 participant à l'infraction, bien, là c'est autre
6 chose qui s'applique.

7 Q. [588] Vous allez tomber sous un autre programme,
8 qu'on verra probablement tout à l'heure.

9 R. Exactement, qui est le programme de dénonciation.
10 Donc, vous avez une partie qui est mêlée à
11 l'activité et qui offre de collaborer et ensuite de
12 ça, cette partie-là, évidemment, sous certaines
13 conditions, recevra une pleine immunité contre les
14 poursuites criminelles, qui concernent le Bureau de
15 la concurrence, si certaines conditions sont
16 rencontrées par ces parties-là.

17 Q. [589] Quand vous dites, « pleine immunité », ça
18 signifie quoi?

19 R. Pleine immunité en vertu de la Loi sur la
20 concurrence.

21 Q. [590] O.K. C'est pas uniquement les... c'est pas
22 les poursuites qui sont de compétence du SPPC,
23 c'est celles qui sont dans... on l'a dit un peu ce
24 matin, là...

25 R. Pour ce qui est de la loi, là, évidemment, il peut

1 y avoir certaines modalités différentes, là,
2 dépendamment des circonstances. Mais je vous dirais
3 que, dans la majorité des cas, on s'occupe
4 seulement de la Loi sur la concurrence.

5 Q. [591] Immunité est offerte pour 45 et 47, on l'a
6 dit ce matin.

7 R. Par exemple, oui.

8 Q. [592] Est-ce que vous, dans le cadre de vos
9 enquêtes, approchez des gens pour leur offrir
10 l'immunité?

11 R. Ça c'est... je vous dirais que du côté du Bureau,
12 l'objectif du programme d'immunité est d'arrêter la
13 conduite. Et c'est une course vers la porte. Donc,
14 le Bureau de la concurrence, disons, ne magasine
15 pas son demandeur d'immunité, c'est pas nous qui
16 allons aller vers les gens, c'est les gens qui
17 viennent vers nous. Le seul moment où, par exemple,
18 il va y avoir... pour donner un exemple, lors d'une
19 perquisition, par exemple, où on n'a pas de
20 demandeur d'immunité, il se peut qu'on... sur les
21 lieux, qu'on parle du programme, mais il y a jamais
22 d'offre active qui est faite à une personne en
23 particulier.

24 Q. [593] D'accord, donc, vous pouvez informer, disons,
25 diriger une personne sur l'existence du programme?

1 R. Mais ce qui va arriver, par exemple, sur les lieux
2 de perquisition, si, par exemple, moi, je suis chef
3 de perquisition, je m'occupe d'un lieu, moi, je
4 vais faire cette offre-là mais tous les autres
5 chefs de perquisition sur les autres lieux vont le
6 faire également. Donc, c'est offert à tous. Alors,
7 on va voir qui arrive le premier.

8 Q. [594] Qui soulève son intérêt en premier.

9 R. Qui se manifeste le premier. Exact.

10 Q. [595] Diapositive suivante, Madame Blanchette.

11 Donc, vous faites une recommandation pour...
12 éventuellement pour que l'immunité soit octroyée.

13 R. C'est ça.

14 Q. [596] Mais il y a des exigences à rencontrer.

15 R. Il y a des exigences à rencontrer. Donc,
16 évidemment, le Bureau est soit pas au courant de
17 l'infraction et la partie est la première à la
18 signaler. Le Bureau est au courant, comme, par
19 exemple, l'exemple de la perquisition que je vous
20 donnais tout à l'heure mais la partie est la
21 première à se manifester avant la collecte des
22 éléments de preuve, là, puis du renvoi au SPPC.
23 D'accord?

24 Q. [597] O.K. Si on continue avec les autres
25 exigences, Madame Blanchette, la page suivante.

1 R. Donc...

2 Q. [598] Vous en avez parlé un peu tout à l'heure, il
3 faut que...

4 R. L'activité illégale doit cesser immédiatement de la
5 part du demandeur. Le demandeur d'immunité n'a pas
6 forcé personne à agir illégalement.

7 Q. [599] Et donc, ça, ça veut dire que les cas, par
8 exemple, où un demandeur d'immunité serait, par
9 ailleurs, je ne sais pas, moi, impliqué dans des
10 activités de type crime organisé où il y a... est-
11 ce que, ça, ça serait... est-ce que c'est ça qui
12 est couvert par cette...

13 R. Bien, nous, ce qu'on entend par ça c'est beaucoup
14 plus si, par exemple, quelqu'un va avoir... va
15 avoir forcé les autres participants à entrer
16 dans... dans la conduite, dans le complot. Donc,
17 soit par des menaces ou ce genre de choses là.

18 Q. [600] O.K. À ce moment-là, il se disqualifie
19 d'office?

20 R. Exactement. Évidemment, il doit pas être le seul à
21 avoir participé à l'infraction, ça prend deux
22 personnes pour danser. Donc, il collabore sans
23 réserve en temps opportun de façon continue et,
24 évidemment, collabore à ses frais à l'enquête et
25 aux poursuites également.

1 Q. [601] Parfait. Si on continue, Madame Blanchette.

2 R. Alors, en termes d'impact pour l'immunité puis pour
3 le demandeur, donc, évidemment, la compagnie qui...
4 si on prend l'exemple que c'est une compagnie qui
5 vient nous voir, évidemment, les employés qui ont
6 participé à la conduite se doivent de collaborer,
7 sinon ils seront exclus. Donc... Et on peut aussi
8 couvrir, par exemple, les ex-employés. Ce qui peut
9 arriver parce que les conduites peuvent durer sur
10 de longues périodes où les gens changent d'emploi,
11 ce qui peut arriver. Évidemment, il peut y avoir
12 aussi des gens qui ont... par exemple, qui ont été
13 des consultants pour une entreprise, qui ont
14 participé à la conduite. Quand on parle de gens qui
15 coopèrent, ils peuvent être aussi admissibles.
16 Donc...

17 Q. [602] Si on parle de l'exemple que vous avez donné
18 ce matin, qui a mené au, disons, désaccord avec
19 l'UPAC, là, si je vous suis bien, vous accordez
20 l'immunité à une entreprise si un représentant de
21 l'entreprise vient vous la demander pour
22 l'entreprise?

23 R. Hum hum.

24 Q. [603] Donc là, l'immunité est prise, la première
25 marche ou la médaille d'or est remportée par

1 l'entreprise?

2 R. Oui. Exact.

3 Q. [604] Mais ça, ça emporte une immunité pour les
4 employés de cette entreprise-là?

5 R. Bien, c'est qu'une entreprise peut pas collaborer
6 sans ses employés.

7 Q. [605] D'accord. (inaudible) derrière ça.

8 R. Donc...

9 Q. [606] Donc, ça pourrait être un seul dirigeant?

10 R. Donc, j'ai besoin d'avoir des témoins.

11 Q. [607] Je comprends.

12 Q. [608] Donc si l'entreprise arrive et a pas de
13 témoins, c'est... c'est relativement complexe pour
14 cette entreprise-là de venir nous dire ce qui s'est
15 vraiment passé.

16 Q. [609] Mais ce que je veux dire, c'est que ça
17 pourrait être restreint à son seul président ou son
18 conseil d'administration?

19 R. Ça pourrait. Dépendamment qui... qui est l'auteur
20 de la conduite.

21 Q. [610] O.K. Donc, c'est pas automatique que tous les
22 employés... il y a un nombre d'employés qui est
23 sélectionné?

24 R. Pas nécessairement. C'est du cas par cas.

25 Q. [611] C'est du cas par cas. Et donc, c'est vous qui

1 déterminez à qui, à l'intérieur de l'entreprise,
2 vous êtes prêt à l'offrir?

3 R. Je vous dirais que ce qu'il va arriver,
4 habituellement, vous allez avoir de l'information
5 qui va être donnée de façon hypothétique au Bureau
6 par un représentant légal, donc un... un avocat qui
7 représente l'entreprise. Je donne le cas classique,
8 là. Et durant... durant cette présentation de
9 l'information hypothétique, on va... on va nommer
10 les gens qui ont participé à des rencontres, on va
11 nommer des gens qui ont... qui ont suivi par la...
12 à la suite, qui ont mis en place le stratagème, par
13 exemple. Donc, c'est clair que ces gens-là seront
14 partie de l'accord d'immunité. Évidemment, si on
15 découvre autre chose par la suite en enquêtant,
16 bien on va essayer de couvrir ces gens-là
17 également.

18 Q. [612] O.K.

19 (14:16:45)

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Q. [613] Dites-moi, si le... en cours de conversation
22 ou de... en cours de... vous êtes en train de...
23 d'examiner le témoin, vous vous apercevez que... et
24 vous lui avez offert l'immunité mais vous vous
25 apercevez qu'il aurait commis d'autres crimes, est-

1 ce que vous encouragez ou vous l'incitez à
2 collaborer avec d'autres instances?

3 R. C'est... c'est déjà arrivé. Alors, c'est clair que
4 oui. Et évidemment, il va y avoir contact avec...
5 avec les avocats du service des poursuites pénales
6 du Canada pour voir comment on doit agir dans cette
7 situation-là. Et habituellement, ce qui va arriver,
8 l'information sera transférée et encore... à un
9 autre corps, par exemple, de police ou d'enquête.
10 Mais il peut y avoir aussi, là, certaines
11 incidences au niveau de l'immunité également.

12 Q. [614] Oui.

13 R. Donc, on doit s'assurer que cette personne-là sera
14 protégée, par, par exemple, un organisme
15 provincial. Parce qu'on veut pas perdre la
16 collaboration de cette personne-là. Donc, ça peut
17 devenir assez complexe quand... quand ce genre de
18 situation-là se présente. Mais ça arrive.

19 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

20 Q. [615] Par ailleurs, j'imagine qu'il y a certains
21 crimes graves qui, du point de vue du Bureau de la
22 concurrence, une forme de critère de moralité, si
23 on peut dire, là, qui viendraient mettre fin à
24 l'offre d'immunité, non?

25 R. Ça peut certainement arriver.

1 Q. [616] Mais ça, il y a une discrétion de votre part
2 aussi là-dessus?

3 R. Hum hum. Oui. Et également du service des
4 poursuites pénales du Canada.

5 Q. [617] Et du service des poursuites pénales du
6 Canada.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Q. [618] Évidemment, quand je posais cette question-
9 là, étant en lien avec notre mandat, donc je
10 faisais peut-être plus allusion à de la fraude en
11 lien avec de la fausse facturation ou des choses
12 comme ça, là.

13 R. Oui. J'avais bien compris.

14 Q. [619] O.K.

15 R. Bien saisi votre question.

16 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

17 Q. [620] Dans les faits, là, je pense que ça répondait
18 peut-être à une inquiétude ou à une question que
19 madame la Présidente avait ce matin. Si je vous ai
20 compris, le premier contact, habituellement, ne se
21 fait pas par l'individu lui-même. Il envoie un
22 représentant qui pose la question de façon
23 hypothétique et c'est une fois qu'il est...
24 hypothétique qu'on lui offrira l'immunité que...

25 R. C'est ça. Mais je vous dirais que dans les récentes

1 années, on a de plus en plus d'individus non
2 représentés qui nous contactent directement. Donc,
3 évidemment, ça... ça rend un petit peu le... le
4 processus un peu différent, il faut être très
5 prudent, surtout lorsque les gens sont pas
6 représentés.

7 Q. [621] Parce que l'on peut aboutir à 90.1 par
8 exemple, ou... ce risque-là, si j'ai bien compris,
9 c'est là qu'il opérerait, là?

10 R. Il faut faire attention avec 90.1, là, puis... puis
11 on va envoyer à la Commission quelque chose qui va
12 être beaucoup plus détaillé et je pense qui va
13 satisfaire monsieur Lachance, je l'espère. Mais il
14 demeure que 90.1, on parle pas du programme
15 d'immunité.

16 Q. [622] Non, c'est ça le problème. Bien c'est la
17 question qui se posait, là.

18 R. C'est ça. Mais le problème, en tout cas... mais on
19 parle pas du programme d'immunité. 90.1 est
20 vraiment là pour les cas qui ne seront... qu'on
21 n'examinerait pas en vertu de 45. Puis encore là,
22 je veux pas m'embarquer dans la... la confusion
23 encore parce que je pense que je vais peut-être
24 rajouter une autre couche de confusion. Donc,
25 vraiment 45, dans ma tête, 45 est la priorité. On

1 connaît très bien le genre de conduite dont on
2 veut... on veut traiter. Et quand on regarde, si on
3 veut considérer 90.1, ça serait des ententes qui
4 seraient, par exemple, pro-concurrentielles, mais
5 qui pourraient avoir une incidence dans le marché.
6 Donc, on va... on va regarder ce genre d'entente-là
7 en vertu de 90.1. Mais...

8 Q. [623] Donc, la confusion est... il est peu probable
9 qu'il y ait confusion?

10 R. Très peu probable.

11 Q. [624] Donc dans les faits...

12 R. De notre côté.

13 Q. [625] Hein?

14 R. De notre côté.

15 Q. [626] Oui, oui. Madame Blanchette, si on tourne...
16 on était à 23? 21. Donc, vous dites qu'il y a...
17 oui, c'est ça, donc il y a un contact initial,
18 c'est ce qu'on discutait?

19 R. C'est ça, oui.

20 Q. [627] Il y a la demande de signet. Là, le signet,
21 vous m'avez expliqué que c'est...

22 R. Bien le signet, en fait, vous avez le contact
23 initial et la demande de signet. Bon, c'est un
24 petit peu le processus, comment... comment la
25 mécanique fonctionne, comment le programme est

1 administré. Donc, vous avez le contact initial qui
2 est fait, par exemple, par un procureur, contacte
3 le Bureau, va demander certaines informations, va
4 nous donner certaines informations sur, par
5 exemple, l'industrie. « Est-ce que vous avez un
6 demandeur d'immunité dans telle industrie, pour,
7 par exemple, tel territoire, pour... entre telle
8 année et telle année? » Le Bureau de la concurrence
9 va faire une vérification pour voir si on a quelque
10 chose dans notre base de données, une immunité, un
11 dossier ou quelque chose. Et, dans l'éventualité où
12 il y a pas eu de demande d'immunité, par exemple,
13 donc un signet sera accordé. Donc, c'est une...
14 c'est comme un... ce qu'on appelle en anglais une
15 espèce de « place holder », c'est un « marker ».
16 Donc, on a une assurance que c'est nous qui sommes
17 les premiers...

18 Q. [628] Une réservation.

19 R. ... à partir de ce moment-là. Pardon?

20 Q. [629] C'est une réservation pour l'immunité.

21 R. Exactement, oui. Ensuite de ça, les demandeurs ont
22 trente (30) jours pour présenter leur information
23 sur une base hypothétique. Par la suite, une fois
24 que l'information est colligée par le Bureau et est
25 vérifiée, une recommandation d'immunité sera faite

1 au Service des poursuites pénales du Canada.
2 Ensuite de ça, dans l'éventualité où le Service des
3 poursuites décide que cette recommandation-là est
4 fondée, alors, on aura une entente d'immunité avec
5 la partie, l'individu, la compagnie ou les deux.
6 Et, ensuite de ça, on commence à la... on commence
7 le processus de divulgation complète et de
8 coopération à l'enquête. Donc, à partir de ce
9 moment-là, accès aux témoins, accès aux documents
10 et on commence vraiment notre enquête de façon
11 approfondie.

12 Q. [630] Est-ce que vous diriez que généralement les
13 recommandations que vous faites sont suivies?

14 R. Habituellement. C'est pas sans dire qu'il y a pas
15 de discussions avec le SPPC. Parfois, on voit pas
16 les choses de la même façon, puis c'est bien
17 normal. Donc... mais je vous dirais que,
18 habituellement, les recommandations sont suivies.

19 Q. [631] C'est des négociations qui se font, par
20 exemple, je sais pas, moi, en ce qui concerne le
21 remboursement de certaines sommes ou de profits
22 encaissés en trop, au niveau... même au niveau de
23 l'immunité, pardon?

24 R. Chez nous, il y a pas de remboursement de profits
25 ou... Quand les gens arrivent au Bureau de la

1 concurrence, et qu'ils demandent un signet
2 d'immunité, ils ont l'immunité. Donc, il y a pas
3 de...

4 Q. [632] O.K.

5 R. Je sais que le programme provincial est différent à
6 ce niveau-là mais, chez nous, il y a pas de
7 remboursement de sommes.

8 Q. [633] D'accord. Donc, le simple fait de la
9 demander, si on peut dire, il y a pas... par
10 ailleurs remplir les conditions qu'on a vues...

11 R. Puis, les gens doivent collaborer à leurs frais.

12 Q. [634] C'est vrai, il y a des dépenses qui sont
13 encourues de ce côté-là. Et, par ailleurs,
14 évidemment ça implique une coopération au niveau
15 des processus d'enquête par la suite, et le
16 témoignage éventuel?

17 R. Exactement.

18 Q. [635] Est-ce que ça implique... ça peut impliquer
19 de coopérer avec d'autres agences aussi? Pour les
20 conditions?

21 R. Ça peut... ça peut arriver. Ça peut arriver. Si par
22 exemple il y a une enquête conjointe, on peut
23 certainement inclure dans l'entente d'immunité
24 qu'une collaboration avec un autre organisme est
25 requis...

1 Q. [636] Parfait. Si on va...

2 R. ... est requise, pardon.

3 Q. [637] Oui... directement, Madame Blanchette...

4 parce que là, en fait, les diapositives 23 et 24
5 sont des sous-diapositives de celles qu'on venait
6 d'afficher. Puis vous avez discuté des...

7 R. Hum, hum.

8 Q. [638] ... des éléments. À 25, là, c'est la
9 conclusion de l'entente. Et si on va à 26, là vous
10 dites que c'est là que la coopération commence au
11 niveau des... bien, en fait, de la relation entre
12 le demandeur d'immunité et vous-même.

13 R. Exactement.

14 Q. [639] Et là, ce que vous dites, c'est qu'aussi,
15 bon, il y a... dans les paramètres qui entourent
16 l'entente, s'il y a une violation, là, il peut y
17 avoir retrait.

18 R. Il peut y avoir révocation.

19 Q. [640] Révocation. Bon...

20 R. Bon, en termes de violation, par exemple, les gens
21 doivent, autant compagnies qu'individus, doivent
22 garder leur entente ainsi que leur collaboration
23 avec le Bureau de façon confidentielle. Ça, ça
24 pourrait être un cas par exemple où, si quelqu'un
25 s'en va écrire dans les journaux qu'il collabore

1 avec le Bureau, le lien de confiance est brisé.
2 Donc, il pourrait y avoir révocation à ce moment-
3 là. C'est un exemple qui me vient à l'esprit. Mais
4 c'est clair qu'il pourrait y avoir, si les
5 exigences ne sont plus remplies, par exemple,
6 cesser l'activité illégale, si on a une preuve que
7 le gens ont quand même continué, ça va poser de
8 sérieux problèmes. Donc, révocation serait
9 certainement considérée.

10 Q. [641] Donc, il peut y avoir une négociation. C'est
11 un choix qui vous est laissé de révoquer ou pas.

12 Vous...

13 R. Bien, je vous dirais que c'est avec le SPPC.

14 Q. [642] Vous faites ça en collaboration.

15 R. Parce que l'immunité ne nous appartient pas.

16 Q. [643] Mais sa gestion de ce point de vue-là est
17 aussi faite en coopération avec le SPPC.

18 R. Exact.

19 Q. [644] Là, vous donnez un préavis de quoi? Une
20 demi... un...

21 R. À peu près quatorze (14)...

22 Q. [645] ... deux semaines?

23 R. Je pense que c'est quatorze (14) jours.

24 Q. [646] Et là, vous mettez fin à l'entente.

25 R. Oui.

1 Q. [647] Est-ce que ça arrive souvent? Ou enfin... ou
2 dans un... de ce que vous pouvez en savoir?

3 R. Bien, d'expérience, évidemment, c'est pas commun.

4 Q. [648] Hum, hum.

5 R. Personne le souhaite. On s'entend. Donc, mais je
6 vous dirais que c'est arrivé à quelques reprises.

7 Q. [649] Qu'est-ce qui... est-ce que vous avez pu
8 décelé un comportement plus import... enfin, plus
9 fréquent que d'autres qui mène à ces révocations,
10 dans la mesure où, évidemment, il y en a pas tant
11 que ça?

12 R. Bien, je vous dirais que les deux que je vous ai
13 identifiés seraient vraiment les...

14 Q. [650] La reprise de l'activité criminelle.

15 R. Oui, ou par exemple le manque de confidentialité,
16 le défaut de confidentialité pourrait être vraiment
17 problématique.

18 Q. [651] Parfait. Le programme a été créé en deux
19 mille (2000), est-ce qu'il a subi des modifications
20 depuis ce temps-là?

21 R. Oui, il y a eu certaines modifications mais je vous
22 dirais qu'il est resté sensiblement le même; il y a
23 eu quelques ajustements à travers les années.

24 Q. [652] Est-ce que vous pouvez nous parler un peu de
25 ce qu'on appelle dans le jargon, si j'ai bien

1 compris, le programme « immunité plus » pour
2 clarifier un peu?

3 R. Donc, immunité plus, peut-être ce qui est plus
4 facile, c'est de l'expliquer avec un exemple.

5 Q. [653] Parfait.

6 R. Si, par exemple, bon, j'ai un demandeur d'immunité
7 et, ensuite de ça, j'ai une deuxième partie qui
8 veut coopérer, donc rentre sur le programme de
9 clémence - dont on parlera un petit peu après. Et
10 le demandeur de clémence me... divulgue au Bureau,
11 par exemple, la même conduite que le demandeur
12 d'immunité mais pour une période plus longue.
13 Disons, qu'il pourrait être dans une situation où
14 il obtient... cette compagnie-là obtient la
15 clémence pour la période initiale qui avait été
16 divulguée par le demandeur d'immunité, mais il
17 obtiendra une immunité plus pour la... pour la
18 section de la conduite qui est étendue, par
19 exemple. Parce que, ça, ça avait pas été divulgué
20 par le demandeur d'immunité au départ.

21 Q. [654] Donc, il se retrouve à avoir le premier rang
22 pour une partie de la (inaudible).

23 R. Pour une partie de la conduite.

24 Q. [655] O.K. Le programme de clémence, bon, celui-là
25 on va l'expliqué tout à l'heure, c'est le deuxième

1 rang?

2 R. Oui.

3 Q. [656] Comme dans l'exemple que vous venez de
4 donner, on parle d'une entreprise ou d'un individu
5 qui aurait... pour lequel il y aurait un
6 chevauchement sur une longue période, là, mais...

7 R. C'est ça.

8 Q. [657] ... essentiellement, c'est : « Vous n'avez
9 plus accès à l'immunité, donc on veut bien prendre
10 votre information mais ce qu'on vous offre c'est un
11 petit peu moins intéressant. »

12 R. Exactement.

13 Q. [658] Mais ça peut être intéressant quand même.

14 R. Hum hum.

15 Q. [659] Madame Blanchette, si on tourne... Je pense
16 qu'on est à vingt... c'est 29. 28, pardon.

17 R. Donc, évidemment, lorsqu'on parle de clémence,
18 bien, l'immunité est maintenant occupée, donc cet
19 espace-là occupé. Donc, la clémence c'est le
20 deuxième choix. Donc, le participant à un complot
21 qui désire entrer et venir nous voir, bon, veut
22 habituellement régulariser sa situation, collaborer
23 à l'enquête, il va devoir plaider coupable et il
24 doit reconnaître également qu'il a participé à la
25 conduite. D'accord? Évidemment, s'il plaide

1 coupable, il doit le reconnaître. Et je vous dirais
2 que les conditions sont sensiblement les mêmes, là,
3 que le programme d'immunité. Donc, cesser
4 l'activité illégale, coopérer à l'enquête et le
5 système de signet est le même.

6 Q. [660] Est le même, c'est simplement le degré de...
7 d'intérêt de l'offre qui est un petit peu
8 différent.

9 R. Qui est différent. Parce que là on parle d'un... on
10 parle d'un plaidoyer de culpabilité.

11 Q. [661] Puis on va voir ça dans le détail dans un
12 petit instant avec la grille, là, à la page 31.
13 Question sur les demandeurs d'immunité. Est-ce que
14 je me trompe ou, à une époque, l'instigateur,
15 disons, du... avoir été l'instigateur du trucage ou
16 du complot, là, visé par 45, 47 disqualifiait...

17 R. Oui, disqualifiait d'office. Le problème majeur
18 avec ça c'est que c'est toujours un peu le syndrome
19 de la cour d'école : « C'est pas moi, c'est lui. »
20 Donc, à un moment donné, il était très, très
21 difficile de faire la preuve qui avait été
22 l'instigateur, surtout sur des conduites qui
23 pouvaient s'étendre sur trente (30), quarante (40),
24 cinquante (50) ans. Donc... Cinquante (50) ans,
25 j'exagère peut-être, là, mais une bonne trentaine

1 d'années. Donc, à un moment donné, c'est
2 excessivement difficile d'obtenir cette preuve-là.

3 Donc, ça, ça a été modifié, là, c'est...

4 Q. [662] À quel moment ça a été modifié? Est-ce que ça
5 a été modifié avec la naissance du programme, en
6 deux mille (2000)?

7 R. Non, c'est par la suite.

8 Q. [663] Parce que le programme d'immunité...

9 R. C'était dans le programme original, en deux mille
10 (2000), si je me souviens bien.

11 Q. [664] Parce que le programme... Parce que là on a
12 une période du mandat, là, qui est quatre-vingt-
13 seize - deux mille (96-2000). Mais, quatre-vingt-
14 seize - deux mille (96-2000), l'immunité est
15 offerte, là. Le programme n'existe pas de façon
16 formelle mais c'est une codification de pratique,
17 si je vous ai bien compris?

18 R. Oui.

19 Q. [665] Donc, au niveau de la clémence... au niveau
20 de l'initiateur, là, on a changé ça à un moment
21 postérieur...

22 R. Oui.

23 Q. [666] ... et on a ouvert l'accès à l'immunité...

24 R. Exact.

25 Q. [667] ... à, bon, celui qui serait identifié comme

1 étant le... le premier comploteur. Dans le
2 processus de clémence, Madame Blanchette, si on va
3 au niveau de la diapositive 31. Là on va voir un
4 tableau global qui illustre un peu les deux, si je
5 comprends bien, là.

6 R. Oui.

7 Q. [668] Qui intègre autant le...

8 R. Mais il faut faire un petit peu attention parce que
9 ça a l'air vraiment d'une formule mathématique, là,
10 mais... il y a beaucoup de... il y a beaucoup de
11 négociation et tout ça, là. Mais lorsque vous
12 regardez donc, on parle vraiment du moment où il y
13 a vraiment un demandeur d'immunité qui occupe déjà
14 l'espace, donc après ça on rentre au programme de
15 clémence. Donc, le premier demandeur de clémence...
16 alors, comment on va s'occuper de la compagnie?
17 Donc, la compagnie se doit absolument de plaider
18 coupable. Les individus sont immunisés s'ils
19 collaborent. Alors, c'est pour encourager, dans le
20 fond, une compagnie à rentrer comme premier
21 demandeur de clémence.

22 Q. [669] Juste pour clarifier avant que vous
23 continuiez parce que ça... des fois ça... Il y a
24 deux colonnes, une colonne compagnie puis une
25 colonne...

1 R. Individus.

2 Q. [670] ... individus. Mais les deux vont pas en même
3 temps, là, le premier demandeur va être soit une
4 compagnie, soit un individu; le deuxième, soit
5 l'un, soit l'autre et ainsi de suite?

6 R. Bien, ça va toujours dépendre parce que si vous
7 avez, par exemple, une compagnie qui rentre... puis
8 on va couvrir la compagnie et les individus de la
9 même manière qu'on va couvrir...

10 Q. [671] Dans le cas du premier demandeur, si le
11 premier demandeur est une compagnie...

12 R. Oui.

13 Q. [672] ... là les individus vont être immunisés?

14 R. Vont être immunisés s'ils collaborent.

15 Q. [673] S'ils collaborent. Mais si le premier
16 demandeur est un individu...

17 R. Il sera immunisé. Il va être traité...

18 Q. [674] ... et que le deuxième est une compagnie?

19 R. ... de la même façon. Donc, dans le fond, la façon
20 que ça va fonctionner, si vous regardez le tableau,
21 là, alors si c'est une compagnie, vous avez
22 vraiment le processus qui est là. Alors, si vous
23 cachez, dans le fond, la colonne « Traitement de la
24 compagnie », un individu qui rentrerait comme
25 premier demandeur de clémence serait traité de la

1 même façon. Donc, il va être immunisé. D'accord?
2 Donc, c'est pour s'assurer d'avoir une
3 collaboration pour avoir une corroboration
4 également du demandeur d'immunité. Et, par la
5 suite, lorsqu'on a un deuxième demandeur de
6 clémence, là on passe vraiment... tout le monde
7 passe à la caisse. Donc, la compagnie doit plaider
8 coupable et les individus doivent plaider coupable
9 également.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Q. [675] Quand on voit que c'est... les amendes sont
12 basées sur vingt pour cent (20 %) du volume de
13 commerce affecté.

14 R. Oui.

15 Q. [676] Pouvez-vous nous expliquer ce que vous
16 voulez... ce que ça veut dire exactement.

17 R. Oui, d'accord. Donc, si, par exemple, vous avez...
18 vous avez une conduite, on peut prendre, par
19 exemple, je sais pas, le cartel de l'essence, par
20 exemple, donc on va regarder... on va établir le
21 volume de commerce, donc on va regarder qu'est-ce
22 qui a été... on parle pas du profit, on parle
23 pas... on veut vraiment s'assurer de combien de
24 volume a été fait durant la période de la... de la
25 conduite. Et par la suite, comme habituellement on

1 a de la difficulté à vraiment savoir bien la
2 conduite... la conduite anti-concurrentielle a
3 occasionné, par exemple, des dommages de tant...

4 Q. [677] Combien de profit ils ont fait finalement?

5 R. Bien, profit ou dommages, par exemple, à la
6 population.

7 Q. [678] Oui.

8 R. Donc, on a... on utilise...

9 Q. [679] Combien de trop ils ont...

10 R. Par exemple.

11 Q. [680] ... chargé?

12 R. Exactement. Donc parce que c'est très difficile.

13 Des fois, les conduites sont très longues donc
14 c'est très difficile de retourner en arrière et
15 dire « Bien le prix aurait dû être de tant. » Donc,
16 on utilise le pourcentage de vingt pour cent (20 %)
17 qui est... qui est relativement bien établi, là,
18 autant au Canada qu'aux États-Unis comme étant un
19 point de départ, là, pour... pour essayer d'avoir
20 un calcul qui semble être, dans le fond, la
21 surcharge qui pourrait avoir été... on s'entend,
22 c'est une moyenne. C'est pas parfait. Puis ensuite
23 de ça, bien le vingt pour cent (20 %) de ce volume
24 de commerce là peut... peut monter ou descendre,
25 dépendamment des... des facteurs aggravants et

1 atténuants. Voilà.

2 Q. [681] Dans le cas qui nous occupe, est-ce que cela
3 voudrait dire, donc, vingt pour cent (20 %) du...
4 des extras, par exemple, ou des montants qui ont
5 été trop chargés au gouvernement? Est-ce que...

6 R. Ça pourrait être ça. Ça pourrait être ça. On
7 pourrait le regarder aussi sur la valeur des
8 contrats et voir... évidemment, si on a... si on
9 est capable de faire la démonstration que le
10 pourcentage de, par exemple de... j'essaie de
11 trouver le mot exact, mais je l'ai pas en tête,
12 mais le...

13 Q. [682] Mais on a vu que la valeur des contrats...

14 R. ... le trop payé, par exemple...

15 Q. [683] Bien ce qu'on a vu, c'est que dans certains
16 cas, la valeur des contrats était augmentée de
17 trente pour cent (30 %).

18 R. Oui, ça je me souviens d'avoir vu le... certains
19 rapports à ce niveau-là.

20 Q. [684] Hum hum.

21 R. Donc si on est capable de faire la démonstration
22 que c'est bien le cas, là, il faudra réévaluer,
23 voir exactement qu'est-ce qu'on va prendre comme
24 mesures pour... pour pouvoir aller... aller
25 chercher une amende qui est significative.

1 Q. [685] O.K.

2 (14:35:32)

3 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

4 Q. [686] Et donc, le premier demandeur, si c'est une
5 compagnie et qu'il a plaidé coupable, va quand même
6 être affecté par une éventuelle peine...

7 R. Exact.

8 Q. [687] ... mais si je vois la dernière colonne, on
9 lui offre un rabais une fois le calcul effectué?

10 R. Exact.

11 Q. [688] On coupe l'amende de moitié.

12 R. Exact.

13 Q. [689] O.K. Et ainsi de suite pour le deuxième et le
14 troisième. Évidemment, c'est...

15 R. Le rabais est moins intéressant...

16 Q. [690] Le rabais est moins intéressant.

17 R. ... plus on descend, oui.

18 Q. [691] Cela étant dit, est-ce que les individus sont
19 aussi susceptibles de... de se voir imposer des
20 amendes?

21 R. Oui.

22 Q. [692] Est-ce que ce rabais-là aussi joue un rôle...
23 pas pour l'immunité parce qu'évidemment, il y a pas
24 de poursuite à ce moment-là, là...

25 R. Oui.

1 Q. [693] ... mais au niveau des lignes 2 et 3, là?

2 R. Bien moi, je vous dirais que pour ce qui est des
3 individus, bien un « proxi », là, ou une
4 approximation de trente pour cent (30 %) ou de
5 vingt pour cent (20 %) ou de cinquante pour cent
6 (50 %), c'est plus ou moins intéressant. Souvent,
7 ce qu'on va regarder, par exemple, comme si on
8 pense à... à du temps ferme, par exemple, ou si on
9 pense à... avec sursis ou... donc, on va regarder
10 ce qui a été fait auparavant dans les autres
11 dossiers, comparer le genre de comportement et
12 plutôt se baser sur ça que sur des rabais, par
13 exemple de ce type-là. Et dépendamment de la
14 collaboration et facteurs atténuants, aggravants.

15 Q. [694] Parfait. Est-ce que ce programme-là,
16 généralement, vous diriez qu'il fonctionne bien,
17 qu'il... comme incitatif, en tout cas, au moins,
18 là, pour amener des gens à... à dénoncer des
19 situations?

20 R. On pense que oui. On pense que oui.

21 Q. [695] Si on va à la page suivante, vous avez
22 quelques statistiques, je pense? Donc, vous avez
23 fouillé un peu les archives pour identifier un
24 certain nombre de demandes présentées?

25 R. Oui. Donc, entre quatre-vingt-seize (96) et deux

1 mille quatorze (2014), six cent cinquante-quatre
2 (654) demandes d'immunité et de clémence. Cent
3 vingt-trois (123) demandes qui étaient reliées au
4 domaine de la construction au Québec durant cette
5 période. La majorité des demandes de l'industrie de
6 la construction a été présentée dans les cinq
7 dernières années.

8 Q. [696] À quoi vous imputeriez le dernier... le
9 dernier élément? Qu'est-ce qui ferait que
10 soudainement... est-ce qu'il y a une... comment
11 dire, il y a une mode?

12 R. Bien, c'est clair que l'environnement présent est
13 très favorable à la dénonciation de ce genre de
14 comportement-là. Ça c'est clair.

15 Q. [697] Donc, vous recevez plus de col... plus de
16 communications récemment que vous en receviez?

17 R. Oui.

18 Q. [698] Quand vous dites c'est six cent cinquante-
19 quatre (654) demandes, est-ce que ce sont des
20 immunités, des clémences accordées, ça, ou c'est
21 des demandes présentées?

22 R. C'est pas nécessairement accordé. Donc, vous avez
23 des gens qui font... qui vont faire des appels, qui
24 vont nous rejoindre. Mais il demeure que parfois,
25 par exemple, l'immunité n'est plus disponible, donc

1 ils ne sont... sont plus intéressés. Ça, c'est le
2 genre de choses, là, qui peuvent arriver. Mais je
3 vous dirais que dans la majorité des cas, ce sera
4 certainement des demandes qui ont été traitées chez
5 nous, donc ça veut dire qu'on a... on a regardé
6 l'information et il y a certainement des choses qui
7 sont encore en cours, évidemment.

8 Q. [699] Six cent cinquante-quatre (654) demandes
9 d'immunité et de clémence regroupées, ça veut dire
10 quoi dans le détail? Combien d'immunités? Combien
11 de clémences?

12 R. Je pourrais pas vous dire.

13 Q. [700] Vous pourriez pas dire, vous êtes pas en
14 mesure de...?

15 R. J'ai aucune idée. Non.

16 Q. [701] O.K. Donc, c'est... c'est recensé de la même
17 façon dans vos... dans vos archives?

18 R. Oui. Mais probablement que je serais capable de
19 vous le séparer, là, mais, là présentement, je l'ai
20 vraiment pas en tête, là.

21 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

22 Q. [702] La première ligne, est-ce que c'est... c'est
23 des statistiques qui couvrent le Canada?

24 R. Oui, ça couvre le Canada complet.

25 Q. [703] Après ça on est rendu au Québec, cent vingt-

1 trois (123) demandes reliées au domaine de la
2 construction. Au Québec?

3 R. Au Québec.

4 Q. [704] C'est pour combien de dossiers, ça? Parce que
5 dans un dossier, il peut y avoir plusieurs
6 demandes.

7 R. Exactement.

8 Q. [705] Donc, combien de dossiers vous avez derrière
9 les cent vingt-trois (123) demandes?

10 R. C'est une très bonne question.

11 Q. [706] Est-ce que c'est possible de nous fournir ça
12 à la Commission?

13 R. Oui.

14 Q. [707] Combien de dossiers exactement vous avez eus?
15 Parce que, même chose pour...

16 R. Mais je vous dirais que si vous regardez... je vous
17 ai donné une statistique un petit peu plus tôt où
18 on avait eu vingt... vingt-neuf (29) dossiers de
19 quatre-vingt-seize (96) à maintenant, qui... on a
20 douze (12) dossiers qui sont actifs encore. Donc,
21 je vous dirais que c'est...

22 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

23 Q. [708] Ces cent vingt-trois-là (123) seraient...

24 R. Ça serait pas mal relié...

25 Q. [709] ... dans ces vingt-neuf (29)?

1 R. ... à ce genre, oui.

2 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

3 Q. [710] Les vingt neuf (29) seraient dans le domaine
4 de la construction que vous avez donné?

5 R. Pardon?

6 Q. [711] Les vingt... quand vous disiez vingt-neuf
7 (29), est-ce que c'était dans le domaine de la
8 construction que vous donniez?

9 R. Oui. Je peux retrouver. Je me souviens plus à
10 quelle diapositive. À la diapositive 39. Donc,
11 entre quatre-vingt-seize (96) et deux mille
12 quatorze (2014)...

13 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

14 Q. [712] C'est parce qu'on n'est pas... 39, vous avez
15 dit? C'est parce qu'on n'est pas encore arrivé.

16 R. Oui. Donc, vingt-neuf (29) enquêtes portant sur les
17 contrats publics de construction au Québec. Et il y
18 en a...

19 Q. [713] O.K.

20 R. ... il y a douze (12) de ces enquêtes-là qui sont
21 toujours en cours.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. [714] Mais quand vous dites entre quatre-vingt-
24 seize (96) et deux mille quatorze (2014), les
25 vingt-neuf (29) enquêtes se situent plutôt où? Je

1 comprends entre quatre-vingt-seize (96), mais est-
2 ce que c'est plus... puisque vous avez... est-ce
3 que c'est plus ces dernières années? Parce que vous
4 dites à la diapositive 32 que la majorité des
5 demandes de l'industrie de la construction...

6 R. Oui.

7 Q. [715] ... présentées dans les cinq dernières
8 années.

9 R. Je vous dirais qu'il y en a près de la moitié qui
10 sont encore en cours, de ces enquêtes-là. Donc, je
11 vous dirais que c'est... c'est très proche de la
12 réalité que dans les cinq dernières années, ça a
13 été très actif de notre côté au niveau des
14 demandes.

15 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

16 Q. [716] Donc, si on fait quatre-vingt-seize - deux
17 mille quatorze (96-2014), on a deux mille neuf -
18 deux mille quatorze (2009-2014) qui représente
19 peut-être une douzaine d'enquêtes, près d'une
20 douzaine d'enquêtes. Et la première partie, le
21 quatre-vingt-seize - deux mille neuf (96-2009) qui
22 représenterait le reliquat.

23 R. Ça serait... ça aurait du bon sens.

24 Q. [717] Les dix-sept (17) autres enquêtes.

25 R. Oui.

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Q. [718] Ces demandes-là qui vous sont faites... dans
3 les faits, moi, je suis un entrepreneur, je fais de
4 la collusion, j'ai écouté les travaux de la
5 Commission, je viens de comprendre que ce que je
6 faisais, c'était pas correct, de la collusion.
7 Donc, je me pointe, puis je m'en vais au Bureau de
8 la concurrence.

9 R. Oui.

10 Q. [719] Ça, c'est une façon des gens qui vont aller
11 vous voir. Parfois, est-ce que c'est possible que
12 c'est parce que je suis un entrepreneur et là, je
13 commence à avoir des appels de représentants de
14 l'UPAC...

15 R. Hum, hum.

16 Q. [720] ... et là, on commence à poser des question
17 un peu partout...

18 R. Hum, hum.

19 Q. [721] ... puis là, je m'inquiète un peu, puis là,
20 je décide d'aller au Bureau de la concurrence; est-
21 ce que ça, ça arrive aussi?

22 R. Ça peut arriver, oui.

23 Q. [722] Est-ce que c'est arrivé?

24 R. Oui, ça arrive.

25 Q. [723] Puis est-ce que vous diriez que dans...

1 ceux... les dossiers nouvellement offerts viennent
2 plus d'un simple volontariat une d'une crainte un
3 peu des enquêtes de l'UPAC?

4 R. C'est une très bonne question. Mais, moi, ce que je
5 vous dirais, c'est que, habituellement, beaucoup
6 plus de volontariat que des enquêtes de d'autres
7 organismes. D'après ce que moi, je me souviens.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Q. [724] En fait, dès qu'on sent la soupe chaude, on
10 doit se ruer chez vous?

11 R. Exactement. C'est le principe du programme. Donc,
12 alors, c'est clair que les travaux de la
13 Commission, l'environnement présent...

14 Q. [725] Oui, mais c'est pour ça que, dans ce sens-
15 là...

16 R. Oui.

17 Q. [726] ... il faut avoir une bonne collaboration
18 avec l'UPAC.

19 R. Oui.

20 Q. [727] Parce que, si c'est l'UPAC qui allume la
21 mèche puis qu'on se rue chez vous pour avoir
22 l'immunité...

23 R. Hum, hum. Il peut y avoir des imbroglios.

24 Q. [728] Oui.

25 R. C'est clair. Oui.

1 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

2 Q. [729] C'est pas exclusif au Québec, si je me trompe
3 pas, de toute façon?

4 R. Non.

5 Q. [730] Ça arrive avec les autres provinces.

6 LA GREFFIÈRE :

7 Est-ce que vous voulez toujours avoir l'engagement?

8 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

9 Non, non, parce qu'on a les statistiques.

10 LA GREFFIÈRE :

11 O.K.

12 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

13 Q. [731] Donc, peut-être juste voir, parce que là, on
14 a vu le... est-ce qu'il y a des choses... puis j'ai
15 en tête par exemple la question de ce qui pourrait
16 constituer des incitatifs ou des... ou faire
17 équilibrer le balancier, par exemple la Loi 1 au
18 Québec...

19 R. Hum, hum.

20 Q. [732] ... qui, à partir du moment où on est reconnu
21 coupable, puis là, je pense par exemple à un
22 demandeur de clémence surtout...

23 R. Oui.

24 Q. [733] ... qui doit plaider coupable, le fait qu'il
25 s'est peut-être rué initialement au Bureau de la

1 concurrence pour payer une amende moins élevée,
2 mais si par ailleurs, parce qu'il plaide coupable,
3 il se retrouve à être barré pour tous les contrats
4 avec l'État québécois, ça doit avoir un effet
5 refroidisseur.

6 R. Bien, je vous dirais que juste de le mentionner, je
7 pense que c'est assez évident que c'est le cas.
8 Mais je vous dirais que pour nous, c'est difficile
9 de savoir s'il y a vraiment un refroidissement ou
10 pas, parce que si les gens n'appellent pas, parce
11 qu'ils ont d'autres problèmes ailleurs ou que ça va
12 leur causer d'autres problèmes, moi, je suis pas au
13 courant de ça, donc... Mais je vous dirais que
14 ça... c'est une suite logique des choses, ça, c'est
15 clair.

16 Q. [734] Donc, il faudrait... est-ce qu'il y aurait, à
17 votre sens, il y aurait lieu d'avoir une forme de
18 coopération à ce niveau-là aussi? Pour qu'il y ait
19 des...

20 R. C'est la raison pour laquelle le Conseil du trésor
21 était sur cette diapositive. Alors, il y a eu des
22 conversations à ce niveau-là pour voir si on était
23 capable de faire... d'arriver à un compromis mais
24 pour l'instant, c'est pas le cas.

25 Q. [735] Même chose pour la RBQ par exemple où les

1 licences sont suspendues. Est-ce que ça, vous le
2 regardez aussi?

3 R. Oui, on discute avec la RBQ également.

4 Q. [736] Si on va à la diapositive suivante, Madame
5 Blanchette, au niveau de la... tout à l'heure vous
6 avez indiqué que, bon, évidemment, s'il faut être
7 un participant pour avoir accès au programme
8 d'immunité ou de clémence...

9 R. Hum, hum.

10 Q. [737] ... mais si vous en êtes pas un, il y a aussi
11 un programme pour...

12 R. De dénonciation.

13 Q. [738] ... de dénonciation.

14 R. Oui, exactement. Donc, en deux mille treize (2013),
15 on a tenté de publiciser un peu plus... c'est une
16 disposition qui est dans la Loi sur la concurrence
17 qui est l'article 66.1. On a appelé ça l'initiative
18 de dénonciation des cartels criminels. Donc, on a
19 une ligne 1-800; on a un processus pour s'occuper
20 des informations confidentielles qui pourraient
21 nous être divulguées par des informateurs. Donc, on
22 voulait s'assurer que... que les gens étaient au
23 courant que ça existait toujours et qu'il y avait
24 pas juste le programme d'immunité. Donc, les gens
25 qui sont... qui sont au courant d'une conduite,

1 mais qui n'ont pas participé, il y a certaines
2 protections également qui peuvent leur être
3 offertes.

4 Q. [739] Vous dites qu'il peut exiger l'anonymat. Est-
5 ce que ça veut dire que c'est l'anonymat vis-à-vis
6 de vous ou c'est juste que vous gardiez son nom
7 confidentiel?

8 R. Garder son... garder son identité confidentielle.

9 Q. [740] O.K. Donc, ça veut dire que c'est possible
10 si, vous, vous considérez éventuellement que son
11 témoignage est fondamental à la suite des choses,
12 que vous lui demandiez disons un peu
13 d'abandonner...

14 R. Oui, mais...

15 Q. [741] En tout cas, à moins d'en...

16 R. C'est ça, mais en même temps, c'est...

17 Q. [742] ... à moins d'en trouver...

18 R. Comme vous savez, c'est un peu le... c'est... c'est
19 tout ce qu'est le droit de l'informateur, donc
20 cet... Le droit de l'informateur, bon, ça
21 appartient autant à l'informateur qu'à l'organisme
22 d'enquête, donc on doit arriver à une entente si
23 le...

24 (14:46:06)

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [743] Je pense que ça appartient à l'informateur.

3 R. Oui, à l'informateur surtout, donc on doit arriver
4 à une entente avec l'informateur pour pouvoir
5 divulguer son... son information autant que sa...
6 que son identité. Merci pour la correction.

7 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

8 Q. [744] Des exemples de gens, là, qui... parce que,
9 là, on a bien dit que il y a quand même... en tout
10 cas, en dehors des gens impliqués, là, il y a quand
11 même peu de monde qui savent ça, ces ententes sont
12 secrètes. Vous avez d'ailleurs expliqué que c'est
13 le raisonnement derrière la création du programme
14 de clémence. À ce sujet-là, le programme de
15 clémence est plus récent que le programme
16 d'immunité. Est-ce que je me trompe?

17 R. Oui, exact.

18 Q. [745] Il date de quand environ?

19 R. Je vais me risquer, à peu près, je vous dirais deux
20 mille neuf (2009).

21 Q. [746] Alentour de deux mille neuf (2009).

22 R. C'est peut-être deux mille huit (2008), deux mille
23 neuf (2009), mais...

24 Q. [747] Fin des années deux mille (2000).

25 R. Oui.

1 Q. [748] O.K. Ce qui veut dire que, bon, durant la
2 période antérieure, deux mille (2000), deux mille
3 neuf (2009), là, on a... il n'y a que le premier,
4 il n'y a qu'une médaille d'or, là, il y a pas de...

5 R. Oui, mais ce que je vous dirais, c'est que le
6 programme de clémence, ça a vraiment été une
7 codification de la pratique.

8 Q. [749] Ah! Oui.

9 R. Donc, il y avait une pratique qui était établie
10 depuis un bon bout de temps, donc on a voulu être
11 le plus transparent possible pour que les gens
12 puissent y avoir accès et puissent voir, lorsqu'ils
13 appellent et qu'ils n'ont pas accès à l'immunité,
14 qu'il y a un programme en place et qu'ils sachent
15 dans quoi ils s'embarquent quand... quand ils
16 viennent nous voir.

17 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

18 Q. [750] Justement, dans quoi ils s'embarquent?
19 Maintenant que l'accréditation de l'AMF - et si on
20 est reconnu coupable, on perd l'accréditation puis
21 on perd l'accès aux contrats publiques.

22 R. Oui.

23 Q. [751] Est-ce que ça a pas un peu un effet, un
24 impact sur votre programme de clémence?

25 R. C'est sûr et certain.

1 Q. [752] Mais, est-ce que c'est... parce que c'est,
2 encore une fois, une nécessité puis une certaine
3 collaboration parce que, là, dans les faits, si je
4 suis un entrepreneur, sachant l'accréditation de
5 l'AMF que je vais perdre...

6 R. Hum, hum.

7 Q. [753] ... je vais encore moins tenter de... d'aller
8 chez vous, là.

9 R. Bien, ça, on comprend ça. En même temps, il y a
10 quand même des objectifs au niveau du gouvernement
11 québécois d'arriver en quelque part et de s'assurer
12 qu'on fait des affaires avec des gens qui sont...
13 qui font patte blanche, qui montrent patte blanche.
14 Donc, écoutez, c'est certain qu'on se retrouve dans
15 un... dans un endroit qui est pas très confortable
16 au niveau de la mise en application, surtout chez
17 nous au Bureau de la concurrence avec le programme
18 de clémence. C'est pas très intéressant pour une
19 entreprise, là, présentement, de venir collaborer
20 en vertu du programme de clémence justement à cause
21 de cette obligation-là.

22 Q. [754] C'est certainement pas facile de faire des
23 enquêtes. L'UPAC vous parle pas, puis, là, avec
24 l'effet de l'accréditation de l'AMF, me faire
25 reconnaître coupable m'enlève mes... m'enlève mes

1 contrats... les contrats publiques.

2 R. Oui.

3 Q. [755] Avez-vous déjà envisagé, discuté avec l'AMF
4 peut-être pour dire que quand c'est des entreprises
5 qui ont passé à travers votre programme de clémence
6 qu'elles ne perdent pas son accréditation à l'AMF?
7 Est-ce que vous avez déjà eu des discussions là-
8 dessus?

9 R. Il y a eu... il y a eu des discussions avec l'AMF à
10 plusieurs niveaux, autant au niveau de l'immunité
11 que de la clémence. Ce sont des choses qui sont
12 toujours en discussion pour l'instant.

13 Q. [756] O.K. Parce que, là, l'absence de coordination
14 fait en sorte que ça réduit les... les effets... en
15 tout cas, le potentiel au niveau des enquêtes
16 probablement, là.

17 R. Oui, je partage votre sentiment.

18 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

19 Q. [757] Parce que l'essentiel de vos enquêtes
20 d'ailleurs démarre habituellement avec un... en
21 tout cas, récemment, là, au moins avec
22 l'utilisation ou l'intervention du programme de
23 clémence et d'immunité.

24 R. Le programme d'immunité d'abord...

25 Q. [758] Oui.

1 R. ... et programme de clémence.

2 Q. [759] Parfait. Si on va peut-être directement, en
3 fait, à la diapositive 36, pardon, parce que, en
4 fait, on a déjà traité le contenu des suivantes.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Vous faites un reproche!

7 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

8 Q. [760] Et donc on regarde... vous avez... On en a un
9 peu parlé ce matin, mais peut-être juste finir de
10 clarifier, là, l'ensemble des... des outils à la
11 disposition du Bureau, là, pour...

12 R. Oui. D'accord.

13 Q. [761] ... mener les enquêtes, surtout en ce qui
14 concerne, là, le recours... mandat de perquisition
15 et écoute électronique. La mise en oeuvre de ça, ça
16 implique aussi un fort degré de coopération
17 d'autres agences.

18 R. Bien, je vous dirais qu'habituellement, au niveau
19 des mandats de perquisition, on exécute nos propres
20 mandats. Alors, évidemment, lorsqu'on a besoin de
21 sécurité, ça, c'est autre chose, là.

22 Q. [762] Mais, vous n'êtes pas armé, là.

23 R. On n'est pas armé, non. Donc... donc, évidemment si
24 on s'en va dans des lieux où on a une preuve
25 quelconque, là, ou certaines inquiétudes,

1 évidemment on va faire affaire avec... avec des
2 corps policiers, mais on exécute nos propres
3 mandats de perquisition.

4 Au niveau de l'écoute électronique,
5 évidemment on a... on a le pouvoir de le faire. Il
6 a été utilisé à plusieurs reprises dont le cartel
7 de l'essence au Québec. Cependant, on n'a pas notre
8 propre... notre propre appareil, là, pour faire...
9 notre propre système, donc on fait affaire avec
10 soit la GRC, on a fait affaire avec la Sûreté du
11 Québec dans le passé ou certains corps municipaux,
12 soit des corps de police municipaux.

13 Nous avons le pouvoir également d'obtenir
14 des ordonnances de production soit de documents. On
15 peut aussi obliger des gens à témoigner devant un
16 président d'audience sous serment. Et évidemment,
17 bien, il y a des... il y a les programmes
18 d'immunité et de clémence qui sont disponibles
19 également.

20 Q. [763] Considérant ce que vous nous avez dit sur la
21 coopération puis, évidemment, le fait que, bon,
22 autant l'écoute électronique que... bon, peut-être
23 les mandats de perquisition c'est moins
24 significatif, là, mais l'écoute électronique
25 notamment, ça demande des ressources, il faut

1 allouer des... surtout des ressources humaines, là,
2 pour...

3 R. Et financières.

4 Q. [764] Et financières de la part de ces agences-là.

5 R. Hum hum. Oui.

6 Q. [765] Est-ce qu'il y a des... est-ce que la
7 coopération est affectée aussi de ce point de vue
8 là, de ce que vous avez pu noter?

9 R. Bien, je vous dirais que, plus récemment, on a fait
10 affaire beaucoup avec... avec la GRC, pour
11 l'exécution des mandats d'écoute, et on rembourse
12 la GRC. Donc, il n'y a pas eu de problème à ce
13 niveau-là, là.

14 Q. [766] J'avais en tête plutôt le problème... vu
15 qu'il y avait une... on va dire, une dissension
16 temporaire, en tout cas en ce qui vous concerne
17 et...

18 R. Oui, oui.

19 Q. [767] ... certains organismes québécois, là.

20 R. Hum hum.

21 Q. [768] De ce point de vue là, ça pas eu d'impact
22 puisqu'il y a pas eu besoin de...

23 R. Non.

24 Q. [769] C'est ce que je comprends.

25 R. Non.

1 Q. [770] Est-ce que les deux... l'ordonnance de
2 production et puis les interrogatoires sous
3 serment, là, je vois qu'on est...

4 R. Oui. Oui.

5 Q. [771] Est-ce que vous avez recours à ça de façon
6 fréquente?

7 R. Les ordonnances de production, autant en vertu de
8 la Loi sur la concurrence, qui est l'article 11, où
9 on parle de production de documents, là, ou 487 du
10 Code criminel, donc, ça, ça arrive assez
11 fréquemment. Pour ce qui est de forcer les gens à
12 venir témoigner, ça c'est quelque chose qui va être
13 utilisé vraiment de façon stratégique. Parce qu'en
14 bout de ligne, ça veut dire qu'on sacrifie une
15 cible, quand on fait ça. Donc, c'est pas quelque
16 chose, au niveau criminel, qu'on utilise très
17 souvent, beaucoup plus au niveau des dispositions
18 civiles.

19 Q. [772] Ça c'est seulement si les enquêtes sont un
20 petit peu... n'avancent pas à votre satisfaction?

21 R. Oui, ça peut... ça peut... il faut l'utiliser de
22 façon stratégique, vraiment.

23 Q. [773] Madame Blanchette, si on va à la page 38.

24 (14:53:11)

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [774] Mais le but c'est... quand vous dites, « on
3 sacrifie une cible », mais le but c'est vraiment
4 que toutes ces malversations cessent.

5 R. Exactement. Exactement.

6 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

7 Q. [775] Donc, ça donne les statistiques qu'on voit
8 là, deux cent cinquante (250) mandats de
9 perquisition entre quatre-vingt-seize (96) et deux
10 mille quatorze (2014). Cent soixante-sept (167)
11 personnes sous écoute électronique; cent trente et
12 un (131) ordonnances de renseignement. Est-ce que
13 ça c'est en construction ou c'est tous mandats
14 confondus?

15 R. Ça c'est tous mandats confondus.

16 Q. [776] Et est-ce que vous avez des statistiques plus
17 précises en ce qui nous concerne, en ce qui
18 concerne notre mandat?

19 R. Non, j'ai pas ça.

20 Q. [777] Est-ce que c'est quelque chose que vous êtes
21 en mesure d'obtenir?

22 R. C'est probablement... oui, j'imagine que oui.

23 Q. [778] Peut-être prendre un petit engagement de nous
24 transmettre ça?

25 R. Pas de problème.

1 Q. [779] Dans les deux semaines, aussi.

2 LA GREFFIÈRE :

3 C'est E-146.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Voulez-vous énoncer votre...

6 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

7 Oui. Madame la Greffière, de transmettre, bon,
8 d'ici...

9 Q. [780] Est-ce que d'ici la fin de la semaine
10 prochaine c'est aussi envisageable?

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Bien, le même temps, le premier (1er) novembre.

13 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

14 Q. [781] Oui, le premier (1er) novembre, c'est ça. Le
15 détail des mandats de perquisitions, du nombre de
16 personnes sous écoute et des ordonnances de
17 renseignements entre quatre-vingt-seize (96) et
18 deux mille quatorze (2014) dans les dossiers reliés
19 à la construction.

20 R. Au Québec ou...

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Q. [782] Oui.

23 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

24 Q. [783] Au Québec.

25 R. Au Québec. D'accord.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [784] Notre mandat va pas au-delà de ça.

3 R. Ça va.

4 LA GREFFIÈRE :

5 C'est un engagement?

6 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

7 Oui.

8 LA GREFFIÈRE :

9 Alors, c'est 145. 146, excusez.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 46.

12 LA GREFFIÈRE :

13 Oui.

14

15 216E-146 : Détails des mandats de perquisition,
16 écoutes électroniques et ordonnances
17 de renseignements au Québec

18

19 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

20 Q. [785] Donc, on l'a vu tout à l'heure, si on va à la
21 page suivante, vous avez mené donc, au Québec,
22 entre quatre-vingt-seize (96) et deux mille
23 quatorze (2014), vingt-neuf (29) enquêtes sur les
24 contrats publics de construction, douze (12) sont
25 toujours en cours.

1 R. Oui.

2 Q. [786] Et, si j'ai bien compris, les cinq dernières
3 années, là, représentent le gros du démarrage de
4 ces enquêtes-là, si j'ai bien compris?

5 R. Exact.

6 Q. [787] Est-ce que vous êtes... Est-ce que c'est
7 évident que les douze (12) toujours en cours ont
8 plus cinq ans ou c'est possible qu'il y en ait qui
9 soient antérieures à ça?

10 R. Je vous dirais qu'il y en a des assez récentes et
11 il y en a qui sont peut-être un petit peu avant le
12 cinq ans. Mais je vous dirais, surtout, on est
13 vraiment dans la période de cinq ans.

14 Q. [788] Parfait. Dans les diapositives qui suivent,
15 là on a un certain nombre d'enquêtes qui ont été...

16 R. Oui, des exemples.

17 Q. [789] Des exemples d'enquêtes qui ont été menées.
18 Je comprends que, dans les enquêtes sur l'industrie
19 de la construction, il en a eu ailleurs qu'au
20 Québec, là.

21 R. Oui.

22 Q. [790] On a un portrait très... Je pense que vous
23 avez parlé, à une époque, de vingt (20)... une
24 vingtaine d'enquêtes en cours par année?

25 R. Bien, on parle plutôt... j'ai revérifié, là, on

1 parle à peu près d'une trentaine de dossiers actifs
2 par année, en moyenne.

3 Q. [791] Parfait.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Q. [792] Vous parlez au Québec?

6 R. Non, je parle...

7 Q. [793] Au Canada.

8 R. Oui.

9 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

10 Q. [794] Dans l'ensemble du Bureau de la concurrence.

11 R. Oui. Aux affaires criminelles.

12 Q. [795] Les affaires criminelles, excusez-moi.

13 R. Oui.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Q. [796] J'aimerais savoir, les entrepreneurs en
16 électricité de Toronto.

17 R. Oui.

18 Q. [797] Est-ce que vous savez... on voit ici, là, que
19 les trucages d'offres auxquels participaient des
20 entrepreneurs en électricité, importants projets de
21 construction et de rénovation, et entrepreneur
22 général impliqué. Est-ce que c'est un entrepreneur
23 général impliqué?

24 R. Oui.

25 Q. [798] O.K. Est-ce que les entrepreneurs en

1 électricité qui sont à Toronto se retrouvent aussi
2 les mêmes au Québec?

3 R. C'est une très bonne question. Puis, à l'époque...
4 à l'époque de ce dossier-là, on parle d'un dossier
5 qui a commencé en mil neuf cent quatre-vingt-treize
6 (1993), la raison pour laquelle je l'ai mis c'était
7 pour vous montrer qu'il y avait ce genre de dossier
8 là mais ailleurs qu'au Québec. Commencé en quatre-
9 vingt-treize (93), ça s'est terminé...

10 Q. [799] Je suis sûre que c'est pas particulier au
11 Québec.

12 R. Non. Ça s'est terminé à peu près en quatre-vingt-
13 dix-huit (98), si je me souviens bien. Et, à
14 l'époque, c'était pas les mêmes entrepreneurs.

15 Q. [800] O.K.

16 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

17 Q. [801] D'accord. Donc, en dehors du fait que...
18 donc, c'est un dossier qui a une... qui a une
19 pertinence limitée pour notre mandat, comme vous
20 dites, c'était uniquement pour nous montrer que la
21 situation se déroulait ailleurs?

22 R. C'est ça. Puis ce qui est intéressant, ce dossier-
23 là, juste pour vous donner un exemple un peu du
24 système qui fonctionnait, c'est que vous aviez, par
25 exemple... par exemple, on veut rénover une tour à

1 bureaux, le donneur d'ouvrage décide, choisit son
2 entrepreneur général qui fait partie du système et
3 qui lui, se retourne, bon, prépare les plans et
4 devis, s'assure que ses amis entrepreneurs en
5 électricité choisissent entre eux qui va gagner le
6 contrat puis c'est pas des petits contrats, là, on
7 parle des grandes tours à bureaux, on parle du
8 Skydome Hotel, on parle BCE Place, on parle du
9 terminal 3 de l'Aéroport Pearson. Donc... donc ces
10 entrepreneurs-là décident entre eux qui va être le
11 gagnant puis l'entrepreneur général, évidemment, a
12 mentionné « N'oublie pas ma cote à moi. » Donc,
13 l'entrepreneur général, lui, avait l'air... avait
14 l'air très légitime parce que le genre d'offre
15 qu'il recevait de la part des entrepreneurs en
16 électricité était très très près de ce que... de
17 son estimé. Donc, le donneur d'ouvrage original,
18 lui, avait aucune idée que ça, ça se passait parce
19 que tout avait l'air très... très légitime. Et
20 c'est devenu tellement... est-ce qu'on peut dire ça
21 « prévalant », par exemple, dans le marché, dans...
22 oui, exactement, dans... dans... à Toronto qu'on
23 était rendu, on ne s'occupait plus juste de... des
24 gros contrats, tous les petits contrats aussi
25 étaient affectés parce qu'évidemment, chacun des

1 contrats a des valeurs différentes donc tout le
2 monde veut avoir sa part du gâteau. Donc, on
3 pouvait... on pouvait avoir un système comme ça
4 pour un contrat qui valait peut-être quatre
5 millions de dollars (4 M\$). Mais on pouvait avoir
6 aussi des contrats qui étaient listés pour quinze
7 mille (15 000). Donc, tout était affecté à ce
8 moment-là. En tout cas, c'est qu'on pense, à
9 l'époque.

10 Q. [802] Juste pour votre information, Madame la
11 Présidente, tout à l'heure votre question sur
12 l'identité des entreprises, là, si vous allez à
13 l'onglet 2, dans le... dans la série de documents
14 qu'on a déposés en liasse qui sont des rapports
15 annuels, il y a un rapport pour l'année quatre-
16 vingt-dix-huit (98) qui, évidemment, il faut se
17 rendre jusque là, là, c'est l'exercice se terminant
18 le trente et un (31) mars sur la première page, qui
19 est en fait la page 16 du document. On a un résumé
20 de cette affaire et les compagnies sont
21 identifiées.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Onglet 2, vous dites?

24 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

25 Onglet 2, c'est peut-être à la... vous voyez que le

1 premier document qui s'y trouve, ce sont des
2 extraits du rapport annuel quatre-vingt-quinze-
3 quatre-vingt-seize (95-96), cinq ou six pages plus
4 loin, on a quatre-vingt-dix-sept (97) et ensuite...
5 c'est pas évident à naviguer, je vous le concède,
6 là, éventuellement, on en a un qui... qui, bon, sur
7 la page couverture on voit que c'est l'exercice qui
8 se termine le trente et un (31) mars quatre-vingt-
9 dix-huit (98). Si on tourne tout de suite après, on
10 a une page qui porte le numéro 16 dans le bas. Et
11 sur cette page, on trouve un résumé, là, du trucage
12 d'offres par des entrepreneurs en électricité qui
13 avait fait l'objet d'enquête cette année-là.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Je cherche les coupables.

16 R. Je peux vous les nommer si vous voulez, ils sont à
17 l'écran.

18 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

19 Ah, on les voit à l'écran ici. Donc, on a une idée
20 des amendes perçues puis évidemment, là, de... un
21 survol du stratagème utilisé puis ensuite...

22 R. Exactement.

23 Q. [803] Donc, si on passe à la page suivante du
24 diaporama... de la présentation. On a... bon, je
25 sais pas s'il y a des choses à... sur lesquelles

1 vous vouliez attirer notre attention par rapport à
2 Hibernia parce qu'évidemment, bon, c'était un
3 contrat public de construction, mais en haute mer,
4 là...

5 R. Oui.

6 Q. [804] ... forcément.

7 R. Oui.

8 Q. [805] Peut-être rapidement.

9 R. Bien, ce qui était... peut-être rapidement, ce qui
10 était intéressant de ce dossier-là et la raison
11 pour laquelle je vous l'ai mis en diapositive,
12 c'est qu'on avait... on avait à l'époque plusieurs
13 entreprises qui se retrouvaient en Europe. Donc
14 c'est... où on a discuté, par exemple, de grands
15 projets d'infrastructures ou de grands projets
16 d'ingénierie un peu partout à travers le monde. Le
17 projet Hibernia était dans la liste. Et donc, ce
18 projet-là, donc des entreprises ont décidé de... de
19 faire un trucage d'offres sur une section du...
20 du... de la plate-forme pour la construction. Donc,
21 à un moment donné, bon, on a une compagnie qui est
22 venue nous voir pour collaborer, en mil neuf cent
23 quatre-vingt-dix-neuf (1999), dans le cadre du
24 programme d'immunité. Donc, juste... juste un petit
25 peu avant la... la naissance finale du programme

1 d'immunité. Et par la suite, une compagnie
2 française d'ingénierie a plaidé coupable pour... il
3 y avait juste deux compagnies, là, qui... qui
4 avaient participé à ce trucage d'offres là. Et ce
5 qui était intéressant, c'est que le projet Hibernia
6 était parti d'un... d'un système qui était à
7 l'échelle internationale. Alors, c'était pas juste
8 canadien, il y avait des projets aux États-Unis
9 aussi, il y avait des projets en Chine, il y avait
10 des projets un peu partout.

11 Q. [806] Donc, le fait que les compagnies soient pas
12 québécoises empêche pas que le trucage peut se
13 produire sur le territoire québécois ou en tout
14 cas...

15 R. Exactement, ou canadien.

16 Q. [807] ... canadien, en l'occurrence, dans cet
17 exemple-là?

18 R. Oui.

19 Q. [808] La page suivante, c'est un dossier qui...
20 avec lequel on est plus familier.

21 R. Oui, bien c'est le dossier Grattoir où on a eu un
22 très bon partenariat avec l'UPAC sur ce dossier-là.
23 Évidemment, je peux pas en dire trop, les
24 accusations sont devant... sont devant le... devant
25 les tribunaux. Mais c'est un très bon exemple de

1 collaboration avec l'UPAC. On en est bien content.

2 Donc, les accusations ont été déposées en deux
3 mille douze (2012) et deux mille quatorze (2014).

4 Q. [809] La coopération se fait de quelle manière?

5 R. On avait un agent sur place qui était vraiment
6 partie de l'équipe d'enquête à ce moment-là.

7 Q. [810] Et c'était une enquête que vous aviez initiée
8 de votre côté, que l'UPAC avait initiée du sien, et
9 vous avez mis vos ressources en commun ou...

10 R. Ah! Je me souviens...

11 Q. [811] ... vous avez été appelés à...

12 R. Je me souviens pas très bien. Je pense que c'est
13 plutôt l'UPAC qui nous a contactés parce qu'il y
14 avait des éléments de trucage d'offres, si je me
15 souviens bien.

16 Q. [812] Parfait.

17 R. Donc, on a collaboré à cette enquête-là.

18 Q. [813] Vous avez apporté une expertise...

19 R. Exactement.

20 Q. [814] ... additionnelle.

21 R. Lors des perquisitions, par exemple, aussi les
22 agents du Bureau étaient présents pour tout ce qui
23 était...

24 Q. [815] Identifier les documents utiles...

25 R. ... trucage d'offres. Exactement.

1 Q. [816] ... et ce genre de choses-là.

2 R. Oui.

3 Q. [817] Le dossier suivant qui est à la diapositive
4 43 et 44, on l'a déjà exposé ce matin, c'est...

5 R. Oui.

6 Q. [818] ... celui où vous évoquiez qu'il y a... si on
7 va surtout à la page 44, des accusations avaient
8 été déposées contre les fonctionnaires impliqués,
9 donc des représentants du donneur d'ouvrage...

10 R. Exactement, oui.

11 Q. [819] ... qui étaient impliqués dans le trucage.

12 R. Exact.

13 Q. [820] Pour illustrer la question de l'article 47.

14 R. Exactement.

15 Q. [821] Parfait. Diapositive 45, c'est un dossier
16 montréalais dans des contrats privés, mais il y
17 a... ça a fait l'objet d'un témoignage ici, par la
18 Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie
19 du Québec.

20 R. Hum, hum.

21 Q. [822] Il s'agit de quoi, exactement? Mais...

22 R. Bien, dans le fond, c'est des tours... ce que je
23 comprends, c'est des tours à condomuniums où on
24 avait certains éléments de ventilation qui étaient
25 aux plans et devis, où on a demandé... où on a fait

1 un appel d'offres. En réponse à ces appels
2 d'offres-là, certaines compagnies - puis encore, je
3 peux pas trop en dire, mais - il est allégué que
4 certaines compagnies ont truqué les offres. C'est
5 toujours une allégation pour l'instant pour ces
6 contrats-là, donc... Je pense que c'était pour tout
7 ce qui était ventilation, salles de bains et
8 ventilation également pour les hottes de cuisine.

9 Q. [823] Donc, c'était uniquement pour faire référence
10 à... ou pour expliquer un peu le dossier qui a fait
11 l'objet d'un témoignage d'autrui. Dans ce qui n'est
12 pas inclus dans votre présentation, vous avez aussi
13 enquêté sur un dossier sur le béton prêt à l'emploi
14 dans les années quatre-vingt-dix (90).

15 R. Oui.

16 Q. [824] Dans la période qui...

17 R. Dans la mi-quatre-vingt-dix (90), oui.

18 Q. [825] Quatre-vingt-dix-sept (97), je pense que
19 c'est le rapport annuel.

20 R. Oui.

21 Q. [826] Donc, c'est parce que ça date de quatre-
22 vingt-seize (96), est-ce que vous avez des
23 informations sur ce dossier-là?

24 R. Bien, écoutez, c'était vraiment un dossier... un
25 dossier de fixation de prix sur un projet en

1 particulier. Donc, on fixait le tonnage de béton à
2 être produit pour certains projets et on fixait le
3 prix. C'était dans la région de Québec. Donc des
4 grandes entreprises au niveau du béton dans cette
5 région-là ont été trouvées coupables à l'époque.

6 Q. [827] Je pense qu'à la fin, par contre, il y avait
7 eu... autour, enfin, dans le contexte, pardon, du
8 plaidoyer ou une condamnation...

9 R. Hum, hum.

10 Q. [828] ... il y avait eu une obligation de se
11 conformer pendant une période postérieure...

12 R. Oui, oui.

13 Q. [829] ... aux dispositions de la loi, une forme de
14 probation.

15 R. Ça, c'est... Oui, c'est assez fréquent dans les
16 dossiers de voir de la concurrence où on va
17 demander une ordonnance d'interdiction en vertu de
18 l'article 34 de la loi, où on va demander, par
19 exemple, aux parties de mettre en place un
20 programme de sensibilisation pour leurs employés.
21 Ils vont avoir aussi un devoir de rapporter leurs
22 activités de sensibilisation au Bureau. Donc, il y
23 a un peu de « monitoring », si on veut, qui est
24 fait par le Bureau de la concurrence, s'assurer que
25 l'ordonnance est bien respectée, et également de

1 respecter la loi durant une période. Parfois, ça
2 peut aller de trois, cinq à dix (10) ans,
3 dépendamment des circonstances.

4 Q. [830] En quatre-vingt-dix-neuf (99) vous avez aussi
5 enquêté sur... dans la région aussi, je pense...
6 dans une municipalité québécoise. Là, ce que je
7 voudrais savoir, c'est parce qu'il semble que vous
8 ayez... c'était, je pense, qu'il y a de la fixation
9 de prix par les professionnels, et je pense que...

10 R. En quatre-vingt-dix-huit (98), vous parlez.

11 Q. [831] Quatre-vingt-dix-huit (98)?

12 R. Oui.

13 Q. [832] Bon.

14 R. Oui, oui.

15 Q. [833] Dans le domaine de la construction, des
16 professionnels dans le domaine de la construction,
17 et la sanction ou le... comment dire? Le dossier a
18 été clos, d'après ce qu'on peut trouver au rapport
19 annuel...

20 R. Oui.

21 Q. [834] ... par la décision de donner de la formation
22 aux...

23 R. Exact. Donc...

24 Q. [835] Donc, la seule sanction que... pour cette
25 espèce... pour ce geste qui, je pense, était quand

1 même couvert par les dispositions de la loi...

2 R. Oui.

3 Q. [836] ... vous avez choisi de donner de la
4 formation. Moi, je voudrais savoir dans quel cadre,
5 ou dans quelles circonstances, vous avez recours à
6 ce genre de solutions là?

7 R. Je vous dirais que ça va dépendre des dossiers. Ça
8 va dépendre également de la priorisation et comment
9 on est occupé aussi. Donc, parfois, il y a des
10 agissements qui sont quand même graves mais on
11 veut... des fois c'est tellement... c'est assez
12 évident que les gens étaient pas au courant que ce
13 qu'ils faisaient était totalement incorrect.
14 C'était peut-être pas volontaire ou... Bon, c'est
15 pas une excuse, mais il demeure que parfois une
16 approche, une approche plus de sensibilisation que
17 de déposer des accusations est parfois plus
18 efficace pour régler un problème qui...
19 habituellement très régional, par exemple, dans ce
20 dossier-là. Donc, c'est l'approche qui avait été
21 choisie à l'époque.

22 Q. [837] Parfait. Un autre dossier sur lequel vous
23 avez enquêté et sur lequel je voudrais avoir
24 quelques commentaires, c'est un qui concerne le
25 BSDQ qui est venu déposer...

1 R. Hum, hum.

2 Q. [838] ... un petit peu plus tôt cette semaine. Bon,
3 c'est pas le BSDQ qui a témoigné à cet effet-là,
4 mais, bon, un peu plus tôt dans le mois de
5 septembre, madame Julie Senécal de la Corporation
6 des maîtres électriciens était venue indiquer à
7 propos du BSDQ que, bon, quand on lui suggérait que
8 le BSDQ avait un facteur aggravant peut-être sur la
9 collusion, là, que c'était certainement pas le cas,
10 que c'était même plutôt l'inverse et qu'ils avaient
11 saisi le Bureau de la concurrence qui avait fermé
12 son dossier, qu'on avait saisi l'autorité publique,
13 saisi le ministère du Travail, que tout le monde
14 s'était penché sur la question et qu'on avait...
15 que la légitimité du BSDQ avait été reconnue. Je
16 fais... je paraphrase un peu, mais...

17 R. Hum, hum.

18 Q. [839] ... essentiellement, c'est ça. Je voudrais
19 savoir, il y a effectivement eu une enquête du...
20 du Bureau de la concurrence sur le BSDQ.

21 R. Là, vous faites référence à 96 à peu près, là,
22 d'après ce que je comprends.

23 Q. [840] Là, je vous dirais 99, là, à peu près.

24 R. Oui, bien, il y a une lettre, je pense, qui a été
25 déposée avec le... le rapport du BSDQ qui était

1 datée de quatre-vingt-dix-huit (98).

2 Q. [841] C'est possible.

3 R. C'est à peu près à ça que vous faites référence?

4 Q. [842] Oui, c'est à ça qu'on fait référence.

5 R. Donc, à l'époque, donc en quatre-vingt-seize (96),
6 si je me souviens bien, le gouvernement du Québec
7 avait mis en place de nouvelles règles de
8 cautionnement et on restreignait, d'après ce que je
9 comprends - évidemment j'étais... j'étais encore à
10 l'université à l'époque, donc il a fallu que
11 j'aie fouillé dans les dossiers.

12 Mais, ce que je comprends, c'est qu'on
13 restreignait le nombre d'entreprises qui pouvaient
14 donner du cautionnement, par exemple, si on faisait
15 affaire avec le BSDQ. Donc, il y a eu... il y a eu
16 une levée de bouclier à l'époque. Si on fait des
17 recherches un peu, il y a eu une levée de bouclier
18 autant, par exemple, des compagnies d'assurance que
19 des compagnies financières, que... que des
20 entrepreneurs également.

21 Le Bureau a ouvert une enquête. Et là il y
22 a eu des changements législatifs entre le temps où
23 l'enquête a été ouverte et où elle a été fermée où
24 cette obligation-là de cautionnement ou cette
25 restriction de nombre d'entreprises de

1 cautionnement a été... a été éliminée. Donc, les
2 faits qui donnaient naissance à l'enquête ont été
3 réglés par la suite, donc l'enquête a été... a été
4 terminée à la suite de ça.

5 Q. [843] Donc, ça concernait que cet aspect-là.

6 R. C'est... c'est ce que, moi, j'ai été capable de
7 retrouver.

8 Q. [844] Donc, il n'y avait pas vraiment... le BSDQ...
9 le BCC n'a pas enquêté sur l'information plus
10 générale que le recours au BSDQ aurait un facteur
11 sur la concurrence qui serait négatif ou positif.

12 R. Ce que je peux vous dire là-dessus, par exemple,
13 c'est à chaque fois qu'une mesure a... a comme
14 résultat de réduire un bassin de soumissionnaires,
15 il est clair qu'au niveau concurrentiel, c'est
16 une... c'est la loi de la moyenne, là. Donc, si on
17 a moins de gens, bien, les chances... les chances
18 sont que les prix vont être plus élevés.

19 Est-ce que le BSDQ a cet effet-là? Je
20 pourrais pas vous répondre dans l'affirmative ou
21 dans la négative, mais à chaque fois qu'on a des
22 règles qui restreignent un bassin... un bassin
23 potentiel de soumissionnaires, ça peut amener des
24 problèmes de collusion.

25 Q. [845] Le BSDQ québécois est particulier. Bien,

1 premièrement, première question : est-ce qu'il y a
2 d'autres organismes de ce type dans les autres
3 provinces?

4 R. Il y en a, mais les règles sont beaucoup plus
5 souples, donc il n'y a pas d'obligation de passer
6 par les bureaux de... les bureaux de soumissions
7 déposées, là. Donc, c'est pas... ou ce qu'on
8 appelle les « depositories », donc c'est totalement
9 volontaire. Il n'y a pas... il n'y a pas
10 d'obligation de le faire.

11 Q. [846] J'ai... je sais pas, Madame la Présidente,
12 bon, il me reste peut-être une dizaine de minutes
13 au total. Est-ce que vous voulez qu'on continue?
14 Oui.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 (Inaudible)

17 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

18 Oui. On va finir le témoignage.

19 Q. [847] Donc, si on va... bien, à la diapositive
20 suivante, on a, je pense, un résumé un peu de
21 l'ensemble de vos activités durant cette période.

22 R. Oui. Donc, entre quatre-vingt...

23 Q. [848] Ça, c'est...

24 R. ... quatre-vingt-seize (96), deux mille quatorze
25 (2014) - et c'est tous dossiers confondus, là,

1 pour... pour le Canada complet - donc plus de trois
2 cent cinquante millions (350 000 M\$) en amende;
3 bon, plusieurs ordonnances d'interdiction qui sont
4 habituellement accrochées au... au plaidoyer de
5 culpabilité; plus sept ans de prison pour des
6 particuliers.

7 Q. [849] C'est un total, ça?

8 R. C'est un total.

9 Q. [850] Pour l'ensemble. C'est pas énorme.

10 R. Non, c'est pas énorme.

11 Q. [851] Donc, il n'y a pas... il doit pas y avoir
12 beaucoup de condamnations qui datent des...

13 R. Mais, on commence. On commence.

14 Q. [852] Oui, c'est ça.

15 R. Donnez-nous le temps, on commence. Plus de sept
16 cents (700) heures étaient... sept cents (700)
17 heures de travaux communautaires qui ont été
18 imposées.

19 (15:13:26)

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Q. [853] Mais, la plus lourde sentence, c'était quoi?

22 R. En termes de... monétaire? En termes...

23 Q. [854] Non, en termes de prison puis en termes...

24 R. En termes...

25 Q. [855] Les deux.

1 R. Oui.

2 Q. [856] Et en termes d'amendes.

3 R. En termes d'amendes, si je me souviens bien, c'est
4 dans le complot des vitamines en mil neuf cent
5 quatre-vingt-dix-neuf (1999), à peu près, là,
6 c'était quarante-huit millions (48 M\$) pour une
7 entreprise, donc plusieurs chefs d'accusation. Et
8 pour ce qui est de la peine de prison, si je me
9 souviens bien, c'est les écoles de conduite dans la
10 région de Sherbrooke, un particulier qui a eu un an
11 de prison.

12 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

13 Q. [857] Si on va à la page suivante, en fait, on a
14 les statistiques plus précises pour la construction
15 au Québec.

16 R. Oui. Donc, on parle de douze millions (12 M\$)
17 d'amendes pour la même période.

18 Q. [858] Sur... il y a combien de dossiers? Est-ce que
19 vous avez cette information-là?

20 R. Ça, il va falloir que je vous le cherche, je le
21 sais pas.

22 Q. [859] Et douze (12) mois de prison pour les
23 particuliers. Bon. J'imagine que c'est pas le
24 monsieur de Sherbrooke...

25 R. Non.

1 Q. [860] ... parce qu'il est pas en construction
2 encore.

3 R. Il est pas en construction. Non. Les écoles de
4 conduite, c'est pas de la construction. Donc,
5 c'est... c'est plusieurs personnes séparées.

6 Q. [861] Qui cumulent.

7 R. Si je me souviens bien, je pense que c'est dans le
8 complot du béton, mais il faudrait que... le béton
9 prêt à l'emploi, il faudrait que je vérifie, et
10 deux cents (200) heures de travaux communautaires.

11 Q. [862] Donc, ça, ça fait un peu le tour de
12 l'ensemble des dossiers qui ont été traités,
13 autant... je pense que j'ai sauté un exemple
14 concernant les... les égouts à Montréal, là,
15 mais...

16 R. Hum, hum.

17 Q. [863] ... on parle d'une dizaine de dossiers
18 traités...

19 R. Hum, hum.

20 Q. [864] ... durant cette période-là.

21 R. Oui.

22 Q. [865] J'imagine que ça... il y a quand même un
23 certain nombre de dossiers qui se sont réglés...

24 R. Oui.

25 Q. [866] ... par d'autres moyens, est-ce qu'ils

1 sont... pour une raison ou pour une autre, on n'en
2 a pas connaissance ou si tout dossier qui
3 aboutit... là je comprends qu'il y a des enquêtes
4 interrompues, c'est autre chose, là, mais...

5 R. Oui. Je vous dirais, aussitôt qu'il y a une enquête
6 qui est lancée en vertu de l'article 10, on se doit
7 de le rapporter dans les... dans les rapports
8 annuels, donc ils devraient être là.

9 Q. [867] Parfait.
10 (15:15:44)

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Q. [868] J'aimerais juste savoir, lorsque vous avez...
13 des moyens d'enquête, évidemment, et notamment
14 l'écoute électronique, alors lorsque vous avez un
15 dossier qui est bien mené puis qui va
16 vraisemblablement conduire à une arrestation, est-
17 ce que le même programme d'immunité s'applique ou
18 non? Est-ce que c'est seulement quand ils viennent
19 vous voir qu'il s'applique?

20 R. Non, il y a quand même possibilité que le programme
21 s'applique. Ça va... comme... Peut-être que j'en ai
22 parlé un petit peu trop vite tout à l'heure, là. Il
23 y a deux possibilités. Donc la première
24 possibilité, vous l'avez envisagée, alors on n'est
25 pas au courant de la conduite, on vient nous voir.

1 La deuxième possibilité, si, par exemple, on a fait
2 de l'écoute électronique, on a conduit des
3 mandats... exécuté des mandats de perquisition et
4 des gens rentrent par la suite, le programme est
5 disponible mais, évidemment, il va falloir nous
6 apporter une qualité d'informations beaucoup plus
7 importante que si on était au départ. Parce que
8 notre enquête, une fois qu'on est rendus là, on a
9 déjà beaucoup d'informations. Donc, il va
10 falloir... il va falloir que les gens...

11 Q. [869] Et c'est la même chose lorsque vous procédez
12 à l'arrestation de quelqu'un?

13 R. On n'arrête pas personne, nous, donc...

14 Q. [870] Non, mais lorsque vous... lorsque le dossier
15 est acheminé au procureur des poursuites...

16 R. Des poursuites pénales?

17 Q. [871] Pénales.

18 R. À partir de ce moment-là, lorsque le dossier est
19 référé au service des poursuites, les programmes...

20 Q. [872] C'est au...

21 R. ... les programmes ne sont plus disponibles. Donc,
22 le dossier, dans le fond, n'appartient plus au
23 Bureau, appartient maintenant au directeur des
24 poursuites pénales.

25 Q. [873] Mais le directeur des poursuites pénales

1 peut, de son côté, offrir aussi...

2 R. Exact.

3 Q. [874] ... l'immunité mais en échange, évidemment,
4 d'une information de qualité.

5 R. Exactement.

6 Q. [875] O.K.

7 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

8 Q. [876] Mais ça ce n'est plus de votre ressort et
9 c'est pas encadré de la même façon que...

10 R. Pas encadré de la même façon. Il demeure qu'on
11 collabore avec le SPPC.

12 Q. [877] Là on a vu un peu le portrait des... des
13 activités qui se sont... qui ont été faites durant
14 la période.

15 R. Hum hum.

16 Q. [878] Je voudrais juste avoir vos observations sur
17 un ou deux témoignages qu'on a entendus ici, là. Je
18 vous rappelle, par exemple, que le maire Tremblay,
19 Gérald Tremblay, quand il est venu témoigner, en
20 avril deux mille treize (2013), avait indiqué que,
21 bien, il avait fait un relevé de la collusion dans
22 les territoires puis il vous avait envoyé tout ça
23 au BCC.

24 R. Hum hum.

25 Q. [879] Puis il avait jamais eu de réponse. Est-ce

1 que vous seriez en mesure de nous indiquer dans
2 quelle mesure cette information-là a effectivement
3 été traitée ou reçue ou...

4 R. L'information a certainement été reçue, elle a été
5 traitée, elle a été conservée, regardée avec
6 attention. Cependant...

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Q. [880] Est-ce que vous parlez en connaissance de
9 cause?

10 R. Oui, je parle en connaissance de cause.

11 Q. [881] O.K.

12 R. Donc, il y a une différence entre envoyer de
13 l'information à... Je pèse bien mes mots, là, je
14 fais très attention, là. Il y a une différence
15 entre envoyer de l'information statistique et
16 d'avoir une information sur ce qui s'est réellement
17 passé.

18 Q. [882] L'information statistique par rapport à une
19 information factuelle.

20 R. Exactement. Exactement, c'est ce que je veux dire.
21 Et je veux pas...

22 Q. [883] Pouvez-vous nous expliquer ce que vous voulez
23 dire par une information statistique?

24 R. Oui. Donc, je vous dirais que c'est une très bonne
25 information de nous envoyer, nous dire : « Bien, il

1 y a quelque chose d'étrange parce qu'il y a
2 plusieurs contrats qui sont gagnés - par exemple -
3 par une entreprise dans tel ou tel ou tel secteur
4 de la ville et, de l'autre côté, bien, ils sont pas
5 gagnants. » D'accord? Donc, c'est quelque chose...
6 c'est sûr que c'est intéressant. C'est statistique
7 mais c'est intéressant.

8 Mais, en même temps, une... pour reprendre
9 votre mot, au niveau factuel, si j'ai quelqu'un qui
10 vient me voir en vertu, par exemple, du programme
11 d'immunité et qui me donne toute l'information à
12 savoir qu'est-ce qui se passe à l'intérieur du
13 cartel, du complot en tant que tel, c'est clair
14 qu'au niveau de la priorisation du côté du Bureau,
15 ça va être beaucoup plus facile de prioriser un
16 dossier comme ça, où on est capable de le faire
17 tout de suite que de prendre une information
18 statistique et être obligés de creuser pendant des
19 années pour arriver au bout.

20 Q. [884] Je comprends, mais de nous dire... de vous
21 faire dire que, dans tel... dans tel secteur de
22 contrats qui sont tous égaux et qu'ils ont tous les
23 mêmes valeurs puis c'est toujours les mêmes qui
24 gagnent...

25 R. C'est une excellente information.

1 Q. [885] Bien, est-ce que ça n'est pas une information
2 digne d'aller rencontrer les gens en question?

3 R. Ça c'est clair.

4 Q. [886] Est-ce que ça a été fait?

5 R. Ça, je pourrais pas vous dire, je le sais pas. Je
6 sais pas si c'est ça qui s'est passé dans ce
7 dossier-là parce que j'étais pas responsable de ce
8 dossier-là.

9 Q. [887] Et ça, vous vous êtes pas... parce que vous
10 dites que l'information a été traitée...

11 R. Ça c'est sûr.

12 Q. [888] ... minutieusement.

13 R. Oui.

14 Q. [889] Alors, je vous demande si vous avez été
15 rencontrer les gens qu'on a portés à votre
16 attention?

17 R. J'en ai vraiment aucune idée. Il va falloir que je
18 vérifie.

19 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

20 Q. [890] Est-ce que vous savez ce qui a été fait, si
21 quelque chose a été fait au sens où... quel genre
22 de suivi a été donné à l'information?

23 R. Il va falloir que je vérifie parce que passer ça,
24 là, je peux pas vous dire d'autre chose.

25 Q. [891] Donc, vous êtes capable de nous dire qu'elle

1 a été reçue en connaissance de cause, qu'elle a
2 été...

3 R. Elle a été traitée.

4 Q. [892] ... traitée d'une façon ou d'une autre, mais
5 quel genre de suivi a été accordé...

6 R. Je peux pas vous dire.

7 Q. [893] Vous pouvez pas nous dire. Mais vous avez
8 émis un commentaire général sur, disons, la nature
9 de l'information transmise et ce que ça impliquait
10 peut-être comme action par la suite par rapport à
11 quelque chose de plus concret, disons.

12 R. Exact.

13 Q. [894] Peut-être... je sais pas si vous voulez
14 formuler l'engagement?

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Q. [895] Êtes-vous en mesure de nous... de nous faire
17 parvenir les démarches qui ont été faites en lien
18 avec l'information...

19 R. Transmise?

20 Q. [896] ... transmise par le maire Tremblay?

21 R. Oui.

22 Q. [897] Le maire Tremblay.

23 R. On parle du maire de Montréal?

24 Q. [898] Oui.

25 R. C'est parce qu'il y a plusieurs maires Tremblay.

1 Q. [899] Oui, c'est le nom du maire de Montréal.

2 R. C'est bon.

3 Q. [900] L'autre n'est pas venu témoigner.

4 R. C'est bon.

5 (15:21:45)

6

7 216E-147 : Fournir les démarches faites en lien
8 avec les informations par le maire
9 Tremblay, maire de Montréal

10

11 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

12 Q. [901] Monsieur Florent Gagné, un peu plus tard, le
13 vingt-cinq (25) avril de cette année, l'ancien
14 sous-ministre du MTQ nous a indiqué, lui, par
15 ailleurs, qu'à chaque fois que le ministère des
16 Transports notait des problèmes de nature de
17 collusion ou d'indices de... de phénomènes de cette
18 nature-là, il vous communiquait ça au Bureau de la
19 concurrence, mais qu'il n'en entendait des fois
20 jamais parler par la suite.

21 R. Hum hum.

22 Q. [902] Je voulais savoir, est-ce qu'il y avait... je
23 sais qu'il n'y a pas de protocole, là, d'entente
24 signé entre les deux organismes à cette époque-là.
25 Il arrive quoi avec l'information qui est envoyée

1 par le... le MTQ? Est-ce que c'est réuni à un
2 endroit en se disant : « Quand on aura... à force
3 d'en accumuler, on aura un portrait plus clair »
4 ou...?

5 R. Non, c'est sûr qu'on a des bases de données, on a
6 un système d'archivage. Mais je vous dirais qu'il y
7 a certains dossiers où il y a de l'information qui
8 a été transmise par le MTQ où on a pris des
9 actions, comme le dossier de déneigement, par
10 exemple. Région de Montréal et de Québec. Fin des
11 années quatre-vingt-dix (90), début deux mille
12 (2000). Ça, c'est quelque chose qui me vient en
13 tête, là. Par la suite, je pourrais pas vous dire,
14 là, j'ai rien qui me vient en tête.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Q. [903] Est-ce que c'est relativement à ça que
17 monsieur Cloutier avait soit plaidé coupable ou été
18 trouvé coupable?

19 R. Exact.

20 ME CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

21 Q. [904] Évidemment il y a monsieur Roussy qui est
22 venu témoigner aussi un petit peu plus tard, en mai
23 deux mille quatorze (2014), qui, lui, indiquait que
24 ses expériences avec le BCC, là, c'est un ancien
25 adjoint au sous-ministre du MTQ...

1 R. Hum hum.

2 Q. [905] ... étaient peu satisfaisantes parce que les
3 cas où les gens avaient été condamnés, c'était des
4 amendes faibles, que les cas où on avait découvert
5 de la collusion dans les contrats, bien il
6 préférerait faire affaire avec la SQ plutôt que le
7 BCC. Est-ce que vous avez des choses à...?

8 R. Bien, c'est un choix.

9 Q. [906] Un choix?

10 R. Je vous dirais que les amendes qui sont... c'est
11 pas le Bureau de la concurrence qui impose les
12 amendes, c'est... c'est les tribunaux.

13 Q. [907] Est-ce que désormais, si on fait des
14 recommandations, on vous... le BCC a une influence
15 plus grande si on demande des amendes par
16 rapport... dans la mesure où c'est une discrétion
17 judiciaire, est-ce que...

18 R. Bien, de la façon que ça fonctionne, nous, on fait
19 des recommandations à... au service des poursuites
20 pénales du Canada. Le service des poursuites
21 pénales du Canada fait ses représentations devant
22 les tribunaux et les tribunaux décident.

23 Q. [908] Est-ce que vous avez l'impression, par
24 contre, qu'évidemment la nature, disons
25 l'importance de ce type de crime par rapport à la

1 société en général, est-ce que c'est mieux perçu?
2 Est-ce qu'il y a de plus en plus de réponses, si on
3 peut dire, en termes de...

4 R. Oui. Oui.

5 Q. [909] ... lourdeur ou de...

6 R. Oui. Mais je vous dirais que ça... je pense que
7 l'environnement présent, la Commission, ce que les
8 gens comprennent maintenant de l'importance de ce
9 genre de crime là, ce genre de comportement, est
10 certainement... nous amène... est certainement un
11 grand support pour nous parce que je vous dirais
12 qu'on commence à vraiment voir un changement
13 d'attitude au niveau de l'imposition des sentences.
14 Ça c'est clair.

15 Q. [910] Un peu grossièrement, personne savait ce que
16 faisait le Bureau de la concurrence il n'y a pas
17 longtemps, là? Maintenant, ce n'est plus le cas?

18 R. Je vous dirais... j'irais pas jusqu'à dire ça. Je
19 vous dirais que je pense que l'importance...
20 l'importance de ces crimes-là n'était pas vraiment
21 reconnue. Alors, vous savez, ça a commencé avec la
22 grande faute de Enron aux États-Unis où les gens
23 ont commencé à voir « Oh, O.K. Il peut y avoir...
24 il y a beaucoup de gens qui veulent plus d'argent
25 avec le... avec... avec un instrument comme ça qu'à

1 la pointe d'un fusil. » Donc, les gens commençaient
2 à prendre conscience de ça puis maintenant, bien ça
3 continue. Donc...

4 Q. [911] Au Québec, est-ce que, par exemple, la mise
5 en place d'institutions comme l'escouade Marteau a
6 eu un impact de votre point de vue, là, autant du
7 côté des coopérations avec les forces policières
8 que de la réponse du public ou des...

9 R. Il y a certainement une sensibilisation plus
10 grande. Je pense que les gens comprennent beaucoup
11 mieux qu'est-ce qui est la collusion, ce qui est le
12 trucage des offres, qu'est-ce qu'est la fixation de
13 prix, ça c'est clair. Et également, là, nous avons
14 pris des actions qui sont, au Québec, là, pas tant
15 le milieu de la construction, mais quand on parle
16 du cartel de l'essence, par exemple, où il y a eu
17 beaucoup de publicité, je pense que les gens
18 comprennent bien, maintenant, quels sont ce genre
19 d'infractions-là.

20 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

21 Q. [912] Mais si vous savez... bon, on a vu bien des
22 gens ici, on a eu de la collusion des entrepreneurs
23 à Montréal, la collusion des ingénieurs à Montréal,
24 la collusion des entrepreneurs à Laval, la
25 collusion des ingénieurs à Laval, la collusion des

1 fabricants d'asphalte au ministère des Transports
2 du Québec puis j'ai posé la question régulièrement,
3 est-ce que vous avez craint un jour de vous faire
4 prendre? Et la réponse est unanime « Non, on n'a
5 pas eu peur de se faire prendre. »

6 R. Hum hum.

7 Q. [913] Puis on sait, les études montrent que dans
8 les faits, la prévention, la lutte contre la
9 fraude, c'est d'augmenter d'abord la probabilité de
10 détection, de se faire prendre.

11 R. Hum hum.

12 Q. [914] Pensez-vous que là, avec les difficultés de
13 communication que vous avez en plus, l'arrimage
14 avec le certificat sur l'AMF, qu'il existe vraiment
15 une probabilité, je dirais significative de se
16 faire prendre au moment où on se parle?

17 R. Au moment où on se parle, moi je pense qu'il y a de
18 plus en plus de gens qui cognent à notre porte.
19 Donc, moi je vous dirais le message à lancer aux
20 gens qui font ce genre d'agissements-là, c'est
21 « Faites attention, parce qu'il y a des gens qui
22 sont de plus en plus au courant de nos programmes
23 et qui nous approchent et qui nous divulguent
24 l'information. » Donc...

25 Q. [915] Et est-ce que c'est plus vous ou l'UPAC dans

1 le fait qui peut être efficace dans ces choses-là?

2 R. Moi, je pense qu'au niveau des... au niveau du
3 truquage des offres et de la fixation de prix, il
4 est clair que nous avons une spécialisation. C'est
5 notre travail. On sait comment faire ces enquêtes-
6 là. On sait quoi aller chercher comme
7 documentation. On connaît bien la jurisprudence. Je
8 pense que c'est nous qui sommes les mieux placés
9 pour s'occuper de ce genre d'infraction là. Mais,
10 évidemment, lorsqu'on rencontre, comme je discutais
11 un petit peu plus tôt, d'autres types d'infractions
12 du genre corruption ou fraude, fausse facturation,
13 il est clair qu'une collaboration avec d'autres
14 agences de mise en application est essentielle.

15 Q. [916] À la Commission, on a fait beaucoup de
16 travaux par des analystes pour essayer de voir...
17 faire l'étude des contrats attribués dans les
18 appels d'offres dans une base de données. Tout à
19 l'heure, vous avez dit que vous aviez des bases de
20 données. J'ai lu que dans d'autres pays, les
21 entités comme la vôtre qui luttent contre la
22 collusion et la corruption font beaucoup d'analyses
23 de données...

24 R. Hum, hum.

25 Q. [917] ... pour essayer d'identifier les secteurs

1 potentiels où il pourrait y avoir de la collusion.
2 Vous, au Bureau de la concurrence, est-ce que vous
3 faites beaucoup d'analyses de données dans... et
4 est-ce qu'il serait possible d'en avoir si vous en
5 avez fait, vous?

6 R. Et, au niveau de l'analyse de données, c'est pas
7 quelque chose sur lequel on se concentre, nous, au
8 Bureau. On se concentre vraiment sur nos enquêtes,
9 sur l'information qu'on reçoit. Étant donné,
10 d'abord - vous l'avez mentionné - nos ressources,
11 on doit se concentrer sur nos enquêtes et sur
12 l'information qu'on reçoit de nos programmes. On
13 est à pleine capaci...

14 Q. [918] (inaudible) d'analyste dédié qui pourrait
15 dire : « Moi, je prends les contrats donnés par la
16 Ville de Toronto, » par exemple, « dans tel
17 secteur, puis je regarde s'il y aurait pas là, » je
18 dirais, « des indices potentiels de collusion? »

19 R. Oui.

20 Q. [919] Vous avez pas de...

21 R. Mais nous... nous, ce qu'on fait, on se fie à...
22 parce que, bon, les meilleures personnes placées
23 pour faire ce genre d'analyse là, habituellement,
24 ce sont les donneurs d'ouvrage, qui connaissent
25 leur marché, qui connaissent les fournisseurs.

1 Donc, Travaux publics est un bon exemple où ce
2 genre de recherche là se fait. Est-ce que la Ville
3 de Toronto fait ce genre de chose là? C'est certain
4 que, nous, on va leur demander de faire ce genre de
5 travail là. Mais de nous, de prendre cette
6 responsabilité-là, bien, évidemment, c'est des
7 coûts supplémentaires et c'est des ressources
8 supplémentaires à mettre sur ce genre de travail
9 là.

10 Q. [920] Parce que vous avez... dans votre hypothèse,
11 vous savez que la Ville de Montréal ne faisait pas
12 ça. Donc, on peut pas penser...

13 R. Je comprends.

14 Q. [921] ... que tous les donneurs d'ouvrage font ça.
15 Dans la littérature, il y a beaucoup... il y a
16 beaucoup de, je dirais, d'écrits qui disent :
17 « Bon, quand les offres sont à peu près de tant de
18 pourcentage d'écart, il pourrait y avoir un
19 potentiel de. »

20 R. Hum, hum.

21 Q. [922] Donc, vous faites pas ce genre d'analyse là,
22 vous, pour essayer d'identifier...

23 R. Non.

24 Q. [923] ... des situations potentielles. Non?

25 R. Non.

1 Q. [924] Merci.

2 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

3 Q. [925] D'ailleurs, à ce sujet-là, si on va... juste
4 donner le document, l'onglet 7, Madame Blanchette,
5 et si on va à la page... On va le coter avant.

6 LA GREFFIÈRE :

7 2137.

8

9 216P-2137 : Évaluation à mi-parcours des activités
10 de lutte contre le truquage d'offres
11 du Bureau de la concurrence du Canada
12 - Rapport final du 25 avril 2008
13

14 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

15 Q. [926] O.K. C'est un rapport d'Industrie Canada de
16 deux mille huit (2008) sur le truquage... sur les
17 activités de lutte contre le truquage d'offres du
18 Bureau de la concurrence.

19 R. Hum, hum.

20 Q. [927] Vous avez dit quelle cote, Madame la
21 Greffière?

22 LA GREFFIÈRE :

23 2137.

24 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

25 Q. [928] 2137. Si on va à la page 29, sur la version

1 papier, deux petits passages. Je voudrais juste
2 vérifier si la situation est encore celle qui
3 semblait prévaloir à l'époque. Oui, c'est 21; 29
4 papier, je sais pas pourquoi c'est aussi distinct
5 de... On voit ici dans l'avant-dernier paragraphe
6 de la page 29, on peut lire à partir de la deuxième
7 ligne :

8 La plupart des membres du Bureau qui
9 ont été interrogés étaient d'avis que
10 les taux actuels de détection étaient
11 très bas, que le truquage d'offres
12 était un problème vraiment important,
13 systémique dans certains secteurs,
14 comme celui de la construction, et
15 qu'il était courant tant au niveau
16 local ou régional que national.
17 D'après l'expérience qu'a le Bureau
18 des enquêtes sur les cartels et le
19 truquage d'offres, les personnes
20 impliquées s'arrangent généralement
21 bien pour dissimuler leurs actes et
22 éviter toute détection. En outre, une
23 infraction détectée à l'article 47 se
24 révèle souvent le symptôme d'un
25 problème de plus grande ampleur.

1 Et, beaucoup plus loin, à la page 54, au niveau de
2 la mise en application du... la conception et
3 l'exécution du programme de lutte dans la région du
4 Québec, la province de Québec... Oui, encore dix
5 (10) pages de plus. On peut lire dans le bas :

6 L'opinion dominante dans la région du
7 Québec est que le programme ne fait
8 qu'effleurer le problème,
9 particulièrement
10 on parle du programme de lutte au truquage d'offres
11 particulièrement en ce qui a trait à
12 l'élaboration et au maintien d'une
13 infrastructure à l'échelon provincial
14 et municipal. Ces deux aspects, ainsi
15 que certaines composantes de
16 l'industrie du transport, ont été
17 ciblés par le programme jusqu'à
18 maintenant. Le programme a déjà obtenu
19 un certain succès, puisque que quatre
20 affaires en sont actuellement au stade
21 de l'enquête.

22 Est-ce que cette situation de deux mille huit
23 (2008), où on ne faisait qu'effleurer, mais qu'on
24 avait l'impression que les choses s'amélioreraient,
25 est-ce que vous partagez ça aujourd'hui? Est-ce que

1 le portrait est le même?

2 R. Bien, moi, je vous dirais que... à mon avis, les
3 choses se sont améliorées. Alors, je pense qu'au
4 niveau de la détection, évidemment avec
5 l'environnement présent, avec la Commission, avec
6 l'UPAC, avec l'escouade Marteau, il est clair qu'on
7 a plus de demandes de notre côté. Et donc, à mon
8 avis, la détection est améliorée. Ça, c'est clair.
9 Et il y a eu beaucoup d'efforts au niveau de la
10 sensibilisation. Ça, c'est clair. Au niveau, autant
11 des ministères provinciaux que des municipalités,
12 pour s'assurer que les gens puissent détecter
13 lorsqu'il y a un problème, et de nous contacter.

14 Q. [929] Et je constate qu'à l'époque, on semblait se
15 féliciter d'avoir quatre dossiers au stade de
16 l'enquête. Je pense qu'on est passé à douze (12),
17 si je ne m'abuse, aujourd'hui...

18 R. Exact.

19 Q. [930] ... qui comprennent peut-être pas ces quatre-
20 là puisqu'il y a quatre ans qui se sont... en fait,
21 six ans qui se sont écoulés.

22 R. Oui.

23 Q. [931] Donc, en fait, le portrait était peut-être
24 encore plus grave que ce qu'on envisageait à
25 l'époque.

1 R. C'est possible.

2 (15:22:46)

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. [932] Les problèmes de... pas les problèmes, mais
5 les programmes de sensibilisation ont été mis sur
6 pied quand?

7 R. Je vous dirais qu'un programme officiel, à partir
8 de deux mille... à peu près deux mille sept (2007),
9 mais on donnait beaucoup de présentations de
10 sensibilisation, là, à partir de deux mille un
11 (2001). Et comme je vous disais, là...

12 Q. [933] Parce que ça...

13 R. ... un petit peu plus tôt...

14 Q. [934] Oui.

15 R. ... on a donné plus de quatre cent vingt (420)
16 pré... de sessions d'informations à toutes sortes
17 de groupes, là, tous azimuts, à plus de seize mille
18 (16 000) participants, donc quand même... Et vous
19 pouvez comprendre que chez nous, les gens qui font
20 ces présentations-là, ce sont les enquêteurs, donc
21 on se doit aussi de... de bien doser côté
22 présentation et travail d'enquête.

23 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

24 Q. [935] Est-ce que la priorisation des dossiers a
25 changé dans l'intervalle aussi?

1 R. Bien, je vous dirais que c'est clair que la... la
2 région du Québec est une priorité.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. [936] Parce qu'en deux... c'est en deux mille huit
5 (2008) que ce rapport-là a été fait...

6 R. Oui.

7 Q. [937] ... disant que... qu'il y avait pas un gros
8 taux de succès. Alors, si ça fait depuis deux mille
9 un (2001) que vos programmes... peut-être qu'il
10 faut mettre encore plus d'emphasis sur...

11 R. Oui. Puis... mais c'est bien que vous me posiez la
12 question. Le commissaire, monsieur Pecman, a
13 vraiment une emphasis très poussée sur tout ce qui
14 est sensibilisation. Donc, pour s'assurer que les
15 gens connaissent bien la loi et savent où rapporter
16 les crimes. Donc, c'est... c'est quelque chose, là,
17 c'est un changement de direction de la part de
18 notre commissaire.

19 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

20 Q. [938] Si on retourne à la page... à la diapositive
21 49 qui est la dernière, je pense, de votre
22 présentation, est-ce que vous avez des éléments à
23 ajouter par rapport à ce qu'on a déjà discuté, là,
24 dans l'optique des défis auxquels vous faites face?

25 R. Bien, il est clair que l'importance de la

1 prévention, on vient d'en parler, là, c'est de la
2 sensibilisation extrêmement importante. Ce que je
3 vous dirais, pour vous donner un exemple là-dessus,
4 au début des années deux mille (2000), deux mille
5 un (2001), deux mille deux (2002), lorsque je
6 donnais personnellement des présentations, j'avais
7 des gens dans la salle qui disaient : « Oui, mais
8 ça arrive jamais ça dans mes... dans mes dossiers.
9 Je fais affaire avec des professionnels, je fais
10 affaire avec des ingénieurs. » Donc il y avait
11 comme une relation de confiance.

12 Et moi, je vous dirais que maintenant, ce
13 genre de commentaire là, j'en ai plus. Alors, je
14 suis bien content. Et les gens sont vraiment à
15 l'affût du genre de... de stratagèmes dont ils
16 pourraient être victimes. C'est pas parfait, il y a
17 encore... il y a encore beaucoup d'efforts à faire,
18 mais on s'y attaque.

19 Évidemment, l'importance des programmes
20 d'immunité et de clémence pour le Bureau, c'est...
21 c'est primordial. Alors, pour nous, ces programmes-
22 là sont la source primaire d'informations au niveau
23 de la détection.

24 Et également, l'importance de la
25 collaboration avec les autres organismes, c'est...

1 c'est primordial qu'il y ait une bonne
2 communication et qu'il y ait un partage
3 d'informations et que... et ces canaux de
4 communication là soient ouverts le plus possible.
5 Voilà!

6 Q. [939] Ça termine mon interrogatoire de...

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Est-ce que les parties ont des questions à poser?

9 Non. Merci beaucoup, Maître Guay.

10 R. Merci à vous.

11

12 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

13

14 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

15 Je suppose qu'on va suspendre. Oui.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Oui. Oui, oui. On va suspendre pour dix (10),

18 quinze (15) minutes puis on revient.

19

20 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

21 REPRISE DE L'AUDIENCE

22 (15:59:47)

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Bonjour, Maître Lapointe.

25

1 Me PIERRE LAPOINTE :

2 Bonjour.

3 LA GREFFIÈRE :

4 Veuillez vous asseoir.

5 LA GREFFIÈRE :

6 Pourriez-vous rester debout pour l'assermentation,
7 s'il vous plaît?

8 Me PIERRE LAPOINTE :

9 Ah! Oui. Je m'excuse.

10

11

12

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce huitième (8e)
2 jour du mois d'octobre,

3

4 (15:59:50)

5 A COMPARU :

6

7 PIERRE LAPOINTE, avocat

8

9 LEQUEL affirme solennellement ce qui suit :

10

11 INTERROGÉ PAR Me PAUL CRÉPEAU :

12 Madame la Présidente, Maître Lapointe représente le
13 Directeur des poursuites criminelles et pénales et
14 bien que certains parmi nous le connaissent déjà
15 assez bien, je ferai une courte présentation du
16 témoin.

17 Q. [940] Maître Lapointe, avocat depuis mil neuf cent
18 soixante-dix-sept (1977)?

19 R. Exact.

20 Q. [941] Et en pratique... d'abord en pratique privée
21 et ensuite au DPCP, à l'époque, le substitut du
22 procureur général, de mil neuf cent quatre-vingt-
23 trois (1983) à ce jour?

24 R. Exact.

25 Q. [942] Et peut-être juste pour préciser, vous avez

1 agi comme procureur aussi bien en région qu'à
2 Québec?

3 R. Exact.

4 Q. [943] Et ensuite, dans des fonctions auprès du
5 Directeur ou, en fait, de la Direction.

6 R. À l'époque, c'était la Direction du sous-ministre
7 associé de la Direction générale des poursuites
8 publiques qui est devenue, en deux mille sept
9 (2007), le Directeur des poursuites criminelles et
10 pénales.

11 Q. [944] Et aujourd'hui, conseiller spécial auprès du
12 Directeur.

13 R. C'est exact. Je suis un procureur en chef et aussi
14 j'occupe une fonction de conseiller spécial à la
15 Directrice des poursuites criminelles et pénales.

16 Q. [945] Aux termes de cette belle carrière, Maître
17 Lapointe, vous allez nous décrire un peu ce qu'est
18 l'institution du DPCP, peut-être en commençant
19 brièvement nous dire justement le parcours, là, de
20 ceux qu'on appelait les procureurs de la Couronne,
21 les substituts du Procureur général et
22 l'institution du DPCP qui est né en deux mille sept
23 (2007)?

24 R. Deux mille sept (2007), bien, la loi a été adoptée
25 en deux mille cinq (2005) et est entrée en vigueur

1 le quinze (15) mars deux mille sept (2007).
2 Auparavant, les procureurs étaient régis par la Loi
3 sur les substituts qui avait été adoptée à la fin
4 des années soixante (60), je me souviens plus
5 exactement, soixante-sept (67), soixante-huit (68).

6 Tous les substituts relevaient du Procureur
7 général, étaient investis du pouvoir de... du
8 pouvoir discrétionnaire de poursuite du Procureur
9 général. Et c'était chapeauté ou dirigé
10 administrativement par un sous-ministre associé
11 qui... qui était une direction du ministère de la
12 Justice, la Direction générale des poursuites
13 publiques à...

14 Q. [946] Oui.

15 R. ... à l'époque, au début des années... à la fin des
16 années soixante (60), probablement que ça portait
17 un autre nom, là, mais en tout dernier, avant de
18 devenir DPCP, c'était la Direction générale des
19 poursuites publiques et...

20 Q. [947] Et juste pour expliquer, pourquoi on a un
21 changement en deux mille sept (2007)? Cette Loi sur
22 le Directeur des poursuites criminelles et pénales?

23 R. Bien, ça crée un organisme de poursuites, je
24 dirais, entre guillemets, indépendant parce qu'il
25 n'y a pas d'organisme qui est complètement

1 indépendant, là, mais ça crée un organisme de
2 poursuites indépendant qui s'occupe des poursuites
3 criminelles et pénales au Québec.

4 Ça suit une... si vous voulez, une
5 tradition qui s'est développée un peu partout à
6 travers le monde, dans les pays démocratiques, on
7 crée des directeurs des poursuites ou des
8 directions de poursuites criminelles et pénales ou
9 ce qu'on appelle généralement des directeurs des
10 poursuites publiques.

11 Q. [948] Oui.

12 R. Au Canada, il y en a trois : il y a la Nouvelle-
13 Écosse, il y a le fédéral et nous. La Nouvelle-
14 Écosse, ça a été... on a été les premiers, là, au
15 début des années deux mille (2000)...

16 Q. [949] Oui.

17 R. ... si je ne me trompe pas. Et par la suite, bien,
18 il y a eu le fédéral qui est entré en vigueur avant
19 nous, là, un an avant nous, mais qui... c'est pas
20 mal simultanément, là, les deux... les deux...

21 Q. [950] Et le but était d'assurer une plus grande
22 indépendance à la fonction, à l'institution?

23 R. Oui. Bien, c'est ça. C'est que les poursuites
24 doivent être indépendantes de toutes influences
25 politiques. Et aussi, en matière de poursuites, on

1 sait... on sait très bien, il doit aussi y avoir
2 une apparence d'indépendance, une apparence solide,
3 claire d'indépendance. Et ça... ça offre... De
4 créer un directeur des poursuites criminelles et
5 pénales offre... ou un Directeur des poursuites
6 publiques offre cette... cette possibilité-là.
7 C'est un poursuivant indépendant qui... qui ne
8 subit pas d'influence. Comme j'ai dit, il n'y a pas
9 d'indépendance parfaite. L'institution du Procureur
10 général existe encore au Québec, c'est sûr. Et le
11 pouvoir de poursuite du Procureur général exerce...
12 existe toujours.

13 De fait, la loi donne au directeur
14 l'exercice de ce pouvoir-là, sauf que la loi
15 réglemente clairement, aux articles 22 à 24, si je
16 ne me trompe pas, le pouvoir d'intervention du
17 Procureur général ou du ministre de la Justice. Il
18 peut soit faire des directives ou des orientations
19 générales ou il peut intervenir dans les dossiers,
20 il peut le faire, sauf que ça doit être public, ça
21 doit être transparent. Dans le cas de...

22 Q. [951] On va le faire, on va l'examiner...

23 R. O.K.

24 Q. [952] ... justement dans ce cadre-là. Justement
25 parce que, évidemment, il... on peut pas décrire le

1 Bureau... le DPCP comme étant un organisme de
2 surveillance et de contrôle...

3 R. Non.

4 Q. [953] ... comme d'autres organismes qui sont venus
5 ici.

6 R. Pas du tout, on ne fait pas d'enquête, on est un
7 service de poursuite.

8 Q. [954] Poursuite publique. Alors, peut-être regarder
9 d'abord le processus de nomination et de
10 destitution, le cas échéant, du directeur et peut-
11 être nous référer peut-être les grandes lignes à la
12 Loi du directeur, là, sans en faire une lecture
13 mais nous dire comment est nommé le directeur.

14 R. Oui. Bien, le directeur est nommé par le
15 gouvernement sur recommandation du ministre de la
16 Justice mais suite à un concours qui est tenu, où
17 il y a une création d'un comité qui va déterminer
18 les personnes aptes à être nommées directeur. Ce
19 comité-là est formé du sous-ministre de la Justice
20 mais aussi de représentants des facultés de droit,
21 représentants des victimes, représentants de...

22 Q. [955] La société civile.

23 R. ... la société civile, l'article 3 de la loi, là.
24 Et il est nommé pour une période de sept ans et son
25 mandat n'est pas renouvelable. Justement, le fait

1 qu'il soit pas renouvelable, là, était un élément
2 important pour, si vous voulez, assurer
3 l'indépendance, là, il peut pas être influencé pour
4 faire renouveler son mandat, il n'est pas
5 renouvelable.

6 Q. [956] Il n'est pas renouvelable. Et peut-on
7 destituer ou suspendre le directeur?

8 R. Uniquement pour cause suite à une recommandation
9 du... de la Commission de la fonction publique, si
10 je me trompe pas.

11 Q. [957] Oui.

12 R. Oui.

13 Q. [958] O.K. Alors, c'est l'indépendance du
14 directeur, je comprends qu'il y a un directeur
15 adjoint qui bénéficie de conditions qui peuvent
16 ressembler à celles du directeur?

17 R. Oui, sauf que lui est renouvelable et son mandat
18 est de cinq ans. Le directeur adjoint doit venir de
19 l'intérieur du...

20 Q. [959] Du réseau.

21 R. ... réseau, c'est-à-dire ça doit être un procureur
22 déjà, ce qui n'est pas une condition pour le
23 directeur.

24 Q. [960] On va essayer d'associer maintenant les
25 travaux ici, de la Commission, qui travaille

1 beaucoup en matière de collusion, construction,
2 dans l'industrie de la construction, la présence du
3 crime organisé et dans l'économie légale et avec
4 les travaux faits par le... par le directeur.
5 Alors, quels sont les organismes avec lesquels vous
6 collaborez ou coopérez, qui ont un rôle à jouer en
7 matière de collusion ou corruption?

8 R. Bien, il y en a beaucoup mais, de fait,
9 fondamentalement, d'abord, la Sûreté, c'est ce
10 qu'on appelle, nous, les organismes, le client,
11 c'est des organismes qui font enquête et qui nous
12 soumettent les enquêtes pour qu'une décision soit
13 prise si des poursuites sont intentées et, si elles
14 le sont, bien, on les prend en charge jusqu'à la
15 fin des procédures. Il y a d'abord, de façon
16 importante, la Sûreté, depuis la création de
17 l'UPAC, Marteau, bon. Alors, évidemment, on fait
18 affaire avec ces organismes-là.

19 Q. [961] CCQ, RBQ?

20 R. Aussi on... C'est ça. On fait du droit pénal, en
21 vertu de l'article 13, notre juridiction est celle
22 du procureur général en vertu du Code criminel et
23 aussi toutes juridictions du procureur général en
24 matière pénale.

25 Q. [962] Donc, les lois provinciales québécoises.

1 R. Donc, les lois provinciales québécoises. Donc, on a
2 comme organisme client le RBQ, la CCQ, le
3 commissaire au lobbyiste... lobbyisme.

4 Q. [963] Peut-être deux dont je voudrais vous parler.
5 Vous dites, bon... Alors, vous venez de nommer des
6 organismes clients, c'est-à-dire que vous allez
7 intenter des poursuites...

8 R. Oui.

9 Q. [964] ... dont les enquêtes auront été faites par
10 ces différents organismes là.

11 R. Oui.

12 Q. [965] Si je vous parle du DGEQ et de l'ARQ, êtes-
13 vous le poursuivant pour ces organismes-là?

14 R. Non, on n'est pas le poursuivant pour le directeur
15 général des élections et on n'est pas le
16 poursuivant non plus pour l'ARQ. L'ARQ c'est assez
17 évident, parce qu'au moment où on est devenus
18 poursuivants, le droit de poursuite appartenait pas
19 au procureur général de toute manière, il
20 appartient au sous-ministre du revenu. Alors donc,
21 c'est demeuré là.

22 Par contre... de fait, essentiellement,
23 tous les organismes pénals... je sais pas...
24 pénaux, en tout cas.

25 Q. [966] Oui.

1 R. Qui faisaient affaire avec nous au moment où on est
2 devenus le DPCP, bien, ont continué de faire
3 affaire avec nous. Certains autres se sont joints
4 et d'autres sont demeurés poursuivants : l'ARQ
5 évidemment, le directeur général des élections. Au
6 surplus, notre loi dit ou prévoit, si je ne me
7 trompe pas c'est l'article 18, que les directives
8 du directeur vont s'appliquer... les directives en
9 matière de poursuite vont s'appliquer à des
10 organismes qui sont des poursuivants désignés en
11 vertu de la loi. Alors, nos directives s'appliquent
12 même si on n'est pas poursuivants, vont s'appliquer
13 aux poursuivants municipaux, vont s'appliquer à
14 l'ARQ, c'est un processus de consultation qui a été
15 fait, mais ne s'appliquent pas au Directeur général
16 des élections parce qu'il y a eu un amendement à
17 leur loi pour les exclure.

18 Q. [967] Quand vous parlez des directives, on en verra
19 quelques exemples plus tard, là.

20 R. Oui.

21 Q. [968] Mais il s'agit de... de façons d'entamer les
22 poursuites, les choix du poursuivant et l'exercice
23 de la discrétion du poursuivant?

24 R. C'est l'ensemble des règles qui sont édictées par
25 le directeur et qui encadrent l'exercice...

1 Q. [969] Du droit de poursuite?

2 R. ... du droit de poursuite.

3 (16:10:19)

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Q. [970] Pourquoi est-ce que le DGEQ a été exclu?

6 R. Je peux pas vous le dire. Il a demandé de l'être
7 puis sa loi a été modifiée en conséquence. Je... on
8 n'a pas... je le sais pas.

9 Me PAUL CRÉPEAU :

10 Q. [971] Alors...

11 R. Je sais que l'argument était un argument
12 d'indépendance, là, parce qu'il relève de
13 l'Assemblée nationale. Mais c'est le plus que je
14 peux vous en dire.

15 Q. [972] Madame Blanchette, je vais vous demander de
16 mettre à l'écran l'onglet numéro 1 s'il vous plaît,
17 qui est une présentation PowerPoint. Vous l'avez
18 vue, évidemment, Maître Lapointe, vous avez
19 participé à la préparation du document?

20 R. Oui.

21 Q. [973] Alors, on pourrait le coter immédiatement
22 sous?

23 LA GREFFIÈRE :

24 2138.

25

1 217P-2138 : Présentation du Directeur des
2 poursuites criminelles et pénales
3 (DPCP) par Pierre Lapointe, le 8
4 octobre 2014 - Compétence, Respect,
5 Intégrité
6

7 Me PAUL CRÉPEAU :

8 Q. [974] 2138. Alors une présentation qui a plusieurs
9 pages mais on passera plus rapidement sur
10 certaines. Je vais vous demander et peut-être pour
11 des fins d'informations, Madame la Présidente,
12 d'ici à demain, nous produirons à tous les
13 participants un document d'accompagnement. On a
14 envoyé un long questionnaire au DPCP qui nous a
15 envoyé beaucoup de documentation qu'on aura...
16 qu'on est en train de faire préparer et qui sera
17 distribuée aux parties aux fins de... en fait,
18 toutes les réponses du DPCP vont s'y trouver. Et
19 même si on n'aborde pas toutes les questions en
20 audience, on aura le document public afin que les
21 parties puissent les utiliser, le cas échéant.
22 Alors, qui sera produit à la prochaine audience
23 parce qu'on terminera pas aujourd'hui.

24 La page 7, Madame Blanchette, de la
25 septième diapositive. Présentation de

1 l'organisation. Alors là je vais vous demander,
2 Maître Lapointe, on voit qu'on commence en deux
3 mille sept (2007) mais nous amener rapidement en
4 deux mille treize (2013), nous expliquer comment...
5 de quoi est composé le DPCP.

6 R. Bien, sur le plan fonctionnel, il y a... il y a des
7 bureaux régionaux.

8 Q. [975] Où se trouvent des poursuivants?

9 R. Où se trouvent des poursuivants qui couvrent un
10 territoire. On a, au moment où on se parle, je
11 pense c'est quarante-sept (47) points de service
12 où... on n'a pas nécessairement des procureurs dans
13 les quarante-sept (47) points de service, mais on
14 en a au moins dans trente-neuf (39), je pense ou
15 enfin, le montant... le nombre exact je le sais
16 pas.

17 Q. [976] En fait, c'est les palais de justice du
18 Québec?

19 R. C'est les palais de just... bien oui, puis il y a
20 des endroits où c'est pas vraiment nécessairement
21 un palais de justice formel, là, c'est... ça peut
22 être un sous-sol d'église, là, mais on fait de
23 la... je l'ai fait pendant plusieurs années.

24 Q. [977] O.K.

25 R. J'étais sur la Côte-Nord au début puis...

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [978] (inaudible).

3 R. Et on a les bureaux spécialisés. Pardon?

4 Q. [979] Des manufactures?

5 R. Oui. Et on a les bureaux spécialisés qui... on a
6 des bureaux spécialisés qui sont plus d'ordre
7 consultatif, si vous voulez et il y a les bureaux
8 spécialisés qui sont des bureaux fonctionnels, bien
9 en fait, qui sont tous fonctionnels, mais des
10 bureaux de poursuite. Alors, il y a le... le
11 bureau...

12 Me PAUL CRÉPEAU :

13 Q. [980] Peut-être regarder ceux qui font des
14 poursuites, là, et...

15 R. Oui, qui vous intéressent plus, là?

16 Q. [981] Oui.

17 R. Il y a le... le bureau, vous voyez, dans la
18 diapositive, pour vous le montrer, là, il y avait
19 le Bureau de la qualité des services professionnels
20 n'existe plus. Il a été refondu... en fait...

21 Q. [982] Oui.

22 R. ... c'est pas qu'on n'est pas préoccupé par la
23 qualité des services professionnels, c'est qu'il a
24 été refondu dans un autre bureau.

25

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Q. [983] Qu'est-ce qu'il faisait ce bureau-là? Quel
3 genre de poursuite qu'il fai...

4 R. Il faisait pas de poursuites.

5 Q. [984] Il faisait pas de poursuites?

6 R. Non, non, c'était un bureau... c'était un bureau...
7 il s'occupait des directives dans l'ensemble des
8 directives de la... de la surveillance, si vous
9 voulez, de la qualité des services. Il s'occupait
10 aussi du recrutement mais... il existe encore, là,
11 mais il a été refondu dans plus qu'un bureau, là.
12 Mais les bureaux qui vous intéressent plus, là, qui
13 font les poursuites, il y a évidemment le Bureau
14 des affaires pénales, le BAP, qui s'occupe de
15 toutes les poursuites pénales. Alors, c'est donc
16 eux qui font affaire avec la RBQ, CCQ, commissaire
17 au lobbyisme.

18 Me PAUL CRÉPEAU :

19 Q. [985] On va peut-être s'entendre justement sur le
20 vocabulaire, lorsqu'on parlera des affaires
21 pénales, on parle des affaires pénales
22 réglementaires...

23 R. C'est ça.

24 Q. [986] ... c'est-à-dire les lois québécoises?

25 R. Les lois québécoises.

1 Q. [987] Alors quand on parle les poursuites
2 criminelles, ce sont celles qui relèvent du Code
3 criminel qui est de juridiction fédérale?

4 R. C'est exact.

5 Q. [988] Mais appliqué par la province?

6 R. C'est exact.

7 Q. [989] Bon, on a fait un peu de droit
8 constitutionnel. Maintenant on continue avec...

9 R. Parce que c'est le procureur général de la province
10 qui a le pouvoir de... d'administrer la justice
11 criminelle dans la province.

12 Q. [990] Alors on a le BAP, les affaires pénales?

13 R. Il y a le BLACO, qui est le Bureau... qui a été
14 peut-être un de nos premiers bureaux spécialisés,
15 qui est le bureau de lutte au crime organisé, qui a
16 été chargé de poursuites immenses dans les années
17 deux mille (2000). Il y a eu le printemps deux
18 mille un (2001)... le printemps deux mille un
19 (2001), oui. Et maintenant SharQc, bon, c'est un...
20 c'est un très gros bureau. Il y a le Bureau de
21 lutte aux produits de la criminalité, le BLPC, qui
22 s'occupe des produits de la criminalité, ça va de
23 soi, qui a été le bureau, de fait, chargé de toute
24 l'affaire Diligence qui intéressait votre
25 commission. Et on a créé en deux mille dix (2010)

1 ou onze (11), je suis plus capable d'être précis...

2 Q. [991] C'est à la page 8 de...

3 R. J'ai un blanc de mémoire.

4 Q. [992] ... la présentation.

5 R. Oui. C'est ça. Parce que c'est...

6 Q. [993] BLCM?

7 R. ... c'est plus à jour. C'est le BLCM, qui est le
8 Bureau de lutte à la corruption et à la
9 malversation, suite à la création de Marteau et de
10 l'UPAC, qui s'occupe - le titre le dit - des
11 dossiers de corruption et de malversation. Ce sont
12 les principaux trois bureaux qui font des
13 poursuites et qui, disons, sont associés aux
14 dossiers qui peuvent intéresser la Commission. Il y
15 a aussi le Bureau des affaires extérieures, de la
16 sécurité et du développement qui maintenant
17 s'appelle le Bureau des affaires extérieures...

18 Q. [994] Oui.

19 R. ... je crois, seulement... pas que le
20 développement, encore une fois, puis la sécurité
21 nous intéresse pas, c'est que ça a été transféré à
22 un autre bureau. Mais qui, lui, s'occupe
23 particulièrement de la question des témoins
24 collaborateurs, qui est une question importante
25 dans les dossiers de corruption ou de malversation,

1 et qui s'occupe...

2 Q. [995] On y reviendra, oui.

3 R. ... aussi des affaires... Oui, on y reviendra, mais
4 qui s'occupe aussi des affaires d'entraide
5 internationale, et qui ont une influence,
6 évidemment.

7 Q. [996] Alors, quand un corps policier de la Sûreté
8 du Québec veut suivre des traces des biens... la
9 trace de l'argent, l'expression est consacrée...

10 R. Oui.

11 Q. [997] ... mais si l'argent est parti dans des pays,
12 des paradis fiscaux, on va passer par le Bureau des
13 affaires extérieures.

14 R. Oui, ou si la preuve se trouve ailleurs, dans
15 d'autres pays...

16 Q. [998] O.K.

17 R. ... de fait, c'est le gouvernement fédéral qui fait
18 les démarches, si vous voulez, officielles...

19 Q. [999] Oui.

20 R. ... auprès de l'autre pays. Mais, puisque c'est une
21 enquête, disons, qui résulte de la Sûreté du
22 Québec, bien, c'est notre bureau à nous qui fait
23 toute la documentation...

24 Q. [1000] Qui le prépare.

25 R. ... toute la préparation du dossier et qui fait le

1 suivi du dossier auprès du gouvernement fédéral et
2 de la juridiction étrangère pour exécuter les
3 choses et pour obtenir la preuve ou les produits,
4 dépendant.

5 Q. [1001] On regarde l'organisation toujours de la
6 structure, page 11, Madame Blanchette. Les
7 effectifs...

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Q. [1002] Juste un instant, je tourne les pages. Vous
10 avez dit qu'on était pour y revenir; je voudrais
11 juste savoir, en ce qui concerne les témoins
12 collaborateurs...

13 R. Oui.

14 Q. [1003] ... est-ce que maintenant, dès qu'il y a
15 dans un dossier un témoin collaborateur, c'est le
16 Bureau des affaires extérieures qui prend charge du
17 témoin collaborateur? Ou qui s'assure de...

18 R. Oui, c'est ce bureau-là...

19 Q. [1004] ... de la rédaction de...

20 R. ... qui a la tâche de qualifier les personnes,
21 d'accepter les personnes comme étant un témoin
22 collaborateur ou pas. Mais on verra que c'est un...
23 c'est basé sur une directive qui s'appelle « Col
24 3 » ...

25 Q. [1005] Oui.

1 R. ... qui est un... qui fonctionne sur des principes
2 différents de l'ancienne directive...

3 Q. [1006] Hum.

4 R. ... des repentis...

5 Q. [1007] Oui.

6 R. ... T... thème 3.

7 Q. [1008] Hum, hum.

8 R. Le principe a changé. J'ai participé à ce
9 changement-là. Et... mais, oui, simplement à votre
10 question, c'est le Bureau des affaires extérieures
11 qui s'occupe, qui fait la gestion des témoins
12 collaborateurs.

13 Q. [1009] Et je présume que le bureau est à Québec?

14 R. Oui.

15 Q. [1010] Et il y a combien de procureurs qui en font
16 partie?

17 R. Ah, vous me posez une bonne question. Il y en a
18 quelques-uns. C'est dirigé par un procureur en
19 chef, maître Sabin Ouellet. Il y a d'autres
20 personnes... il y a un procureur en chef adjoint,
21 ça, je le sais, mais qui s'occupe des
22 collaborateurs comme tels? Je sais qu'il y a
23 d'autres personnes qui y travaillent. Je sais...
24 j'en connais un qui n'est pas procureur mais qui
25 s'occupe de ces choses-là, et les autres, peut-être

1 sont-ils procureurs, mais, écoutez,
2 personnellement, je le sais pas mais on peut...

3 Q. [1011] Ça va.

4 R. ... si c'est important, je peux...

5 Q. [1012] C'est correct. Merci.

6 R. ... trouver une réponse exacte à ça.

7 Me PAUL CRÉPEAU :

8 Q. [1013] On revenait au niveau des effectifs, à la
9 page 11, présentation de l'organisation. Alors, on
10 voit une progression et je comprends que vous avez
11 des chiffres depuis deux mille sept (2007).

12 R. Hum, hum.

13 Q. [1014] On va aller de deux mille sept (2007) à deux
14 mille quatorze (2014) où on voit l'ensemble des
15 effectifs ou personnel régulier et les occasionnels
16 qui passent de quatre cent vingt-neuf (429) à six
17 cents (600) personnes en deux mille quatorze
18 (2014).

19 R. Oui.

20 Q. [1015] Alors, c'est à peu près le reflet exact,
21 peut-être à quelques chiffres près, des troupes du
22 Bureau du directeur des poursuites criminelles et
23 pénales.

24 R. En poursuivants, en procureurs, oui.

25 Q. [1016] O.K.

1 R. Il y a eu une progression marquée à compter du
2 moment où on est devenu DPCP, là, en deux mille
3 huit (2008), là, il y a eu cent quarante-quatre
4 (144) postes, je pense, d'accordés. Et... et c'est
5 en progression constante, sous réserve, évidemment,
6 des... des restrictions gouvernementales en matière
7 de...

8 Q. [1017] Justement, peut-être... parce que la partie
9 budget peut avoir un impact. À la page 13...

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Q. [1018] Mais on voit que, du trente et un (31) mars
12 deux mille douze (2012) au trente et un (31) mars
13 deux mille quatorze (2014), il y a une diminution?

14 R. Euh...

15 Q. [1019] Excusez-moi.

16 R. C'est-à-dire que non...

17 Q. [1020] Non, non.

18 R. Moi, je la vois pas, là. Mais peut-être qu'il y a
19 un ralentissement dans l'augmentation par exemple.
20 Par contre, si vous regardez le nombre de... oui,
21 c'est le nombre d'occasionnels qui est stable. Qui
22 est relativement élevé, là, cent huit (108)
23 occasionnels sur quatre cent quatre-vingt-onze
24 (491) postes réguliers, là.

25

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Q. [1021] Les... L'aspect budget. Alors, la page 13,
3 qui va nous donner une idée de la progression
4 depuis mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998)
5 jusqu'à ce jour, où on voit tout de même, là, si on
6 prend les chiffres de la première et de la dernière
7 année, une progression, il y a un multiple de
8 quatre environ. Mais est-ce qu'il est exact...
9 peut-être résumé comme ça, le bureau du directeur
10 des poursuites criminelles et pénales,
11 essentiellement, la dépense c'est le salaire. Il y
12 a pas d'équipement, il y a pas d'automobile, il...

13 R. Quatre-vingts pour cent (80 %) c'est du salaire. Ou
14 dépenses... peut-être qu'il y a... je vous donne un
15 ordre de grandeur, là, je ne connais le pourcentage
16 exact mais c'est, fondamentalement, dans un ordre
17 de grandeur, quatre-vingts pour cent (80 %) du
18 salaire. Ce qui fait que, pour nous, les
19 compressions sont très difficiles parce qu'on doit
20 comprimer dans le salaire, dans le...

21 Et il y a eu une augmentation importante à
22 compter de deux mille sept (2007), on peut le voir,
23 là, à compter du moment où on est devenus DPCP. Qui
24 s'explique par le fait qu'étant un organisme
25 indépendant, bien, là, évidemment, on doit fournir

1 nos propres services. On a récupéré une bonne
2 quantité de... de budget qui... que d'autres
3 directions du ministère de la Justice utilisaient
4 pour donner, nous donner des services, alors c'est
5 devenu nos budgets, en réalité. C'est pas une
6 réelle augmentation budgétaire comme un transfert
7 de budgets au DPCP. Mais il y a eu, depuis... parce
8 que, de toute évidence, s'il y a eu une
9 augmentation de deux cents (200) procureurs, il y a
10 eu une augmentation...

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Q. [1022] De quels services parlez-vous?

13 R. Ah! bien, écoutez, à l'époque on était au ministère
14 de la Justice, des services à l'administration
15 s'occupaient de toutes les questions
16 d'administration du service de poursuite, de la
17 DGPP, autant les salaires que les... la gestion en
18 général, les bureaux, les... bon. Alors, tout ça,
19 c'était... c'était... c'est des services qui
20 étaient rendus soit par la direction générale à
21 l'organisation, soit par la direction générale des
22 services de justice concernant les locaux,
23 concernant les... bon.

24 Alors, c'est des budgets qui étaient
25 consacrés... Service informatique, c'est pareil, je

1 veux dire, c'est un service centralisé au ministère
2 de la Justice. Bon. Alors, il y a une partie de ça
3 qui... qui nous est revenue.

4 Les... la représentation du... des
5 poursuivants lorsqu'il y avait des poursuites
6 civiles était faite par la direction générale des
7 affaires juridiques et le DGA... en tout cas.
8 Alors, tout ça, ces budgets-là nous ont été... ont
9 été récupérés chez nous. Et, de toute évidence,
10 bien, le budget a suivi l'augmentation du nombre de
11 procureurs depuis.

12 Me PAUL CRÉPEAU :

13 Q. [1023] O.K. Alors, on a vu une idée de... une
14 présentation. Maintenant on devrait voir comment
15 les... les ententes avec différents organismes qui
16 sont venus ici. Alors, peut-être à la page 14. Il
17 existe... On voit des ententes depuis mil neuf cent
18 quatre-vingt-quatorze (1994) dont certaines vont
19 nous intéresser plus particulièrement. Si on
20 commence à partir de deux mille onze (2011), plus
21 particulièrement.

22 Alors, je vous demanderais peut-être juste
23 de commenter un petit ce qu'il en est, celle en
24 deux mille onze (2011), l'AMF avec le D... alors,
25 l'Autorité des marchés financiers avec...

1 R. L'entente, oui.

2 Q. [1024] ... le directeur, MSP, ministère de la
3 Sécurité publique et la Sûreté du Québec. Préséance
4 de poursuites.

5 R. Je connais bien cette entente-là parce que j'ai
6 participé à la négociation. L'idée... Et c'est un
7 pro... c'est un problème, entre guillemets, pas
8 nécessairement un problème mais une difficulté
9 qu'on rencontre lorsqu'il y a plus qu'une personne
10 qui a un droit de poursuite pour un incident donné.
11 Et le problème se posait avec l'AMF.

12 L'AMF, lorsqu'elle constate la commission
13 d'une infraction, une irrégularité, doit agir,
14 hein, pour arrêter l'hémorragie, pour sauver les
15 actifs. Et l'AMF fait du droit pénal, a le droit de
16 faire des poursuites pénales de fait, il y a des
17 infractions qui sont très graves, il y a des peines
18 de cinq ans moins un jour prévues à la loi.

19 Q. [1025] On pense peut-être au cas de Vincent...
20 Vincent Lacroix?

21 R. On pense à ce cas-là, évidemment. Le fait que l'AMF
22 agisse rapidement peut faire en sorte que ça
23 devient illusoire de faire des poursuites
24 criminelles par la suite. Ça peut nuire aux
25 enquêtes criminelles par la suite, comme ça peut ne

1 pas le faire. Mais il faut... ça prend une
2 coordination importante entre les organismes. Au
3 surplus, l'AMF est un organisme d'inspection, un
4 organisme qui fait... qui a le pouvoir
5 d'inspection. Et on sait que les renseignements qui
6 sont obtenus par un organisme suite à l'exercice de
7 son pouvoir d'inspection peuvent servir en droit
8 criminel, dans la mesure où on ne se sert pas du
9 pouvoir d'inspection pour faire du droit criminel.
10 C'est le fameux arrêt Jarvis de la Cour suprême et
11 bon, si on se servait des pouvoirs d'inspection
12 pour faire du droit criminel, disons que ces
13 renseignements-là seraient empoisonnés, seraient...
14 bon.

15 Alors, il était nécessaire de coordonner
16 les efforts entre la Sûreté, l'AMF, le ministère de
17 la Sécurité publique a participé, et... et nous.
18 Alors, on a fait une entente qui concerne ou qui
19 crée, si vous voulez, un comité qui fait l'examen
20 des dossiers puis qui décide, bon, est-ce que ça,
21 c'est un dossier qui vaut la peine de faire du
22 droit criminel ou droit pénal ou en fait, on se
23 coordonne ensemble.

24 Q. [1026] Et on décide qui aura préséance au niveau
25 des accusations?

1 R. C'est-à-dire qu'on décide si... à ma connaissance
2 parce que depuis, j'ai pas fait de suivi, là, mais
3 à ma connaissance, on décide est-ce que ça va être
4 un... on va faire du droit pénal dans ce dossier-
5 là...

6 Q. [1027] Oui.

7 R. ... est-ce qu'on va faire du droit criminel?
8 Dépendant de la nature de... de l'acte qui est
9 présumé, dépendant de... et qui fait en sorte que
10 les gens ne s'entravent pas mutuellement, mais
11 s'aident, plutôt, mutuellement.

12 Q. [1028] O.K.

13 R. Et à ma connaissance, ça fonctionne. C'est...
14 c'est... l'entente a été signée par après puis elle
15 s'applique toujours, à ma connaissance.

16 Q. [1029] Je... un mot brièvement sur... en deux mille
17 douze (2012), transfert de renseignements avec le
18 CT, Conseil du trésor, loi sur les contrats, sur
19 les organismes publics.

20 R. Oui. Bien c'est... c'est que la loi, évidemment, on
21 avait besoin de renseignements pour appliquer cette
22 loi-là, là, le...

23 Q. [1030] Oui.

24 R. ... et quels sont les organismes qui sont
25 condamnés, alors on avait prévu dans la loi et le

1 règlement que le DPCP pouvait être celui qui
2 fournisse, notamment, parce qu'il y a d'autres
3 organismes, il y a l'AMF aussi, mais fournisse au
4 Conseil du trésor les renseignements à propos des
5 condamnations criminelles pour pouvoir nourrir le
6 registre qui va, par la suite... bon. Ce qui était
7 pas nécessairement une très bonne idée parce que
8 c'est des renseignements qu'on n'a pas toujours.
9 Nous, on a les renseignements qui nous sont fournis
10 par... dans le rapport de police, là. Mais alors
11 donc, on a fait une entente avec le Conseil du
12 trésor pour... pour s'assurer qu'on fournisse au
13 Conseil du trésor les renseignements nécessaires
14 pour l'inscription au registre. Ça va bien dans les
15 dossiers... les dossiers clairement, là, de l'UPAC,
16 les dossiers de... de corruption, là, ça c'est
17 clair, là, je veux dire...

18 Q. [1031] Oui.

19 R. C'est plus difficile dans les dossiers de fraude
20 ordinaires, là, parce que la police nous fournit
21 pas nécessairement le renseignement. Si la personne
22 qui est accusée fait partie d'une corporation ou
23 d'une autre ou... on n'a pas nécessairement ce
24 renseignement-là.

25 Q. [1032] Pas toujours.

1 R. Et aussi, si cette personne-là est actionnaire,
2 selon les critères de la loi est actionnaire
3 dans... principal d'une compagnie de construction
4 ou des choses semblables, si c'est un fait qui est
5 pertinent à la poursuite, on le sait, c'est
6 évident, ça...

7 Q. [1033] Oui.

8 R. ... ça découle du rapport, mais si c'est un fait
9 secondaire, bien on n'a pas nécessairement ce
10 renseignement-là. Mais on s'est engagé à fournir,
11 suite à cette... cette entente-là, à fournir, au
12 Conseil du trésor, les renseignements qu'on
13 possède.

14 Q. [1034] O.K. Et la dernière, je vais regarder dans
15 cette page-là parce qu'il y en a plusieurs et on
16 voit un peu les thèmes, mais en deux mille treize
17 (2013) ARQ, DPCP, SQ, échange de renseignements.

18 R. Hum hum.

19 Q. [1035] Peut-être nous porter... nous expliquer un
20 peu la... la portée de cette... de cette entente-
21 là.

22 R. Bien de fait, on a participé à une entente mais
23 qui... c'est une entente qui est... qui concerne
24 beaucoup plus l'échange de renseignements entre la
25 SQ et l'ARQ. On y a participé parce qu'on... un peu

1 comme cautionné le... le... la possibilité de le
2 faire. C'est ça, c'est une entente qui permet le
3 transfert de renseignements entre le... la SQ et
4 l'ARQ dans les... en cours d'enquête.

5 Q. [1036] Bon, et on va juste présenter à la page 15
6 les... au niveau de l'échange d'information, les
7 grands thèmes. On aura peut-être... on les
8 repassera peut-être pas tous, mais vous dites que,
9 en principe, DPCP n'a pas d'empêchement de principe
10 à faire de l'échange d'information, mais cette
11 règle va varier en fonction des quatre composantes.
12 Vous y indiquez la nature de l'information,
13 l'identité de la personne, l'utilisation qui sera
14 faite de la preuve et le moment de l'utilisation.

15 Et est-ce qu'on comprend bien que chaque
16 cas est un cas d'espèce? On devra aller voir parce
17 que c'est difficile de faire des grandes règles
18 générales.

19 R. Bien, oui, c'est parce qu'il y a pas une règle
20 simple. On est sollicité de différentes manières
21 pour fournir notre preuve. Le meilleur exemple,
22 c'est votre commission. Et on n'a pas d'objection
23 de principe à fournir notre preuve.

24 Le problème est que les règles de droit
25 sont différentes ou ne sont pas nécessairement

1 claires, d'abord. Il y a des considérations
2 juridiques parce qu'elles sont pas claires,
3 dépendant de la nature de la preuve qu'on nous
4 demande, dépendant de la personne qui nous le
5 demande, de l'utilisation qu'elle va en faire, et
6 bon...

7 Alors, il faut examiner chaque cas d'espèce
8 pour déterminer si, oui ou non, on va fournir en
9 tout en partie la preuve.

10 Suite à ça, il a aussi des conséquences
11 pratiques pour nous. Il y a évidemment la question
12 de la préséance des poursuites. Si quelqu'un
13 ramasse notre preuve puis poursuit, bien, il peut
14 faire en sorte de nuire, pour toutes sortes de
15 raisons juridiques, de nuire à des poursuites
16 criminelles par la suite. Il peut y avoir la
17 question des condamnations multiples, c'est-à-dire
18 qu'une poursuite pénale peut comporter des éléments
19 essentiels tellement semblables à ceux qu'on va
20 porter en matière criminelle qu'on va être forclos
21 de poursuivre en matière criminelle. Ça peut se
22 produire. Il y a des conséquences pratiques; les
23 témoins seront entendus, bon...

24 Suite à ça, il y a tout le problème que,
25 lorsqu'on utilise notre preuve dans une autre

1 procédure, bien, il est possible que la légalité de
2 cette preuve-là soit contestée dans l'autre
3 procédure.

4 Il est possible qu'on veuille utiliser de
5 la preuve qui pourrait être, à titre d'exemple,
6 couverte par un privilège. Et c'est nous qui avons
7 la responsabilité de protéger les privilèges. C'est
8 pas l'autre organisme à qui on fournit la preuve.

9 Alors, pour nous ça signifie, et ça
10 signifie de plus en plus de faire un suivi, on est
11 obligé... quand on fournit notre preuve à quelqu'un
12 d'autre qui veut s'en servir pour des poursuites,
13 bien, on doit faire un suivi. On doit détacher un
14 procureur qui va faire le suivi de cette procédure-
15 là, qui va tenter d'intervenir, si nécessaire, dans
16 le litige où on veut utiliser notre preuve, pour
17 protéger cette preuve-là, pour faire en sorte
18 qu'elle ne soit pas rendue publique si ça constitue
19 un risque qu'on aura de la difficulté par la suite
20 à avoir un procès juste et équitable pour une
21 personne, parce que la question va devenir
22 publique. Bien, en fait, votre commission a rendu
23 différentes décisions à ce sujet-là.

24 Alors, il y a à la fois - et on les lites
25 là-dedans- un problème... des problèmes d'ordre...

1 en fait, des problèmes...

2 Q. [1037] Soucis.

3 R. ... des soucis ou des... on doit se préoccuper des
4 problèmes juridiques. D'abord, l'écoute
5 électronique. L'état du droit est pas clair qui
6 peut avoir l'écoute électronique, dans quelles
7 circonstances on peut l'avoir. Les demandes faites
8 en vertu de 4-90-15 pour avoir des copies de la
9 preuve...

10 Q. [1038] Alors, ce 4-90-15, c'est le Code criminel?
11 C'est...

12 R. C'est du Code criminel, oui.

13 Q. [1039] ... avoir accès aux pièces...

14 R. C'est avoir accès aux pièces...

15 Q. [1040] ... qui ont été saisies.

16 R. ... qui ont été saisies.

17 Q. [1041] O.K.

18 R. Et le droit, généralement, d'avoir la preuve,
19 l'implication de la Loi sur l'accès à ce sujet-là
20 qui est pas claire.

21 Q. [1042] Alors, on a tous ces éléments-là qui font
22 qu'on ne peut pas, si je comprends bien, avoir une
23 grange règle générale...

24 R. On peut pas vous dire, lorsqu'on a une demande :
25 « Oui, voici la preuve; » on fait une grosse boîte

1 puis on la donne sans se préoccuper. On doit se
2 préoccuper de beaucoup d'aspects à ce sujet-là. Il
3 y a beaucoup de questions de droit qui sont pas
4 claires. Présentement, il y a, en matière d'écoute
5 surtout, il y a deux causes en délibéré à la Cour
6 suprême qui vont peut-être éclaircir beaucoup de
7 choses. Une décision a été rendu à propos de la
8 Commission...

9 Q. [1043] Vendredi passé.

10 R. ... pas plus tard que vendredi dernier, qui
11 éclaircissent, qui éclaircissent beaucoup de
12 choses. On est très heureux de cette décision-là.
13 Mais à aller jusque-là, les questions ne sont pas
14 nécessairement claires.

15 L'application de l'article 193, le sens
16 qu'on doit donner à 193, puis les exceptions qui
17 s'y trouvent, sont pas claires; 193 du Code
18 criminel, sont pas claires. Mais tant mieux, le
19 droit s'éclaircit.

20 Mais il demeure pas moins que nous, on
21 croit, et on en fait une recommandation à la fin
22 que, indépendamment des règles fédérales, si vous
23 voulez, qui s'appliquent à ces questions-là, ce
24 sont des organismes provinciaux d'application de la
25 loi qui vont bénéficier de ça. Ça peut être le

1 ministère des Affaires municipales qui veut faire
2 suspendre ou disqualifier un élu ou je sais pas
3 trop. Ça peut être... il y a plusieurs instances,
4 là. Ça peut être le Procureur général qui veut, sur
5 le plan civil, poursuivre pour récupérer les sommes
6 qu'on a fraudées. Ça peut être...

7 On croit qu'il devrait y avoir une entente
8 globale à ce sujet-là. Ça devrait être discuté
9 entre les organismes qui ont un intérêt pour
10 s'assurer de se coordonner, s'assurer de protéger
11 ce qui doit être protégé. Et aussi il devra y
12 avoir probablement de la législation provinciale
13 pour couper des obstacles aux transferts de
14 renseignements, tout en offrant une protection.

15 On en fait une recommandation parce qu'on
16 croit que... Je veux dire, pour nous, on est assis
17 là avec la preuve. On a des demandes et on est
18 parfois obligé de les refuser. Parfois on est
19 obligé de faire signer des... des documents.

20 J'ai... j'ai personnellement témoigné, là,
21 en Commission parlementaire relativement à la
22 question du retrait préventif qui est un amendement
23 maintenant à la Loi sur les cités et villes. C'est
24 des dispositions de la Loi sur les cités et villes
25 qui permettent de suspendre un élu lorsqu'il fait

1 face à des accusations criminelles.

2 Mon commentaire était : « C'est bien beau,
3 là, mais comment allez-vous faire cette preuve-là,
4 si vous voulez demander la suspension. » La
5 personne fait face à des accusations criminelles,
6 bien, c'est la preuve qu'on détient qui va être...
7 qui va être nécessaire. Alors, partant de là, à
8 tout le moins au minimum, si on doit fournir cette
9 preuve-là, il faudrait nous donner un avis, de
10 façon statutaire, pour qu'on puisse intervenir si
11 nécessaire.

12 Moi, je pense que dans toutes les... tous
13 les cas où on veut utiliser la preuve sur le plan
14 judiciaire, avant même que les poursuites
15 criminelles aient eu lieu ou que... qu'elles soient
16 terminées, il y a deux aspect important pour nous,
17 c'est qu'on... on reçoive... on soit pas obligé de
18 suivre, nous, les procédures. Ça devient très
19 complexe et... et très lourd.

20 Puis qu'on reçoive nécessairement, de façon
21 statutaire, un avis et qu'on ait le droit
22 d'intervenir pour pas être obligé de... de se
23 qualifier comme intervenant dans des litiges
24 constamment puis voir le risque qu'on nous refuse
25 l'intervention puis voir le risque qu'il y ait des

1 décisions qui soient prises au sujet de cette
2 preuve-là qui vont nous être préjudiciables par la
3 suite. On veut pouvoir faire des représentations
4 devant le tribunal.

5 Devant la Commission, c'était... c'est
6 prévu dans notre loi qu'on a le droit d'intervenir
7 dans toute... on est intervenant de droit dans
8 toute commission d'enquête, toute commission, là,
9 formée en vertu de la Loi sur les commissions
10 d'enquête au Québec, mais c'est pas nécessairement
11 vrai dans les procédures civiles, puis c'est pas
12 nécessairement vrai... Alors, pour nous, c'est un
13 aspect important.

14 Q. [1044] C'est un aspect important et qui implique
15 aussi... Je comprends qu'actuellement il y a...
16 vous avez une partie de vos effectifs qui... ça
17 prend du temps et ça prend du personnel pour suivre
18 l'ensemble des procédures où vous avez... pas
19 éparpillé, mais où votre preuve a été remise.

20 R. C'est sûr. Il y a de plus en plus de poursuites...
21 ce que j'appelle les poursuites secondaires. On les
22 appelle pas « secondaires » parce qu'elles sont pas
23 importantes, c'est parce qu'elles sont pas
24 directement visées par...
25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Maître Lapointe et Maître Crépeau...

3 Me PAUL CRÉPEAU :

4 Oui.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 ... c'est très intéressant.

7 Me PAUL CRÉPEAU :

8 O.K.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. [1045] Nous non plus on ne se désintéresse pas de
11 la chose...

12 R. Oui.

13 Q. [1046] ... et de vos préoccupations, mais on
14 voudrait se préoccuper un petit peu plus de notre
15 mandat.

16 R. Oui.

17 Me PAUL CRÉPEAU :

18 Oui.

19 R. Pas de problème.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Q. [1047] Si vous permettez.

22 Me PAUL CRÉPEAU :

23 Q. [1048] Alors...

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Q. [1049] Parce que c'est pas nous qui allons régler

1 les problèmes que vous avez...

2 R. Non, je comprends ça.

3 Me PAUL CRÉPEAU :

4 Q. [1050] O.K. Alors, on était parti tout à l'heure à
5 regarder la structure, l'organisation du DPCP et
6 son indépendance. Un dernier... une dernière
7 question sur ce thème-là. Vous avez indiqué, au
8 niveau de l'indépendance, que c'est un besoin
9 d'assurer l'indépendance du bureau du Directeur qui
10 a fait qu'on a créé le Directeur. Est-ce que le
11 ministre de la Justice ou plutôt le Procureur
12 général a encore une façon de s'adresser à ceux qui
13 assurent les poursuites criminelles et pénales dans
14 la province pour leur donner des orientations?

15 R. Oui. Effectivement, l'article 20... Ah! Mon Dieu,
16 peut-être que j'aurais dû...

17 Q. [1051] La disposition...

18 R. C'est 22 ou 23, là, de notre loi. Je sais pas
19 pourquoi j'ai un blanc de mémoire à ce sujet-là. Le
20 ministre de la Justice a le pouvoir d'adopter des
21 orientations et des mesures relativement aux
22 poursuites et le ministre de la Justice l'a fait au
23 moment où on est devenu DPCP le quinze... quinze
24 (15) mars deux mille sept (2007), a adopté un
25 ensemble d'orientations. De fait, elles existaient

1 avant, elles ont été... elles sont devenus des
2 orientations au sens de notre loi quand on est
3 devenus DPCP et, depuis, elles ont été modifiées à
4 certaines reprises.

5 Q. [1052] Mais ça doit se faire de façon publique?

6 R. Oui, puis...

7 Q. [1053] Publiées dans la Gazette officielle.

8 R. Oui.

9 Q. [1054] Alors, le ministre de la Justice vous écrit,
10 il vous dit : « Voici mes orientations », il vous
11 demande...

12 R. Il nous consulte.

13 Q. [1055] Il vous consulte.

14 R. Il nous consulte. Et par la suite : « Voici les
15 orientations », et nous, en vertu de l'article 18,
16 on doit, de toute manière, publier les orientations
17 du ministre avec nos directives. Et, de fait, elles
18 se trouvent sur notre site Internet, là, quand va à
19 « Directives », là, vous allez d'abord trouver les
20 orientations et mesures du ministre, par la suite
21 nos directives.

22 Q. [1056] Il y en a deux que je vais vous demander...

23 Les directives, on va regarder maintenant les
24 directives. Ça c'est un document à l'interne, au
25 bureau du directeur, vous en avez parlé un peu tout

1 à l'heure, la directive ACC-3, c'est « accusation »
2 tiret 3.

3 R. Oui.

4 Q. [1057] Qui porte sur quel thème?

5 R. ACC-3 c'est la directive principale qui porte les
6 critères qui doivent être appliqués pour... doivent
7 être retenus pour porter des accusations
8 criminelles ou pénales. C'est la directive
9 principale relativement au pouvoir discrétionnaire
10 du poursuivant d'intenter des poursuites.

11 Q. [1058] Et quand vous nous disiez plus tôt que le...
12 généralement, même chez les autres poursuivants qui
13 ne sont pas du DPCP, vous avez donné l'exemple des
14 cours municipales, ces autres poursuivants là sont
15 soumis aux mêmes directives dont on parle. Donc...

16 R. Les poursuivants désignés sont soumis à la
17 directive ACC-3.

18 Q. [1059] O.K. Peut-être nous décrire, justement,
19 ce... comment... comment elle se décline, ACC-3,
20 quel est son effet?

21 R. Bien, en gros, ACC-3 pose comme principe qu'il
22 existe deux grandes catégories de... de critères,
23 si vous voulez, qui doivent présider aux poursuites
24 criminelles. Des... un ensemble de critères qui
25 concernent la suffisance de la preuve et un

1 ensemble de critères qui concerne l'opportunité de
2 poursuivre.

3 Relativement au critère de la suffisance de
4 la preuve, un procureur qui examine un rapport
5 d'enquête, là, il doit décider si des poursuites
6 criminelles vont être intentées, doit être
7 convaincu de certaines choses. De trois choses, en
8 réalité.

9 Il doit être convaincu qu'un crime a été
10 commis, que c'est l'accusé qui l'a commis et qu'il
11 y a une possibilité raisonnable de condamnation. Ça
12 veut pas dire qu'on doit être certain qu'il va y
13 avoir une condamnation, le doute raisonnable c'est
14 les tribunaux qui l'appliquent. Mais on doit,
15 malgré tout, raisonnablement croire qu'on va être
16 capable de prouver la culpabilité de la personne.

17 Évidemment, on doit tenir compte de
18 l'ensemble de la preuve ou des renseignements qui
19 nous sont donnés. On doit aussi tenir compte,
20 prendre en compte la crédibilité des témoins, on
21 doit porter un jugement là-dessus. Et arriver à la
22 conclusion : Est-ce qu'il y a une possibilité
23 raisonnable de condamnation?

24 C'est fondamentalement, inévitablement, une
25 décision qui est subjective. C'est un processus

1 subjectif. Et je le dis parce que s'il y a peut-
2 être un aspect de notre travail qui est parfois
3 critiqué...

4 Q. [1060] Par vos partenaires?

5 R. ... des fois par le public, en général, ou par les
6 partenaires, c'est d'accepter nos décisions en
7 matière de poursuite. On va dire parfois que
8 notre... l'application de nos décisions et inégales
9 mais c'est fondamentalement une décision
10 subjective. Et, de toute évidence, comme toutes
11 décisions de cette nature-là, les extrêmes, ça va
12 bien. Si la preuve est absolument écrasante, bien,
13 là tous les procureurs qui vont examiner le dossier
14 vont probablement être convaincus qu'il y a une
15 possibilité raisonnable de condamnation. Et
16 l'inverse est aussi vrai, s'il y en a pas de
17 preuve, il y en a pas de preuve. Hein, quand il
18 manque une... la preuve, on nous soumet un rapport
19 où il y a une absence totale de preuve sur un
20 élément essentiel, bien, là c'est pas dur à
21 décider.

22 Par contre, ce qui est dans le centre,
23 bien, là chaque procureur qu'on nomme et qu'on
24 investit avec le pouvoir de prendre ces décisions-
25 là vont le prendre, mais c'est une décision

1 subjective. Si quelque chose est sur la... la
2 marge, bien, là c'est... peut-être que certains
3 procureurs vont dire : « Non, moi, je suis pas
4 convaincu qu'il y a une possibilité raisonnable de
5 condamnation » alors que d'autres vont dire qu'il y
6 en a. Je veux dire, c'est purement subjectif et il
7 y a pas de façon de le rendre objectif.

8 D'ailleurs, la Cour Suprême a déjà dit
9 qu'il faut que cet aspect subjectif de ces
10 décisions-là est fondamental et important dans le
11 système judiciaire pour... pour ne pas qu'il
12 devienne indûment rigide pour que... Et ça... ça
13 permet... ça permet de... d'humaniser le système de
14 poursuites.

15 Q. [1061] D'autre part, vous l'avez dit, je pense ça
16 donne lieu à, quand il y a de la critique et vous
17 connaissez même la critique à l'interne et chez vos
18 partenaires, c'est souvent un des sujets qui est
19 critiqué en disant que...

20 R. Oui, écoutez, on essaie d'expliquer les choses,
21 on...

22 Q. [1062] O.K.

23 R. ... c'est pas... il est pas question qu'il y a pas
24 de dialogue, mais à un moment donné, une décision
25 doit être prise et parfois, notre décision fait pas

1 l'affaire. Puis c'est complètement compréhensible,
2 là. Les policiers qui ont travaillé très fort pour
3 faire une enquête et pour arriver à... et qui
4 croient avoir suffisamment de preuves, ils sont
5 frustrés quand ils se font dire par un procureur
6 qu'il y en a pas suffisamment. On comprend ça, mais
7 une décision doit être prise.

8 Q. [1063] O.K.

9 R. L'autre aspect, c'est que même si on est convaincu
10 qu'il y a suffisamment de preuves, le poursuivant
11 possède toujours le pouvoir de ne pas poursuivre
12 parce qu'il considère que c'est pas opportun de le
13 faire.

14 Q. [1064] Peut-être illustrer...

15 R. Il y a des critères dans ACC-3 qui sont indicatifs
16 des situations qui sont pas opportunes, mais ce
17 sont... c'est purement indicatif. Il y a toutes
18 sortes de situations de... d'opportunité.

19 Q. [1065] O.K. Est-ce que, dans le cadre, et ce sera
20 la dernière question sur le sujet, dans le cadre de
21 l'examen du droit de poursuite... de la poursuite
22 qu'un procureur peut faire, il doit aussi s'assurer
23 de la légalité de la preuve qu'on lui présente?

24 R. Absolument.

25 Q. [1066] Alors conformité aux chartes, conformité à

1 la loi?

2 R. Bien sûr. Bien sûr.

3 Q. [1067] O.K.

4 R. Quoi qu'on n'a pas le fardeau de faire la preuve de
5 la légalité des éléments de preuves qu'on obtient
6 devant le tribunal, c'est pas... ça fait pas partie
7 de notre fardeau de prouver hors de tout doute
8 raisonnable; comment peut-on être convaincu
9 raisonnablement de prouver la culpabilité si on
10 n'est pas convaincu que la preuve a été obtenue
11 légalement? C'est... ça c'est évident.

12 Q. [1068] Est-ce que, et ça, ça terminera sur cette
13 partie-là du chapitre, est-ce que le fardeau que le
14 DPCP, par ses directives, donne à ses procureurs
15 est différent de celui qu'on retrouve, par exemple,
16 dans le Code criminel à l'égard du travail des
17 agents de la paix?

18 Si on agent de la paix veut déposer une
19 accusation, il peut se contenter de motifs
20 raisonnables et probables de croire qu'une
21 accusation a été portée, alors qu'on exige du... du
22 procureur qu'il soit moralement convaincu?

23 R. J'ai de la difficulté à répondre à votre
24 question...

25 Q. [1069] O.K.

1 R. ... je veux dire, un agent de la paix peut se
2 porter... c'est toujours un agent de la paix qui se
3 porte dénonciateur puis devant le juge de paix...
4 oui bien, oui, bien... bonne question. De fait,
5 c'est pas... c'est pas le degré de conviction du...
6 de l'agent de la paix comme le degré de conviction
7 du juge de paix qui reçoit.

8 Q. [1070] Oui.

9 R. Il doit être, bon, convaincu. Et effectivement, on
10 considère que nos critères sont plus restrictifs
11 que ceux qui sont donnés à un juge de paix qui doit
12 recevoir une dénonciation et émettre une sommation
13 ou un mandat. En d'autres termes, le juge de paix
14 n'aurait peut-être pas à se préoccuper de la
15 possibilité raisonnable de condamnation.

16 Q. [1071] Maintenant...

17 R. Il n'a... il n'a qu'à se préoccuper de la présence
18 de preuves sur les éléments essentiels. Un test qui
19 est un peu semblable à celui du juge de paix à
20 l'enquête préliminaire, selon nous. C'est une
21 opinion en droit, là, mais...

22 Q. [1072] Et encore une fois, pour distinguer le
23 travail, parce qu'on a parlé...

24 R. Vous semblez pas d'accord avec moi, mais en tout
25 cas. Non, non, mais je veux pas dire par là que...

1 que le travail du juge de paix est pas important,
2 mais...

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. [1073] Moi non plus. Sauf qu'il est...

5 R. ... il est plus quantitatif que qualitatif. C'est
6 ce que je veux dire.

7 Q. [1074] Bien c'est ça, c'est que le procureur de la
8 Couronne a le dossier au complet devant lui, là.

9 R. C'est exact.

10 Q. [1075] Alors que quand le policier apporte la
11 dénonciation...

12 R. Il a rien.

13 Q. [1076] ... il a moins que ce que le procureur de la
14 Couronne a.

15 R. Je suis entièrement d'accord avec vous, là. Sur le
16 plan pratique...

17 Q. [1077] Oui.

18 R. ... je suis d'accord avec vous. Et ce que je vous
19 dis, c'est que le juge de paix, le test auquel est
20 soumis le juge de paix pour décider de recevoir la
21 dénonciation et émettre la sommation ou le mandat,
22 d'abord, il le fait sur une quantité de
23 renseignements beaucoup moindre, je suis
24 entièrement d'accord et son test est moins exigeant
25 que notre...

1 Q. [1078] Je veux pas du tout, du tout, du tout
2 amoindrir le...

3 R. Non.

4 Q. [1079] ... la décision du juge de paix, là.

5 R. Non, moi non plus.

6 Q. [1080] Mais c'est la responsabilité première du
7 procureur de la Couronne de s'assurer...

8 R. Oui.

9 Q. [1081] ... d'être, comme dit Maître Crépeau, d'être
10 moralement convaincu.

11 R. Bien c'est d'ailleurs pourquoi notre système est
12 distinct un peu des autres provinces. C'est que
13 quand le policier se présente devant le juge de
14 paix, peut-être qu'il a pas beaucoup de
15 renseignements, mais il a l'autorisation du
16 procureur de le faire.

17 Q. [1082] Exact.

18 R. Ce qui est un système bien à nous, là, qui... qui
19 existe dans certaines autres provinces, mais pour
20 la plupart des autres provinces, ça existe pas.

21 Me PAUL CRÉPEAU :

22 Q. [1083] Ce qu'on appelle le système de pré-
23 autorisation des poursuites?

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Q. [1084] Mais avant que ça arrive au juge de paix, il

1 y a plusieurs filtres qui ont été mis en place?

2 R. Exact. Et le système qui a été louangé par la Cour
3 suprême dans l'arrêt Reagan, notamment.

4 Me PAUL CRÉPEAU :

5 Q. [1085] O.K. Alors, on regardait tout à l'heure, on
6 a vu la directive ACC-3 qui donnait des grandes
7 lignes et non pas une grille, mais certains
8 critères d'appréciation, dans quels cas déposer des
9 accusations...

10 R. Et ces... et ces critères-là sont pas uniques à
11 nous, là, c'est... c'est des... dans tous les pays
12 démocratiques, généralement, les poursuivants
13 utilisent des critères semblables. C'est la pos...
14 c'est des critères qui font en sorte qu'il y a un
15 filtre. On n'envoie pas devant les tribunaux
16 n'importe quoi. Tu sais, parce qu'il y a une
17 enquête, puis il semble que c'est peut-être
18 quelqu'un qui a commis un crime, on va l'amener
19 devant les tribunaux.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Q. [1086] Les tribunaux comprenant les juges de paix.
22 On n'envoie pas...

23 R. Comprenant les juges de paix, absolument, je suis
24 entièrement d'accord.

25

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Q. [1087] Et particulièrement quand on se retrouve
3 dans une situation où une même action a pu donner
4 lieu à des accusations en matière de droit en vertu
5 du Code criminel, et des accusations en vertu des
6 lois pénales.

7 R. Oui.

8 Q. [1088] Est-ce... je veux pas rentrer dans tous les
9 détails, mais est-ce que les directives prévoient
10 de quelle façon ou quel type de poursuite on va
11 favoriser.

12 R. Généralement, on favorise les poursuites pénales.

13 Q. [1089] Au départ.

14 R. Bien, je veux dire, pour un acte qui pourrait
15 constituer soit un acte criminel ou une poursuite
16 pénale, généralement, il y a une directive, c'est
17 en ACC-2, je pense...

18 Q. [1090] Oui.

19 R. ... ou en ACC-1 qui nous dit que le procureur doit
20 favoriser les poursuites pénales. Ça veut pas dire
21 que si un acte est clairement un acte criminel, qui
22 a une certaine gravité, on poursuivra pas pour...
23 au criminel.

24 Q. [1091] O.K.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [1092] Mais pourquoi donc est-ce que cette
3 politique de favoriser une poursuite pénale par...

4 R. C'est une...

5 Q. [1093] ... opposition à une poursuite...

6 R. C'est...

7 Q. [1094] ... criminelle?

8 R. C'est le principe de modération en matière de
9 poursuites criminelles. L'idée, c'est d'y aller
10 modérément. C'est de ne pas abuser, si vous voulez,
11 parce que, compte tenu de la gravité des poursuites
12 criminelles, compte tenu des conséquences graves
13 des poursuites criminelles sur les... On sait très
14 bien que c'est pas rien d'être accusé d'un crime.
15 Ça crée une parenthèse dans le curriculum vitae,
16 même si on est acquitté, on est entièrement
17 conscient de ça. Alors, c'est le principe de la
18 modération. D'ailleurs, la directive le prévoit,
19 l'écrit.

20 Me PAUL CRÉPEAU :

21 Q. [1095] Dans les... une autre directive dont on doit
22 parler absolument, vous nous avez parlé COL, c'est
23 collaborateur 1?

24 R. COL-1, oui.

25 Q. [1096] Qui a remplacé, vous en avez parlé, vous

1 avez mentionné une directive précédente qui était
2 TEM, témoin 3 mais...

3 R. TEM-3, oui.

4 Q. [1097] ... juste en arriver à COL-1; quel est le
5 but de cette directive-là et quelle situation
6 couvre-t-elle?

7 R. O.K. TEM-3, c'est la directive qui s'occupait des
8 témoins repentis. C'est ce qui a... c'est ce à quoi
9 on a donné suite, là, de la Commission Guérin,
10 qui... Bon, les objectifs de rendre tout ce
11 système-là plus transparent, plus...

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Q. [1098] La Commission Guérin étant la commission sur
14 les délateurs.

15 R. Oui. Oui, absolument.

16 Me PAUL CRÉPEAU :

17 Q. [1099] Et peut-être juste pour l'introduire pour le
18 public, c'est qu'on cherche à rendre publiques les
19 négociations ou plutôt les avantages accordés à
20 une...

21 R. C'est rendre transparent le système. C'est que
22 quand on donne un avantage à quelqu'un pour qu'il
23 participe au système judiciaire, bien, ça doit pas
24 être occulte, ça doit pas être... ça doit être
25 transparent. L'accusé doit le savoir parce que, de

1 toute manière, c'est de choses qui sont
2 susceptibles d'affecter la crédibilité d'une
3 personne. Bon. Et il y a eu, bon, dans les anciens
4 temps, des difficultés à ce sujet-là.

5 Alors, ça visait à régler ce problème-là.
6 Alors, TEM-3, c'est un système, une directive, qui
7 permettait à la police de qualifier un témoin,
8 c'est-à-dire il pouvait se qualifier comme étant
9 témoin repent, si ça respectait certaines.... un
10 certain nombre de conditions, et si c'était un
11 témoin qui respectait, enfin, qui se trouvait dans
12 certaines catégories. Bon.

13 Q. [1100] Bien, ça pourrait être... juste pour une
14 question de vocabulaire toujours, témoin repent,
15 délateur, c'est la même chose? C'est un tout?

16 R. C'est un synonyme. Il y a eu... fut un temps, on
17 utilisait le terme « délateur », par la suite, on a
18 utilisé témoin repent, bon...

19 Q. [1101] O.K.

20 R. C'est la même chose. Ce sont des témoins, des gens
21 qui ont participé à des actes criminels ou
22 participé à des réseaux criminels qui veulent
23 témoigner et qui reçoivent des avantages pour être
24 repentis, si vous voulez.

25 On a remarqué avec le temps certains

1 problèmes parce qu'il s'est créé des catégories de
2 témoins, si vous voulez, qui évitaient le système
3 des témoins repentis, qui... les témoins spéciaux,
4 et chaque corps policier avait sa définition de ce
5 qui pouvait être un témoin spécial ou un témoin...
6 Et il y avait toute la question des agents civils
7 d'infiltration. C'est-à-dire, c'est des personnes
8 qu'on utilise, qu'on utilise pour aller
9 recueillir...

10 Q. [1102] Dans l'enquête...

11 R. ... de la preuve...

12 Q. [1103] Dans l'enquête policière.

13 R. ... au cours de l'enquête. Oui, c'est ça. Et,
14 manifestement, ces personnes-là recevaient des
15 avantages et ils n'entraient pas dans la définition
16 des repentis, donc ils se ramassaient devant le
17 tribunal sans qu'on soit certain complètement de
18 tous les avantages.

19 Alors, notre réflexion a porté là-dessus.
20 On s'est dit « Bien, pourquoi le système existe? »
21 Le système existe pour qu'on puisse, nous, décider
22 comme poursuivant qui on va faire entendre comme
23 témoin puis qui on fera pas entendre comme témoin.
24 Le système vise deux buts, c'est... le premier,
25 c'est de rendre transparents les avantages qui

1 pourraient être donnés à une personne. Et on entend
2 par « avantages » autant les avantages dans le sens
3 traditionnel du terme que les mesures de
4 protection. La Cour d'appel du Québec dans la...
5 notamment dans l'arrêt (inaudible) nous a dit
6 « écoutez, une personne qui reçoit des mesures de
7 protection, ça peut être très avantageux pour lui,
8 c'est un avantage. » Parfait. Bon.

9 Alors, c'est pour rendre ces choses-là
10 transparentes, d'une part, et pour nous permettre,
11 nous, de prendre la décision de qui on va faire
12 entendre comme témoins. Hein! Est-ce que les
13 avantages qui ont été donnés à une personne sont
14 tels qu'il ne serait pas dans l'intérêt public de
15 faire entendre cette personne-là? Bon. Ça peut se
16 produire.

17 Q. [1104] Alors, on se...

18 R. Alors, on a modifié thème 3 en Col-1.

19 Q. [1105] Oui.

20 R. Col-1, ça dit tout simplement qu'une personne qui
21 reçoit un avantage ou des mesures de protection
22 doit passer à travers le... le processus de
23 qualification pour qu'on décide s'il va devenir un
24 témoin, si on va s'en servir comme témoin. Ça
25 n'empêche pas les policiers de... d'utiliser ou de

1 créer des catégories qui sont nécessaires dans leur
2 travail, là - c'est pas nécessairement un reproche
3 qu'on leur fait - les catégories qui sont
4 nécessaires, que ce soit des témoins spéciaux,
5 appelez-les des « repentis », des « ACI », ça
6 importe peu. Mais, lorsque les policiers désirent
7 qu'on utilise une personne comme témoin, qu'il soit
8 un ACI, un témoin spécial, quelle que soit la
9 catégorie utilisée par la police, il doit se
10 qualifier comme témoin.

11 Alors, donc ça veut dire qu'on doit d'abord
12 inventorier, faire l'inventaire de tous les
13 avantages qu'il a reçus pour qu'on puisse
14 communiquer ça à la défense et qu'on pour qu'on
15 puisse prendre, nous, la décision si on veut, oui
16 ou non, utiliser ce témoin-là.

17 On a conservé l'ancienne catégorie de ce
18 qui était auparavant des repentis parce que dans le
19 cas de ces personnes-là, on va un petit peu plus
20 loin. C'est-à-dire qu'on teste un peu plus, si vous
21 voulez, comme on le faisait auparavant. Il doit y
22 avoir une déclaration de vie, il doit y avoir un
23 polygraphe, il doit y avoir ces choses-là, mais
24 c'est réservé à cette catégorie de témoins
25 collaborateurs. Pour les autres... bon, pour les

1 autres, l'idée, c'est de faire l'inventaire des
2 avantages et des mesures de protection qu'ils ont
3 pu recevoir.

4 (16:57:02)

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Q. [1106] O.K. Est-ce que vous avez, sur les
7 diapositives, toute la... justement Col-1, Col-3 et
8 tout ça?

9 Me PAUL CRÉPEAU :

10 On les a dans le document qui sera produit...

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Ah! O.K.

13 Me PAUL CRÉPEAU :

14 ... qui arrivera, là, qui est révision en ce
15 moment.

16 R. Oui, je pense qu'on a ajouté Col-1. Si on l'a pas
17 fait, ça va être fait.

18 Q. [1107] Elle est pas dans les diapositives, mais
19 elle se trouve dans les documents qui vont être au
20 soutien...

21 LA PRÉSIDENTE :

22 O.K.

23 Me PAUL CRÉPEAU :

24 ... la rédaction complète du document.

25 R. S'il est pas dedans, je vais...

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [1108] O.K.

3 R. ... je vais m'assurer que ce soit fait.

4 Q. [1109] Et ce qui concerne aussi peut-être
5 l'immunité et ces choses-là.

6 R. Bon.

7 Me PAUL CRÉPEAU :

8 On y arrive à l'immunité.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 O.K.

11 R. L'immunité, c'est différente, c'est une question
12 différente. Oui, c'est ça.

13 Me PAUL CRÉPEAU :

14 Q. [1110] Oui.

15 R. Vous alliez... Parce que certains confondent Col-1
16 avec l'immunité, c'est une chose différente.

17 L'immunité, c'est un avantage que, nous, on donne
18 et que seul nous on peut donner.

19 Q. [1111] Quand vous dites « nous », c'est le DPCP?

20 R. Nous, poursuivant, le DPCP.

21 Q. [1112] Le poursuivant.

22 R. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales.

23 Évidemment, ça a une influence ce Col-1 parce
24 que...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [1113] Vous êtes les seuls à pouvoir poursuivre.

3 R. Pardon?

4 Q. [1114] Vous êtes les seuls à pouvoir poursuivre.

5 R. C'est exact. C'est nous qui avons le pouvoir de
6 poursuite, donc...

7 Q. [1115] C'est normal.

8 R. ... c'est nous qui donnons... C'est une prérogative
9 du Procureur général qui a toujours existée...

10 Me PAUL CRÉPEAU :

11 Q. [1116] Oui.

12 R. ... de donner à des personne l'immunité.

13 Q. [1117] Et il y a aussi les poursuivants privés qui
14 à l'occasion... Alors, quand on dit « vous êtes les
15 seuls », il y a toujours l'exception du poursuivant
16 privé exceptionnellement, Maître Lapointe.

17 R. Oui, mais...

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Q. [1118] Oui.

20 R. ... le poursuivant privé, il donnera pas
21 l'immunité, là.

22 Q. [1119] Non.

23 Me PAUL CRÉPEAU :

24 Q. [1120] Non, c'est ça.

25 R. Il va... il va poursuivre ou il va pas poursuivre,

1 c'est tout. Et...

2 Q. [1121] C'est ça.

3 R. Et généralement, nous, on a un droit d'intervention
4 dans toute poursuite privée...

5 Q. [1122] Voilà!

6 R. ... et qu'on peut arrêter, on a la discrétion
7 d'arrêter les procédures...

8 Q. [1123] S'il y a des abus.

9 R. ... et de là... de là, parce que ça se produit,
10 c'est là que s'illustre la différence entre le
11 pouvoir du juge de paix et le nôtre parce que le
12 juge de paix va, suite à un poursuivant privé,
13 émettre une sommation, puis on va arrêter les
14 procédures parce que, nous, on considère qu'il y a
15 pas une possibilité raisonnable de condamnation.

16 Q. [1124] O.K. Alors, parlez-nous de l'immunité.

17 R. C'est là que s'illustre plus facilement cette...
18 cette différence-là. Alors, l'immunité, on
19 l'accorde. Traditionnellement, on n'accordait pas
20 beaucoup d'immunité totale. On accordait certaines
21 immunités relatives, surtout aux repentis. On
22 exigeait d'eux qu'ils plaident coupable, bien
23 souvent à des infractions moindres.

24 On faisait... on donnait des garanties
25 qu'on ne servirait pas de la preuve qu'il nous

1 donne dans le processus de se faire qualifier comme
2 repenti. On ne se servirait pas de cette preuve-là
3 contre lui pour le faire condamner. C'est
4 généralement aller jusqu'à ce qu'on parle des
5 crimes de... de corruption ou de malversation,
6 généralement c'était la sorte d'immunité qu'on
7 donnait. On donnait une immunité très relative,
8 très partielle. J'ai conscience, moi, d'un cas
9 spécifique où on a donné une immunité, mais ça
10 concernait pas du tout, là, une forme de
11 criminalité qui peut concerner la... ou qui
12 intéresse la Commission, où on a donné une immunité
13 totale, là. Bon. Moi, j'ai connaissance... je dis
14 pas que j'ai connaissance de tous les cas puis
15 peut-être qu'il y en a d'autres mais ils sont
16 rares.

17 Q. [1125] Alors, juste avant d'y aller, parler des
18 crimes de malversation, corruption. Vous faites un
19 peu une distinction. C'est qu'auparavant, et là on
20 parle de criminalité, soit des stupéfiants, des
21 motards, des... criminalité ordinaire
22 traditionnelle du Code criminel où on avait plus
23 des immunités relatives.

24 R. Bien, c'est-à-dire c'est des dossiers dans lesquels
25 on avait besoin de repentir. Ça se produit dans les

1 dossiers de crime organisé, là.

2 (16:59:28)

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. [1126] Faites la distinction avant d'arriver dans
5 les dossiers, entre... la différence entre une
6 immunité relative et une immunité totale.

7 R. Oui. Bien, l'immunité totale c'est qu'on ne
8 poursuivra pas... on sait qu'une personne a commis
9 un crime et on s'engage à ne pas le poursuivre du
10 tout. Alors, ça c'est un très gros avantage qu'on
11 donne. Et qui a... évidemment, je vous dis que
12 c'est distinct de Col-1, évidemment ça a une
13 influence sur Col-1 parce que c'est une... c'est
14 une... un avantage qu'on donne à une personne. Mais
15 c'est par en vertu de Col-1 qu'on donne l'immunité,
16 c'est... c'est... bon. La police... Dans notre
17 univers à nous c'est la police qui développe ses
18 témoins, qui fait son enquête. La police nous
19 arrive avec des suggestions : « Voici tel témoin,
20 ce témoin-là, il est prêt à devenir repent, à
21 l'époque - ou - il est prêt à devenir collaborateur
22 et voici ce qu'il exige. » Bon. Il veut qu'on... je
23 sais pas trop, qu'on lui paie des choses, il veut
24 avoir l'immunité. Bon. Alors, nous, on l'examine
25 sous l'aspect de l'immunité, on examine de qui il

1 s'agit, qu'est-ce qu'il a commis comme crime,
2 qu'est-ce qu'il a comme antécédents. Bon. Et on
3 décide, oui ou non, on accepte de lui donner
4 l'immunité ou pas. Et, si on l'accepte, bien, là à
5 ce moment-là aussi on se pose la question... les
6 questions sont reliées ensemble : Est-ce qu'on va
7 l'accepter comme témoin par la suite? Ce qui fait,
8 je vous dis, c'est deux questions distinctes, hein,
9 ce que la police fait et l'application de Col-1.
10 Mais, nécessairement, et c'est clair qu'on doit
11 travailler en collaboration. La police ne dévoilera
12 pas un témoin puis ne... ne mettra pas beaucoup
13 d'efforts et de ressources sur une personne qu'on
14 n'utilisera jamais comme témoin en bout de piste.
15 Alors, ils ont intérêt à savoir si, nous, on va
16 l'accepter et si on va accepter les conditions qui
17 lui sont données.

18 Alors, oui, on accorde l'immunité. Et
19 depuis... les criminels à col blanc, si vous
20 voulez, depuis... il y a, je pense, c'est six cas
21 où, effectivement, on a attribué l'immunité totale
22 à des personnes pour qu'ils collaborent aux
23 enquêtes. En matière de corruption.

24 Me PAUL CRÉPEAU :

25 Q. [1127] Corruption.

1 R. Les enquêtes qui... qui concernent les... ce qui
2 est examiné par la Commission.

3 Q. [1128] Alors, on y voit une particularité...

4 R. Il me semble que c'est six.

5 Q. [1129] ... vous dites que les crimes de corruption,
6 ou de crimes à col blanc, présentent des
7 difficultés particulières qui nécessitent d'en
8 arriver, à l'occasion, à l'immunité totale?

9 R. Oui, je pense que oui, parce qu'on parle pas de la
10 même clientèle, là. Quand on parle d'un motard qui
11 a déjà douze (12) antécédents puis qui décide qu'il
12 va parler parce qu'il... Bon, on dit : « Écoute,
13 très bien, tu vas plaider coupable à tel crime
14 moindre » puis il l'accepte.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Q. [1130] C'est ce que vous appelez une immunité
17 relative?

18 R. Oui, c'est ça, il va...

19 Q. [1131] C'est-à-dire qu'il devra d'abord plaider
20 coupable puis ensuite...

21 R. Plaider coupable à un crime qui est peut-être
22 moindre que celui qu'il a commis mais malgré
23 tout... et accepter une peine, il va avoir une
24 peine, il va avoir une peine d'emprisonnement, ça
25 c'est sûr. Bien souvent ces gens-là ont fait face à

1 des... c'est des meurtres, là. Sauf que peut-être
2 on va les accuser de meurtre au deuxième degré
3 plutôt que meurtre au premier degré puis ils vont
4 devoir... ils vont être éligibles aux libérations
5 conditionnelles après dix (10) ans au lieu de
6 vingt-cinq (25) ans. C'est ça l'avantage, c'est ça
7 l'immunité relative. L'immunité relative c'est
8 aussi le fait que, quand ils nous font une
9 déclaration de vie, bien souvent ces personnes-là
10 vont déclarer un très grand nombre de crimes qu'ils
11 ont commis à travers toute leur carrière
12 criminelle. On va pas les poursuivre pour tous ces
13 crimes-là, là. Hein, ils vont nous dire que quand
14 ils faisaient des vols de chars, il y a vingt-cinq
15 (25) ans, avant de devenir membre, là on va pas le
16 poursuivre pour un vol de chars, là. De toute
17 façon, on n'est pas nécessairement capables de
18 recueillir la preuve. Ce qui fait qu'on lui
19 garantit qu'on ne fera pas de poursuite en
20 utilisant les renseignements qu'il nous donne, dans
21 ce processus-là. On se servira pas de ces
22 renseignements-là pour le faire condamner. Ce qui
23 fait partie de l'immunité, c'est un avantage.

24 Me PAUL CRÉPEAU :

25 Q. [1132] Mais là, si on arrive un professionnel...

1 R. Bien, là, les professionnels, écoutez, c'est parce
2 qu'il veut pas aller en prison puis, lui, il veut
3 peut-être continuer sa carrière, il veut peut-
4 être...

5 Q. [1133] Oui.

6 R. Bon.

7 Q. [1134] Puis il a des problèmes avec l'impôt. Parce
8 que si c'est par acte de corruption, il a reçu de
9 l'argent, alors on imagine un professionnel qui a
10 commis des infractions de corruption, d'abus de
11 confiance...

12 R. Dans les cas des professionnels, on a accepté de
13 lui donner l'immunité totale. On fixe nos
14 conditions, évidemment. Bien sûr, il y a les
15 conditions de base, là, ça doit être quelqu'un qui
16 va... qui va nous aider, qui peut témoigner, qui a
17 été témoin de quelque chose, qui... qui va être un
18 témoin recevable devant le tribunal puis qui va
19 nous permettre de faire condamner des personnes.

20 Et général... bien pas généralement, dans
21 tous les cas, on exige que s'il a fait de l'argent
22 suite à son acte, qu'il rembourse cet argent-là,
23 qu'il nous la donne. Et nous, cet argent-là va dans
24 les produits de la criminalité.

25 Il y a eu, avec... avec le ministère du

1 Revenu, une certaine ambiguïté un certain temps
2 parce que suite à ça, quand la personne admet qu'il
3 a reçu, je sais pas moi, trois cent mille dollars
4 (300 000 \$), bien évidemment, il va être... il va
5 être cotisé sur ce montant-là.

6 Q. [1135] Puis vous l'avez...

7 R. Là, il voudra pas payer en plus l'impôt puis nous
8 donner... alors, on a fait une entente avec l'ARC
9 où nous, on... on... l'ARC cotise la personne et
10 nous, on rembourse l'ARC...

11 Q. [1136] Des impôts?

12 R. ... à même des montants qu'il nous remet.

13 Q. [1137] O.K.

14 R. Alors, c'est un... c'est un... c'est notre
15 condition fondamentale pour devenir collaborateur.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. [1138] Donc, ça se retrouve à peu près cinquante-
18 cinquante (50-50) avec l'ARC et les produits de la
19 criminalité?

20 R. Je peux pas vous dire, par contre, le montant, la
21 proportion. Je... moi, ce dont on m'a parlé, non.
22 C'est... c'est... on a plus, en matière de produits
23 que... que la cotisation, mais écoutez, je peux
24 vraiment pas vous dire, là. J'ai... je connais pas
25 les chiffres.

1 Q. [1139] Oui, mais quand il est cotisé...

2 R. Oui.

3 Q. [1140] ... est-ce qu'il est cotisé relativement à
4 son... son revenu global ou seulement sur la
5 portion qu'il... qu'il dit avoir...

6 R. C'est ce que j'ignore.

7 Q. [1141] O.K.

8 R. C'est ce que j'ignore. Mais ce qu'on me disait...
9 l'exemple qu'on m'a donné quand on m'a parlé de ça,
10 parce que c'est pas moi qui administre ça, là,
11 c'est... on me parlait de trois cent mille piastres
12 (300 000 \$) puis une cotisation de cent mille
13 (100 000) à peu près. Comment ils arrivent à ces
14 chiffres-là? Je le sais pas, puis est-ce que c'est
15 une proportion qui est représentative de tous les
16 cas? J'en sais rien non plus. Alors, c'est pour ça
17 que je... je m'aventure pas à vous en dire plus à
18 ce sujet-là.

19 Me PAUL CRÉPEAU :

20 Q. [1142] Alors on part de l'adage que le crime ne
21 paie pas...

22 R. Oui.

23 Q. [1143] ... on veut déposséder le criminel de
24 l'argent qu'il aurait reçu illégalement, alors vous
25 avez dit : « On va exiger que la personne collabore

1 avec la justice, témoigne contre d'autres
2 personnes, le cas échéant »?

3 R. Oui.

4 Q. [1144] Rembourse. Maintenant, il peut rester...
5 alors on avait des accusations...

6 R. Mais il y a une alternative.

7 Q. [1145] Oui.

8 R. Si la personne ne veut pas rembourser...

9 Q. [1146] Ou ne peut pas?

10 R. ... ou ne peut pas, on va exiger qu'il plaide
11 coupable aux infractions qu'il a commises, mais on
12 s'engage à faire des représentations, si vous
13 voulez dans la... dans le bas de la fourchette
14 normale des peines pour un crime semblable.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Q. [1147] Bon. Mais ça, on... ça l'aide peut-être pas
17 nécessairement si c'est un entrepreneur, par
18 exemple?

19 R. De toute évidence.

20 Q. [1148] Bien c'est ça. Parce que là, c'est l'AMF...

21 R. Ils l'accepteraient peut-être pas...

22 Q. [1149] Non.

23 R. ... puis s'ils l'acceptent, il voudra peut-être pas
24 aller en prison puis là, il va perdre son droit...
25 son droit de... il ne sera plus qualifié pour avoir

1 des contrats.

2 Q. [1150] Exactement, les contrats (inaudible).

3 R. Ça, c'est évident. Mais ça, c'est son problème.

4 Mais dans le sens où on est prêt, nous, à... je
5 veux dire ces gens-là vont avoir toutes sortes
6 d'exigences. La police va développer le témoin, la
7 police va discuter avec l'AMF, va discuter avec
8 nous et on est prêt à accepter tout le monde à
9 table, là.

10 Q. [1151] Est-ce que ça se fait effectivement?

11 R. Ça s'est fait. Tu sais, on me dit dans un cas...

12 Q. [1152] C'est pas juste un voeu pieux, là?

13 R. ... ça s'est fait avec... non, ça s'est fait. Ça
14 s'est fait avec le Directeur général des élections,
15 semble-t-il. Dans un cas. Je peux vous nommer le
16 cas puis je voudrais pas entrer dans les détails,
17 mais oui, ça s'est fait.

18 Il y a au surplus, il faut comprendre que
19 l'article 9 du Code de procédures pénales nous
20 donne le droit d'arrêter toute procédure pénale
21 intentée par qui que ce soit, là, au Québec. On...
22 on... il faudrait que la situation soit grave pour
23 qu'on intervienne par la force, si vous voulez. On
24 préfère s'asseoir avec les gens puis s'entendre.
25 Mais ça s'est fait, oui, ça s'est fait. Et on est

1 prêt à... on est prêt à discuter avec qui que ce
2 soit qui veut venir autour de la table.

3 On sera pas choqué que le... le syndic
4 des... l'Ordre des ingénieurs décide de pas
5 poursuivre, là, de pas porter des accusations
6 déontologiques, là, c'est pas ça qui va sorte qu'on
7 l'acceptera pas comme témoin en vertu de COL-3,
8 mais on veut le savoir.

9 Me PAUL CRÉPEAU :

10 Q. [1153] Alors, c'est peut-être ça...

11 R. Ça fait qu'on est prêt à discuter avec n'importe
12 qui à ce sujet-là. On... j'en ai discuté, moi, avec
13 les gens qui sont en charge de ça puis ça s'est
14 fait et on est prêt à le faire à n'importe quel
15 moment. Mais...

16 Q. [1154] Alors... oui?

17 R. Parfois, ces personnes-là, pour eux, c'est des
18 conditions inacceptables puis... bien là, qu'est-ce
19 que vous voulez? C'est sûr que c'est frustrant pour
20 la police : c'est un bon témoin, c'est un témoin
21 qu'on... mais s'il pose des conditions qu'on n'est
22 pas capable de remplir, nous, c'est pas tellement
23 un problème mais, si en plus, il veut pas être
24 poursuivi au civil...

25 L'immunité c'est toute une autre histoire,

1 ça. Il y plusieurs personnes qui pourraient avoir
2 un intérêt pour poursuivre. Le gouvernement pourra
3 vouloir récupérer les montants qui... c'est bien
4 normal. Mais peut-être que la personne voudra avoir
5 l'immunité de ces poursuites-là. Je sais que
6 monsieur Lafrenière vous a parlé de ça... a parlé
7 de ça devant vous, l'immunité civile. Hein? Puis,
8 nous, on n'a pas de problème avec ça, mais on n'a
9 pas de contrôle là-dessus.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Q. [1155] Non, non, je comprends mais l'idée, c'est
12 que si l'on veut enrayer un problème, et qu'on veut
13 avoir des témoins collaborateurs pour aider à
14 enrayer le problème, il me semble... bien, je sais
15 pas, mais est-ce qu'il ne serait pas souhaitable
16 de... que la personne puisse bénéficier de
17 l'immunité?

18 R. Bien sûr! Bien sûr, sauf que, nous, on doit à un
19 certain moment donné décider, si vous voulez - puis
20 c'est pas ma décision personnelle, pas que je suis
21 entièrement d'accord avec ça mais - décider ce qui
22 est acceptable dans l'intérêt public.

23 Puis on considère que donner de l'immunité
24 à une personne qui a fait cinq cent mille piastres
25 (500 000 \$), puis qui reste avec son cinq cent

1 mille piastres (500 000 \$), c'est pas dans
2 l'intérêt public; c'est pas acceptable dans
3 l'intérêt public. Alors, c'est pour ça qu'on a fixé
4 cette condition-là. D'autres vous diront que c'est
5 une exigence que... c'est trop exigeant, puis nous,
6 on considère que c'est ce qui est dans l'intérêt
7 public. Et c'est de ça dont...

8 Q. [1156] Mais... mais...

9 R. ... le directeur doit de se préoccuper.

10 Q. [1157] Oui, c'est ça. Mais je pense que c'est de
11 faire un grand principe qui pourrait souffrir des
12 exceptions. Parce que si la personne qui a reçu le
13 cinq cent mille dollars (500 000 \$) vous aide à
14 récupérer trois millions (3 M) ailleurs, et à
15 éluder un système ailleurs qui peut rapporter
16 plusieurs millions, c'est peut-être pas...

17 R. Chaque cas est examiné comme un cas d'espèce.

18 Q. [1158] Exact.

19 R. Mais sauf qu'il doit y avoir... on doit être
20 préoccupé par une égalité dans le traitement aussi,
21 par une justice dans ce système-là. On doit pas
22 l'appliquer de façon arbitraire. Alors, oui, chaque
23 cas est examiné comme... chaque cas est un cas
24 d'espèce. L'importance de ce témoin-là par rapport
25 à l'importance du...

1 Q. [1159] Vous avez raison mais il y a des cas qui
2 doivent se trouver sur la ligne...

3 R. Oui.

4 Q. [1160] ... tout comme...

5 R. Oui.

6 Q. [1161] ... la décision du...

7 R. Oui. Oui, puis je sais qu'il y a parfois des
8 désaccords avec la police. Ça, c'est sûr, avec la
9 Sûreté. Puis, la Sûreté a raison d'être frustrée.
10 On prétend pas que ce qu'ils nous demandent est
11 déraisonnable. On a parfois, nous aussi, raison
12 d'être frustrés.

13 Me PAUL CRÉPEAU :

14 Madame la Présidente, il est cinq heures quinze
15 (5 h 15)...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. [1162] Sur ce...

18 Me PAUL CRÉPEAU :

19 Oui.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Q. [1163] ... pour passer les frustrations...

22 R. Ah, non...

23 Q. [1164] ... on va aller à... mais je pense que dans
24 votre cas, vous allez pouvoir réfléchir ou, en tout
25 cas, plus longtemps parce que je pense que vous ne

1 reviendrez que mardi...

2 R. Mardi prochain.

3 Q. [1165] ... mardi.

4 Me PAUL CRÉPEAU :

5 Q. [1166] Mardi? Mardi après-midi...

6 R. C'est ce qu'on m'a informé.

7 Q. [1167] ... il y aura... il y a du temps qui vous
8 est réservé.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. [1168] Donc, le matériel sera prêt mardi.

11 R. Oui. Ah! Oui.

12 Me PAUL CRÉPEAU :

13 Q. [1169] Oui.

14 R. On l'a promis même pour... je vais faire certaines
15 modifications, puis je l'ai pour demain.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. [1170] Merci, Maître Lapointe...

18 R. C'est nous qui vous remercions.

19 Q. [1171] ... et Maître Michel.

20 FIN DE L'AUDIENCE

21

1

2

3

SERMENT

4

Nous, soussignés, ODETTE GAGNON et CLAUDE MORIN,

5

sténographes officiels, certifions que les pages

6

qui précèdent sont et contiennent la transcription

7

fidèle et exacte de l'enregistrement numérique, le

8

tout hors de notre contrôle et au meilleur de la

9

qualité dudit enregistrement.

10

11

Le tout conformément à la loi.

12

13

Et nous avons signé,

14

15

16

17

Odette Gagnon (Tableau #202129-3)

18

Sténographe officielle

19

20

21

22

Claude Morin (Tableau #200569-7)

23

Sténographe officiel